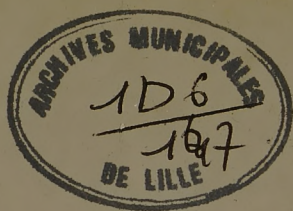


Procès Verbaux

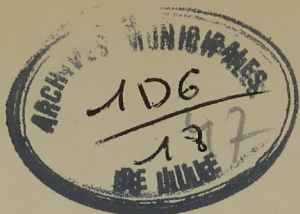


5^e Commission

Hygiène et Assistance

3^e mandat Salengro 1935 - 1936

mandat Saint-Genant 1936 - 1940



5ème Commission

Réunion du 13 Juin 1935



Les membres de la 5ème Commission se sont réunis à la Mairie le 13 Juin 1935 à 18 heures sous la présidence de M. DEVERNAY, Adjoint au Maire.

Etaient présents : M.M. DEVERNAY, Adjoint au Maire
CORDONNIER id
BAUCHE, Conseiller municipal
GODINOT id
JANSSENS id
MARTIN id
PEETERS id
POUILLAUDE id

Se sont excusés : M.M. MASSON, Adjoint au Maire
SAINT VENANT id
BRODEL Conseiller municipal
FARVACQUES id
LECOMTE id

I - Projet de constitution d'une Association Syndicale autorisée pour l'aménagement du lotissement défectueux de la rue des Jardins Caulier.

La 5ème Commission émet un avis favorable sous les conditions fixées par la Commission du Plan reproduites dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène.

II - Garantie communale pour le prêt à contracter par l'Association syndicale des propriétaires de la rue Adolphe, voie privée.

La 5ème Commission donne un avis favorable à l'octroi de la Garantie communale sous les conditions fixées dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène.

III.- Fourneaux économiques. Cahier des charges pour la fourniture des denrées pendant l'exploitation 1935-1936.

La 5ème Commission donne un avis favorable.

IV - Rue de la Boétie. Demande de réfection de la chaussée par M. Gaston Wante, 12 rue de la Boétie.

La 5ème Commission transmet au Conseil d'Administration avec avis favorable le rapport établi par M. le Directeur du Bureau d'Hygiène qui situe la question.

V - Demande de subvention par le Livre de l'Aveugle.

La 5ème Commission émet un avis défavorable à l'octroi d'une subvention.

VI.- Demande de subvention par M. le Professeur Minet pour installer une salle de consultations à l'Hôpital de la Charité.

M. l'Adjoint Saint-Venant propose de donner une suite favorable à la demande présentée par M. le Professeur Minet.

M. le Dr Cordonnier, Adjoint, fait des réserves et avant de donner son approbation il voudrait être renseigné : 1° sur le fonctionnement de l'Hôpital-Sanatorium qui va être ouvert incessamment; 2° sur ce que deviendra la Cité Hospitalière en tant qu'absorption des hôpitaux actuellement existants.

La 5ème Commission décide d'attendre ces renseignements.

VII.- Dossiers d'assistance aux femmes en couches.

La 5ème Commission donne un avis favorable aux demandes présentées par les personnes suivantes qui ne disposent pas de ressources suffisantes :

Mmes Crépin née Coupet Pauline, 8 rue Sylvère Verhulst
Deleplanque née Desbonnetz Andrée, 108 rue des Sarrazins
Deleurence née Calais Marguerite, 24 rue Nationale
Depienne née Legrain Fernande, 3 rue du Soleil Levant
Fleury née Danel Antoinette, 82 Quai de l'Ouest, c/ Henninot 5
Gasparini née Aloï Paolina, 6 rue Delphin Petit
Grzesik Maria, 8 rue Broca
Gothièrè née Houdart Rachel, 16 rue Parrayon
Heldelberghe née Chatelain Albertine, 22 rue d'Ennetières,
c. Lemièrè 3
Lacaille née Murana Alfréda, 25 rue Princesse
Noclain née Delbarre Renée, 4 rue des Chats Bossus
Paris née Dumortier Germaine, rue de Laventie, imp. Ste-Anne 2

Elle émet un avis défavorable aux demandes faites par les personnes dont les noms suivent, personnes disposant de ressources suffisantes :

Mmes Coisne née Raout Angèle, 114 rue Destailleurs
Declercq née Lobry Louise, 6 rue de Rouen
Drode née Dubois Jeanne, 32 rue Basse
Lemaire née Dumont Jeanne, 23 rue Sylvère Verhulst
Pawlak née Szymanski Anna, 22 rue J.J. Rousseau
Vaglio née Daquin Suzanne, 164 bd Victor Hugo

VIII.- Travaux d'office dans les logements insalubres.

La 5ème Commission donne un avis favorable à l'exécution des travaux d'office dans les immeubles suivants :

rue Bourjembois 32
Petite rue de l'Alma 2
rue du Maréchal Mortier 2

IX.- Questions diverses.

I° Inspection médicale scolaire. Demande d'exécution de travaux dans les Ecoles.

La 5ème Commission transmet à l'Administration Municipale la liste des travaux demandés dans les Ecoles par les Médecins Inspecteurs scolaires avec avis favorable pour leur exécution pendant la période des vacances.

M. Martin signale que dans certaines cours d'écoles les platanes sont la cause d'accidents oculaires chez les enfants.

Le Docteur Ducamp fait connaître que ces arbres sont contre-indiqués pour ombrager les cours des écoles; les fruits qui sont des akènes pointus et munis de poils se détachent vers mars-avril par les grands vents et viennent blesser les yeux des enfants.

2° - M. Godinot informe ses collègues que la Directrice d'une Ecole n'a pas respecté l'ordre établi par le médecin inspecteur scolaire pour le départ à la Colonie de Wormhoudt.

M. le Docteur Cordonnier fait émettre le vœu suivant par la 5ème Commission : Le corps médical seul doit désigner les enfants à envoyer en colonie de vacances et fixer leur ordre de départ.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h.20.

Le Secrétaire :

D^r DUCAMP.

Lille, le 13 Juin 1935

Demande de subvention
par " Le Livre de l'Aveugle "



R A P P O R T

A la date du 24 Mai 1935, le Conseil d'Administration du "Livre de l'Aveugle" dont le siège est à Paris, 16, rue Laugier, a demandé à bénéficier d'une subvention de la Ville de Lille.

Par délibération du 21 Juillet 1931, le Conseil Municipal avait accordé à cette oeuvre un subside de 200 francs mais en spécifiant qu'il ne serait pas renouvelable.

D'autre part, M. Cauvin, Directeur de l'Institut départemental des sourds-muets et jeunes aveugles nous a fait connaître en 1934 que l'action du "Livre de l'Aveugle", comparée à celle d'autres associations similaires était peu marquée. Depuis plusieurs années l'Etablissement de Ronchin, de même que la Société de patronage des Aveugles du Nord à Lille n'ont plus reçu de livres de sa part.

Il nous apparaît dès lors que rien ne justifie l'octroi de la subvention demandée.

LE DIRECTEUR ,

Lille, le 13 Juin 1935

Exécution de travaux
d'office dans les logements
insalubres



Rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène

Les propriétaires des immeubles désignés ci-dessous ne se sont pas conformés aux arrêtés municipaux leur prescrivant des travaux d'assainissement.

Rue Bourjembois, 32

Propriétaire: M. Willoqueaux, 203
Brd. de la Liberté - Lille

Petite rue de l'Alma, 2

Propriétaire: M. Kirsbilke, 61
Brd. des Vignes - Marseille

Rue du Maréchal Mortier, 2

Propriétaire: M. Thomas
à Coulanges sur Yonne

La procédure édictée par la loi du 15 Février 1902 sur la Protection de la Santé Publique a été entièrement suivie à l'égard de ces propriétaires contre lesquels le Tribunal de Simple Police a rendu des jugements ordonnant l'exécution des travaux dans un délai fixé. Le Ministère Public près le Tribunal nous a adressé des réquisitoires aux fins d'exécution des jugements aux frais des propriétaires.

Nous nous trouvons, par suite, dans l'obligation de faire exécuter d'office ces travaux que nous vous proposons de confier à divers entrepreneurs jusqu'à concurrence de 6.000 francs pour chacun d'eux.

Ci-dessous le montant approximatif des travaux à effectuer dans les immeubles dont il s'agit et celui des loyers perçus annuellement par les propriétaires intéressés.

Désignation des immeubles	: Montant des travaux	: Loyer annuel
---------------------------	-----------------------	----------------

Rue Bourjembois, 32	1.800,00	1.200,00
Petite rue de l'Alma, 2	800,00	840,00
Rue du Maréchal Mortier, 2	5.520,00	2.800,00
Total:	7.320,00	

Le remboursement des dépenses engagées sera poursuivi sur les propriétaires. Il pourra aussi être opéré au moyen de retenues faites sur les loyers, par application de l'article 15 de la loi du 15 Février 1902.

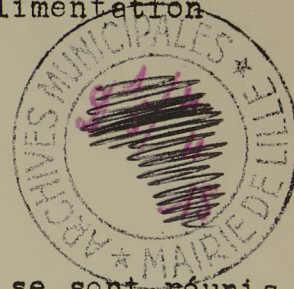
LE DIRECTEUR ,

Cinquième Direction

Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation
de l'Hygiène Publiques

Réunion du II Juillet 1935

Procès-verbal



Les membres de la Cinquième Commission se sont réunis à la Mairie le II Juillet 1935 à 18 heures sous la présidence de M. le Dr Cordonnier, adjoint au Maire.

Etaient présents:

M.M. le Dr Cordonnier	adjoint au Maire,
Bauche,	conseiller municipal
Godinot,	conseiller municipal
Farvacque,	conseiller municipal
Janssens,	conseiller municipal
Peeters,	conseiller municipal
Pouillaude,	conseiller municipal

S'étaient excusés:

M.M. Devernay,	adjoint au maire,
Masson,	adjoint au maire,
Saint-Venant,	adjoint au maire,
Brodel,	conseiller municipal,
Lecomte,	conseiller municipal,
Martin,	conseiller municipal.

Le procès-verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

I.- Cahier des charges pour la fourniture des cercueils aux Hospices pendant l'année 1936.

La Cinquième Commission a donné un avis favorable à l'adoption du cahier des charges pour la fourniture des cercueils aux Hospices pendant l'année 1936.

II.- Rapport sur l'exploitation des Fourneaux économiques pendant la saison 1934-1935.

M. Janssens fait remarquer que les Fourneaux Economiques sont assez peu fréquentés par les chômeurs, tandis que beaucoup d'ouvriers du bâtiment habitant les communes de banlieue viennent

manger à la cuisine populaire. La Cinquième Commission demande que l'activité des Fourneaux Economiques se limite à la population lilloise. Elle invite M.M. le Dr Cordonnier et Saint-Venant, adjoints à étudier un moyen pour arriver à éliminer des cuisines populaires les ouvriers étrangers à la Ville qui viennent y travailler, et cela pour diminuer le déficit de l'exploitation de ces Fourneaux.

M. Godinot signale qu'un projet de création de cuisine populaire a été mis à l'étude pour le quartier du Faubourg des Postes: il demande à l'Administration de bien vouloir le mettre à exécution.

M.M. Janssens et Peeters rappellent également à l'administration les travaux de réédification de la cuisine Manuel qui devraient être exécutés sans tarder. Les locaux actuels de cette cuisine sont dans un état lamentable.

La Cinquième Commission fait siennes les observations énumérées ci-dessus et prend acte du rapport présenté par M. Charles Saint-Venant, adjoints.

III.- Dossiers d'assistance aux femmes en couches.

La Cinquième Commission donne un avis favorable aux demandes faites par les personnes dont les noms suivent, qui ne disposent pas de ressources suffisantes:

Mmes Rassis née Laine Mireille-Célestine, 82 rue Pierre Legrand
Vanberten née Meulebrouck Mireille, 88 rue Alphonse Mercier
Vannier née Schamp Suzanne, 18 rue du Transvall
Vanden Daele, née Prugnon Marie Jeanne, 295 rue des Bois Blancs.

Elle émet un avis défavorable aux demandes faites par les personnes suivantes qui disposent de ressources suffisantes:

Mmes Lodolo née Luc Marie Louise, 32 rue Mourmant
Mackey née Delcroix Marie, 85 rue Boucher de Perthes
Menez née Coupleux Victoire, 174 rue des Bois Blancs.

IV.- Association syndicale autorisée pour l'aménagement de la rue Louis Delos. Demande de subvention.

La Cinquième Commission émet un avis favorable, à la demande de subvention sollicitée sous les conditions fixées dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène.

V Questions diverses

1°- Demande d'ouverture de rue par la Société Julien Thiriez, Père et Fils.

La 5ème Commission donne un avis favorable sous les conditions fixées par la Commission du Plan reproduites dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène.

2°- Lotissement d'un terrain, rue du Bois d'Annappes angle de la rue Désaugiers.

La 5ème Commission émet un avis favorable au projet présenté sous les conditions fixées par la Commission du Plan et celles indiquées dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène.

3°- Lotissement d'un terrain en bordure de la rue Sans Pavé et de la rue des Canonnières prolongée par Mme Pronevez-Legend.

La 5ème Commission donne un avis favorable au projet présenté sous les conditions fixées par la Commission du Plan et celles indiquées dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène.

4° M. Janssens réclame au sujet du dépôt d'ordures qui se trouve en permanence rue des Primeurs et qui constitue un non-sens au point de vue hygiénique. Ce dépôt contient des fruits gâtés qui sont jetés par les mandataires et les marchands; des enfants et même des grandes personnes y vont trier les quelques fruits qui leur semblent moins gâtés pour les manger. Il est encore accru des boues et gadoues provenant du petit cantonnage. Il y aurait lieu d'étudier un projet de construction de silo en sous-sol dans le terre-plein de la place des Halles Centrales; on y installerait les grandes poubelles destinées à recueillir ces ordures; une camionnette plateforme avec grue les sortirait de ce silo et les transporterait à l'usine d'incinération des ordures ménagères. Les compartiments de ce silo seraient recouverts par des plaques mobiles.

Cette question présente un caractère d'urgence. D'autre part la Police devrait exercer une surveillance constante pour empêcher les malheureux de récupérer parmi les fruits avariés ceux qui paraissent encore mangeables.

La 5ème Commission fait siennes ces diverses indications.

5° M. Janssens demande qu'on installe un urinoir dans le marché couvert des Halles Centrales analogue à celui du marché couvert de la Place de la Nouvelle Aventure.

La 5ème Commission donne un avis favorable à cette proposition.

6°- M. le Docteur Cordonnier, adjoint, signale également le dépôt d'ordures permanent de la rue de Wattignies qu'on peut comparer à celui de la rue des Primeurs.

La 5ème Commission demande qu'on le supprime.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 19 heures 1/2

Le Secrétaire,

Dr DUCAMP.

Association Syndicale
autorisée pour l'aménagement
de la rue Louis Delos

Demande de subvention
communale.



Rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène

Le Directeur de l'Association Syndicale autorisée pour l'aménagement de la rue Louis Delos sollicite le concours financier de la Ville pour l'ensemble des travaux de viabilité et d'assainissement à exécuter dans cette voie privée.

Le montant du devis des travaux à exécuter s'élève à 259.550 Frs avec l'emploi exclusif de matériaux français.

La rue Louis Delos chevauche sur la limite des communes de Lille et de Marcq-en-Baroeul. Les dépenses de l'Association étant réparties proportionnellement à la longueur des façades, la subvention de la Ville ne devra être accordée qu'aux propriétaires des immeubles dont la façade est située sur le territoire de Lille.

La longueur des façades situées sur le territoire de Lille est de 224m.88, la longueur totale des façades est de 560m.92.

Nous vous proposons de donner un avis favorable à l'attribution par la Ville d'une subvention égale au tiers des dépenses mises à la charge des propriétaires des immeubles dont la façade se trouve sur le territoire de Lille.

Hôtel de Ville, le 11 Juillet 1935

LE DIRECTEUR ,

Lotissement d'un terrain
rue Sans Pavé et rue des
Canonnières prolongée par
Mme. Vve. Pronevez-Légrand



Rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène

Mme. Vve. Pronevez-Légrand, 12, rue des Chaudronniers à Cambrai, sollicite de M. le Préfet du Nord l'autorisation de lotir un terrain repris au cadastre sous les Nos 1173-1182-1183 et 1184 de la Section B et dont deux faces opposées sont respectivement en bordure de la rue Sans Pavé et de la rue des Canonnières prolongée.

La Commission du Plan dans sa séance de ce jour, a donné un avis favorable au projet parce que le lotissement donne sur deux voies urbaines et que la Ville a pris l'engagement, dans la promesse d'échange, d'effectuer à ses frais et en temps opportun, la mise en état de viabilité des rues Sans Pavé et des Canonnières prolongée sans participation du lotisseur.

Les rues bordant le lotissement ~~et~~ sont des voies urbaines; les travaux d'aménagement sont donc à la charge de la Ville.

Avis favorable peut être donné au projet présenté sous les conditions suivantes :

1°- Le cahier des charges de la vente imposera aux propriétaires l'obligation de prendre l'engagement de construire, entretenir, réparer ou reconstruire à leurs frais, avec des matériaux acceptés par la Ville, les trottoirs situés au droit de leur propriété.

2°- Les dépendances formant marteau seront adossées par paires.

3°- Les constructions en bois seront interdites dans les cours.

Hôtel de Ville, le 11 Juillet 1935

LE DIRECTEUR ,

Lotissement d'un terrain
rue du Bois d'Annappes angle
rue Désaugiers par MM. Vanhoutrive
et Carrein.



Rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène

M. Vanhoutrive, 70, rue Ledru Rollin à Hellemmes et M. Carrein, 146, rue Jean Jacques Rousseau à Hellemmes, sollicitent de M. le Préfet du Nord l'autorisation de lotir un terrain qu'ils possèdent indivisément rue du Bois d'Annappes angle rue Desaugiers. Ce terrain d'une surface de 695m² est repris au cadastre sous partie du N°1213 de la Section D.

La Commission du Plan au cours de sa réunion du 4 Juillet 1935 a donné un avis favorable au projet sous réserve que le cahier des charges de la vente impose aux acquéreurs éventuels l'obligation de construire, entretenir, réparer ou reconstruire à leurs frais, avec des matériaux acceptés par la Ville, les trottoirs situés au droit de leur propriété.

La rue du Bois d'Annappes est une voie privée en instance de classement. Les travaux d'assainissement et de viabilité ont été exécutés en application de la loi du 15 Mars 1928.

La rue Desaugiers est en mauvais état d'assainissement et de viabilité.

Un avis favorable peut être donné au projet sous les conditions suivantes :

1°- Le cahier des charges de la vente imposera aux propriétaires l'obligation de prendre l'engagement de construire, entretenir, réparer ou reconstruire à leurs frais, avec des matériaux acceptés par la Ville, les trottoirs situés au droit de leur propriété.

2°- Le cahier des charges imposera au propriétaire de la parcelle front à la rue Desaugiers, l'obligation de participer dans les dépenses de mise en état d'assainissement et de viabilité ainsi que dans les frais d'installation de canalisations d'eau et de gaz dans cette voie privée, lors de la constitution d'un Syndicat ou d'une Association Syndicale, conformément à la loi du 22 Juillet 1912 ou à celle du 15 Mars 1928.

3°- Les dépendances formant marteau seront adossées par paires.

4°- Les constructions en bois seront interdites dans les cours.

Hôtel de Ville, le 11 Juillet 1935

LE DIRECTEUR ,

Demande d'ouverture
de rue au Faubourg de Béthune
par la Société J. THIRIEZ Père et Fils



Rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène

M. Alfred THIRIEZ, Place de Tourcoing, 19 à Lille, sollicite au nom de la Société J. THIRIEZ Père et Fils qu'il représente, l'autorisation d'ouvrir au Faubourg de Béthune, une rue partant de la rue de Londres dans le prolongement de la rue du Mal Assis.

La Commission du Plan, au cours de sa réunion du 4 Juillet courant a donné un avis favorable au projet sous réserve que les travaux indiqués ci-dessous soient exécutés par le propriétaire et sous le contrôle des services municipaux.

1°- Installer quelques lanternes à gaz, étant entendu que l'entretien de ces lanternes ainsi que la consommation de gaz resteront à la charge du propriétaire jusqu'au classement de la rue dans la voirie urbaine.

2°- Installer une bouche d'égout supplémentaire à l'angle de la rue projetée et de la rue Deleplanque.

3°- Installer une canalisation d'eau potable de 80^m/m de diamètre sous chaque trottoir et à un mètre de la bordure dans la rue projetée et dans la rue Calvin.

4°- Prolonger la canalisation d'eau potable de la rue Augereau jusqu'à la rue projetée ou la raccorder avec les deux conduites latérales.

En outre, le propriétaire devra s'engager à construire, entretenir, réparer ou reconstruire à ses frais, avec des matériaux acceptés par la Ville, les trottoirs situés au droit de sa propriété.

La rue à ouvrir aura 12 mètres de largeur, une chaussée pavée de sept mètres entre bordures et 2 trottoirs de 2m.50 chacun. L'évacuation des eaux sera assurée au moyen d'un égout en béton de ciment de section ovoïde de 70x105. L'installation de canalisations d'eau et de gaz est prévue sous chaque trottoir.

Un avis favorable peut être donné au projet sous les conditions fixées par la Commission du Plan.

Hôtel de Ville, le 11 Juillet 1935

LE DIRECTEUR ,



Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation
et de l'Hygiène Publique

Procès-verbal de la réunion du 12 Septembre 1935

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publique se sont réunis à la Mairie le 12 Septembre 1935 à 18 heures, sous la présidence de M. Philippe Martin, Conseiller Municipal.

Etaient présents: M.M. Martin, Conseiller municipal
Godinot, d°
Janssens, d°
Pouillaude, d°



Excusés : M.M. Cordonnier, Adjoint au Maire
Devernay, d°
Masson, d°
Saint-Venant; d°
Bauche, d°
Brodal, d°
Farvacques, d°
Lecomte, d°
Peeters, d°

Le procès-verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

I. Demande de subvention de l'Union Départementale des Sociétés de Secours Mutuels.

La Commission donne un avis favorable.

II. Réponse de l'Administration des Hospices aux questions posées par la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publique à l'occasion de la demande de subvention présentée par M. le Professeur Minet en vue de construire une salle d'attente à son service de l'Hôpital de la Charité.

M. l'Adjoint Saint-Venant empêché ne pouvant assister à la séance, sollicite de ses collègues l'ajournement de la question à la prochaine séance.

La Commission approuve l'ajournement.

III. Casier sanitaire. Demande d'affectation d'un employé supplémentaire.

La Commission donne un avis favorable au rapport établi par le Dr Cordonnier, Adjoint, sur cette question.

Après la séance les membres présents de la Commission se sont rendus dans la salle du Casier Sanitaire. Ils ont apprécié l'importance du travail déjà exécuté et ont pu se rendre compte qu'un travail énorme restait encore à faire.

IV Questions diverses.

I° Dossiers d'assistance aux femmes en couches

La Commission a donné un avis défavorable aux demandes faites par les personnes suivantes qui disposent de ressources suffisantes

MMmes BURIE, née MURPHY Blanche, 87 Boulevard de Strasbourg
CREMERS née DESCAMPS Valentine, 14 rue Sylvert Verhulst,
GILLON née VANGOETHEM Mathilde, 4 rue Godefroy Cavaignac,
HENNEBERT née DELEMARIE Hortense, 15 rue St-Albin,
LEFEBVRE, née BOULIER Angèle, 23 rue du Commerce,
LESTIENNE née DESCHODT Marie, 21 rue Edouard Doyennette,
NESSLANY née Raveschot Gabrielle, 21 rue de Wagram,
PLANQUEEL née OSTER Julie, 4 rue Stephenson
PRUVOST née DELECOURT Berthe, 37 rue Kant
VANSASSENBOUCK née De Wasch Eugénie, 1 rue Verlaine
VANDENBOSSCHE née GOOSSENS Alfrèda, 87 Bd. de Strasbourg
WARESQUELLE née Romey Jeanne, 59 rue d'Iéna.

Elle émet un avis favorable pour les demandes faites par les personnes suivantes qui ne disposent pas de ressources suffisantes:

MMmes DOUDEYNE née Pat Yvonne, 45 rue Jules Vallée
GAROT née VANHOECKE Rachel, 67 rue Edouard Doyennette
JOLIE née Barbier Madeleine, 88 rue Princesse
LECLERCQ née Desmons Lucienne, 22 rue Balzac
PARSY née HELBOIS Hélène, 13 rue du Four à Chaux
PERU née DEWAEGHE Solange, 68 rue de la Justice
SULPERWYNCK née Masselot Marguerite, 68 rue du Calvaire
WARTELLIE née Lahousse Jeanne, 36 rue Mexico

2° M.M. Martin et Janssens rappellent la question du dépotoir de la rue des Primeurs. M. Ducamp signale qu'un rapport a été présenté au Conseil d'Administration qui a décidé de faire examiner la question par les divers services intéressés.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à
19 h.30

Le Secrétaire

VU:
Saint-Venant

Dr. Ducamp

12.9.35
Dr DUCAMP



Cinquième Direction



Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation
et de l'Hygiène Publique

Procès verbal de la réunion du 3 Octobre 1935

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publique se sont réunis à la Mairie le 3 Octobre 1935 à 18 heures sous la présidence de M. Devernay, Adjoint au Maire.

Etaient présents : M. Cordonnier, Adjoint au Maire
Devernay id
Farvacques, Conseiller Municipal
Godinot id
Janssens id
Martin id
Peeters id
Pouillau de id

S'étaient excusés : MM. Masson, Adjoint au Maire
Saint Venant id
Bauche Conseiller Municipal
Brodet id
Lecomte id

Le procès verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

I.- Demande de libre disposition de la piscine des Bains municipaux du Boulevard de la Liberté pour l'après midi du 20 Octobre 1935, par le Cercle ouvrier Sportif "Les Nageurs Lillois".

La Commission donne un avis favorable.

II.- Subsidés à diverses associations pour participation à des Congrès. Demande de supplément de crédit.

La participation à des Congrès importants ayant eu lieu cette année le crédit inscrit à l'art. 208 du Budget ordinaire se trouve actuellement insuffisant. Un supplément de crédit de 3.000 Frs est nécessaire pour couvrir les paiements qui sont à faire d'ici la fin de l'année.

La Commission de la Solidarité sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publique émet un avis favorable.

III.- Syndicat des techniciens de l'Industrie chimique.
(Commission des maladies professionnels). Demande d'abonnement au
Bulletin du Syndicat.

La Commission des maladies professionnelles du Syndicat des Techniciens de l'Industrie chimique nous communique son Bulletin qu'elle publie à un tirage limité puisqu'il est photocopié. Elle demande au Conseil Municipal de faire prendre un abonnement par la Ville de Lille.

A la lecture ce bulletin est réellement intéressant, MM. Cordonnier et Devernay proposent à la Commission de Solidarité sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publique de prendre trois abonnements (un pour le Docteur Cordonnier, Adjoint, un pour M. Devernay, Adjoint et un troisième pour le Bureau d'Hygiène). D'autre part ils demandent qu'on prenne toute la collection déjà parue. La Commission donne un avis favorable à cette proposition.

IV.- Compte rendu des opérations effectuées au cours de l'année 1934 par les Offices publics de placement, les Bureaux de placement privés, les Fonds départementaux et municipaux de chômage.

M. Ducamp donne à la Commission un aperçu sur les statistiques importantes qui sont contenues dans le Numéro supplémentaire, 915bis (26 juillet 1935) du Bulletin du Marché du Travail. Ce numéro a pour titre: Le placement et le chômage pendant l'année 1934.

M. Devernay demande l'achat de 12 exemplaires de ce numéro 915bis du Bulletin du Marché du Travail pour en remettre un à chaque membre de la Commission.

La Commission approuve cette proposition.

V.- Fourneaux économiques. Nomination de deux membres de la Commission pour former avec M. l'Adjoint Saint Venant le bureau de l'adjudication du 19 Octobre 1935 à 15 h.30.

La Commission de la Solidarité sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publique désigne MM. Farvacques et Janssens, Conseillers municipaux.

VI.- Questions diverses.

1° Ecole d'Infirmières de Canteleu-Lille. Demande de reconnaissance d'utilité publique.

La Commission de Solidarité sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publique donne un avis favorable à cette demande sous la condition qu'on aménagera des locaux en nombre suffisant pour permettre un fonctionnement normal de l'Ecole et que les additions énumérées dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène seront faites aux Status.

2°- Dépôt de films cinématographiques n'excédant pas 1000 Kos, 7 rue de l'Hôpital Militaire. Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. 2ème classe. Demande d'autorisation.-

Ce dépôt existe déjà. Il est situé dans une maison à habitation collective. La Commission donne un avis défavorable.

3°- Jours de fête locale.-

La Commission de solidarité sociale de l'Alimentation et de l'Hygiène publique présente un avis favorable à la proposition de M. Devernay, adjoint, pour deux jours de fête locale;

le dimanche précédant la Ste Catherine, le 24 novembre
le dimanche précédant la Noël, le 22 décembre

4°- M. JANSSENS rappelle la question du dépôt d'ordures de la rue des Primeurs. M. CORDONNIER informe son collègue qu'une réunion va avoir lieu prochainement entre les adjoints intéressés et leurs chefs de service pour mettre au point l'arrêté destiné à régler cette question.

5°- M. CORDONNIER signale que les gros camions qui transportent des bestiaux à l'Abattoir devraient passer par des rues situées en dehors du centre de la Ville. Ces véhicules contiennent parfois une dizaine de vaches qui déversent sur la chaussée des flots d'urine. M. l'Adjoint demande que le circuit à suivre soit réglementé.

La Commission se range à cet avis.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 19^h30.

Vu: l'Adjoint délégué,
signé : DEVERNAY.

Le Secrétaire,
signé : D^r DUCAMP.

Lille, le 1er Octobre 1935



Rapport relatif à une demande de reconnaissance
d'utilité publique faite par l'Association dite " Ecole
d'Infirmières de Cantelieu-Lille."

L'Association dite Ecole d'Infirmières de Cantelieu Lille a présenté une demande de reconnaissance d'utilité publique. M. le Ministre de l'Intérieur invite M. le Préfet de bien vouloir provoquer l'avis du Conseil Municipal de Lille.

J'ai procédé à une enquête à la Clinique de Mme. Cacan qui est en même temps le siège de l'Ecole. Des renseignements recueillis il y aurait à l'Ecole 15 internes et des externes; pourvu que celles-ci satisfassent aux conditions d'entrée le nombre n'en est pas limité.

La durée des études est de deux années. Chaque élève paie 300f de droits d'entrée (les statuts portent 500f). Les internes ne paient pas; elles sont logées et nourries.

Les conditions d'âge sont de 18 à 35 ans.

Les élèves doivent posséder le brevet élémentaire; celles qui n'ont pas ce diplôme passent un examen dont les épreuves sont de la force dudit brevet.

Les études sont menées en vue de conférer aux élèves le diplôme d'Etat pour infirmières soignantes.

Il n'y a dans la Clinique qu'une salle réservée à l'Ecole d'Infirmières. C'est une salle de cours aux dimensions suivantes: 8,84x5,27 = 46m²38.

Le stage hospitalier sera fait dans les hôpitaux de la Ville.

L'Association aurait l'autorisation mensuelle renouvelable de l'Administration des Hospices. Voici les services où les élèves infirmières sont admises :

Hôpital St-Sauveur :	Clinique médicale infantile	40 lits
	Clinique chirurgicale infantile	40 lits
Hôpital de la Charité:	Clinique médicale adultes	70 lits
	Pavillon de cure	44 lits
	Pavillon d'isolement	44 lits
	Maternité	62 lits

La partie de la Clinique réservée spécialement à l'Ecole d'Infirmières est uniquement composée d'une seule salle qui le jour de ma visite était sillonnée de cordes supportant des pinces à linge; quelques objets y étaient accrochés pour sécher. Cette salle était donc transformée en séchoir.

Il y a bien une autre salle de réunion située au rez-de-chaussée entre la salle à manger du personnel et la lingerie;

.....

mais cette pièce a été transformée en pouponnière.

Les élèves internes couchent dans des chambres de la Clinique à raison de deux par chambre. Cette organisation laisse à désirer.

Dans la Clinique il y a 25 chambres de malades et le mouvement des malades pour 1934 a été comme suit:

Chirurgie	171 malades
Médecine	85 malades
Maternité	28 malades
Isolément	41 malades

Cet ensemble a totalisé 4668 journées d'hospitalisation, ce qui indique une présence journalière de 12 à 13 malades. L'effectif journalier est donc de la moitié de la capacité de la Clinique.

Si les chambres en attente d'occupation sont propres, les offices à vidoir laissent à désirer au point de vue entretien.

Les water-closets sont exigus; ils comportent une fenêtre aux dimensions réduites; l'aération et l'éclairage sont de ce fait insuffisants. Les salles de bains n'ont pas les dimensions réglementaires.

J'estime qu'il faut réserver plusieurs pièces aux élèves infirmières: une seule salle de cours n'est pas suffisante. Deux salles pour le moins sont indispensables: une salle de cours et une salle d'étude où les élèves peuvent travailler leurs cahiers de notes et se retirer entre deux cours. Maintenant les internes doivent avoir des chambres à coucher distinctes; une salle à manger spéciale doit leur être affectée.

Comme la Clinique prévue au permis de bâtir n'est pas entièrement construite et qu'elle comportera une aile limitant la cour à l'ouest, on peut aménager dans cette partie tous les locaux nécessaires au bon fonctionnement de l'Ecole.

Il ne faut pas qu'on puisse penser que l'Ecole d'Infirmières a été annexée à la Clinique pour permettre aux exploitants d'avoir une main d'œuvre à bon marché.

Aux statuts qui accompagnent la demande quelques additions devraient y figurer pour que la Maire ait un droit de regard sur l'Ecole. Les articles 22 et 23 devraient être modifiés comme suit:

Art. 22.- Le rapport annuel et les comptes y compris ceux des Comités locaux sont adressés chaque année au Maire de la Commune, au Préfet du Département, au Ministre de l'Intérieur et au Ministre de la Santé Publique.

Art. 23.- Le Maire de la Commune, le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Santé publique ont le droit de faire visiter par leurs délégués les établissements fondés par l'Association et de se faire rendre compte de leur fonctionnement.

J'ai donc l'honneur de proposer à l'Administration municipale de donner un avis favorable à la reconnaissance d'utilité publique sous la condition essentielle qu'on aménagera des locaux en nombre suffisant pour permettre un fonctionnement normal de l'Ecole et que les additions énumérées ci-dessus seront faites aux statuts.

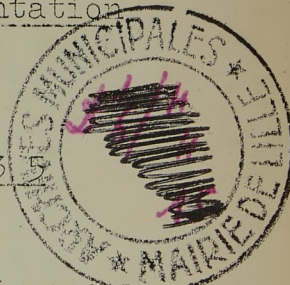
LE DIRECTEUR ,

Conseil d'Administration
Réunion du 21 OCT 1935
M. PLANQUE

Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation
et de l'Hygiène publique



Procès-verbal de la réunion du 17 Octobre 1935



Les membres de la Commission de la Solidarité sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publique se sont réunis à la Mairie le 17 Octobre 1935, à 18 heures, sous la présidence de M. Cordonnier, Adjoint au Maire.

Etaient présents : M.M. Cordonnier, Adjoint au Maire,
Farvacques, Conseiller Municipal,
Janssens, d°
Lecomte, d°
Pcuillaude, d°
Peeters, d°

S'étaient excusés : M.M. Devernay, Adjoint au Maire,
Masson, d°
Saint Venant, d°
Bauche, Conseiller Municipal,
Brodet, d°
Godinot, d°
Martin, d°

Le procès-verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

I.- Lotissement d'un terrain front à la rue Sylvère Verhulst
par la Société " Filature G. Vermesch " 12 rue de Wagram, à Lille.-

La Commission de la Solidarité sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publique donne un avis favorable au projet présenté sous les conditions fixées dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène.

II.- Travaux à exécuter d'office dans divers logements insalubres.-

La Commission de la Solidarité sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publique émet un avis favorable à l'exécution des travaux d'office indiqués dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène. Le montant des loyers permet de récupérer les dépenses au cours d'une année.

III.- Construction d'une maison de retraite " Le Château de la Viagerie ". Demande de cession de terrain par la Ville à M. Poulain, architecte à Lille, 13 rue du Gros Gérard.-

La construction d'une maison de retraite telle qu'elle est projetée par M. Poulain est une affaire de spéculation qui rapportera surtout à l'architecte. Elle ne paraît pas intéressante pour la Ville de Lille. La Commission de la solidarité sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publique estime que la Ville ne dispose pas de terrains suffisants pour céder à M. Poulain un parc de 2 à 5 hectares. Cet architecte ne donne d'ailleurs aucune garantie financière.

IV.- Triage sur la voie publique de fruits et primeurs corrompus. Mesures à prendre.-

La Commission de la Solidarité sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publique, donne un avis favorable au projet d'arrêté faisant suite au procès-verbal de la conférence qui eut lieu le jeudi 10 Octobre 1935 entre M.M. les Adjointes des services intéressés, leurs chefs de service et M.le Commissaire Central.

M. Janssens fait une observation au sujet du transport des colis entièrement saisis par le Service de la voirie à la décharge de Sainte Hélène. Il estime que la Ville ne doit pas fairepayer les frais de ce transport.

M. Cordonnier signale que cette question qui n'est pas comprise dans le projet d'arrêté sera tranchée par le Conseil d'Administration.

V.- Questions diverses.-

1°- Demande de subvention de M.le Professeur Minet pour la construction d'une salle d'attente à son service de l'Hôpital de la Charité. Renseignements fournis par l'Administration des Hospices.-

A la demande de M. Cordonnier cette question est de nouveau remise à la séance prochaine.

2°- Dossiers d'assistance aux femmes en couches.-

La Commission de la Solidarité sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publique, donne un avis favorable aux demandes d'assistance aux femmes en couches faites par les personnes suivantes qui disposent de ressources insuffisantes :

Mmes Chrétien, née Denooze Bernadette, 10 rue Wicar;
Déclémy, née Lasalle Méline, 236 rue des Bois Blancs;
Devillers, née Dumoulin Louise, 5 rue Michel Ange;
Goulard, née Brunin Lucienne, 6 rue Mongé;
Lepoutre, née Delahousse Berthe, 5 rue de Courtrai;
Sampson, née Caby Anna, 113 rue des Bois Blancs;
Vermersch, née Mire Joséphine, 19 rue Auguste Comte.

Elle émet un avis défavorable aux demandes faites par les personnes qui suivent parce qu'elles disposent de ressources suffisantes :

Mmes Boudin, née Joseph Lucie, 356 rue du Faubourg d'Arras;
Debruyne, née Delplace Marguerite, 5 rue de Flers;
Delesalle, née Montagne Alfréda, 40 rue du Transvaal;
Didry, née Havrer Julie, 42 rue Bernos;
Hoornaert, née Dekeyser Clémentine, 15 rue Cervantès;
Roland, née Manson Hélène, 114 rue de Bavai;
Smagghe, née Tankéré Maria, 33 rue Edouard Doyennette;
Tassier, née Dengremont Louise, 331 boulevard Victor Hugo;
Willems, née Cottrez Marie-Louise, 185 rue du Fg de Rou-
baix;

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 20h15.

Le Secrétaire,

Dr DUCAMP.

Conseil d'Administration
Réunion du 14 DEC 1935
M. PLANQUE



Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation
et de l'Hygiène publique



Procès verbal de la réunion du 31 Octobre 1935

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publique se sont réunis à la Mairie le 31 Octobre 1935 à 18 heures sous la présidence de M. Cordonnier, Adjoint au Maire.

Etaient présents: M.M. Cordonnier, Adjoint au Maire
Farvacques, Conseiller Municipal
Janssens, d°
Martin d°
Noterman d°
Peeters d°
Pouillaude d°

S'étaient excusés: M.M. Devernay, Adjoint au Maire
Masson d°
Saint-Venant, d°
Bauche, Conseiller Municipal
Brodal, d°
Godinot d°
Lecomte d°

Le procès verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

I. Lotissement du Parvis Notre Dame de Pellevoisin. Proposition d'aménagement. Demande en autorisation de bâtir.

La Commission donne un avis favorable au rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène qui propose d'accepter la demande d'autorisation de bâtir présentée par M. Lejeune sous les conditions énumérées dans ledit rapport.

II. Travaux d'aménagement provisoire des rues Adolphe et Beaucourt Decourchelles. Etat actuel de la question des voies privées.

La Commission émet un avis favorable à la continuation de la procédure pour la mise en état de viabilité et d'assainissement de la rue Adolphe; elle invite le Bureau d'Hygiène à mettre les propriétaires de la rue Beaucourt-Decourchelles en demeure de se constituer en association syndicale par application de la loi du 15 Mars 1928 sur l'aménagement des lotissements défectueux.

Elle propose à l'Administration Municipale de faire combler avec des scories les grands trous qui se trouvent dans ces deux rues, en attendant que les travaux de mise en état complet de viabilité et d'assainissement puissent être exécutés.

III. Centre maternel et infantile de Tourcoing. Réclamation de M. Franchomme.

La Commission prend acte du rapport présenté par le service à M. le Secrétaire Général à la suite de la réclamation faite à M. le Maire par M. Franchomme, Industriel. Celui-ci et Madame Lorthiois, sa fille, prétendent que le Bureau d'Assistance aurait reçu des ordres pour ne plus envoyer de bébés au Centre Maternel et infantile de Tourcoing et d'enfants aux preventoria de Linselles et de Bray-Dunes. De tels ordres n'ont pas été donnés puisque nous avons encore dirigé tout dernièrement deux enfants sur le Centre Maternel et Infantile de Tourcoing. Ce centre ne reçoit que les enfants qui doivent être nourris au lait de femme et ces cas sont assez rares.

IV. Demande de subvention de M. le Professeur Minet pour la construction d'une salle d'attente à l'Hôpital de la Charité. Renseignements fournis par l'Administration des Hospices.

Sur intervention de M. le Dr Cordonnier, Adjoint, la Commission donne un avis favorable à l'octroi de la subvention demandée par M. le Professeur Minet.

V. Restauration des Abattoirs. Procès verbal de visite des Abattoirs par la Commission des Bâtiments.

Après une visite des Abattoirs faite par la Commission des Bâtiments M. l'Adjoint Domsin envisage l'étude d'un projet de remise en état des Abattoirs. M. l'Adjoint Saint Venant partage cette manière de voir et la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publique est aussi de cet avis.

VI. Abattoirs. Transformation et modernisation des étables à porcs.

La Commission donne un avis favorable au projet qui lui est soumis.

VII. Dossiers d'assistance aux femmes en couches.

Le service n'a eu aucun dossier à présenter à l'avis de la Commission.

VIII. Questions diverses

I° M. Martin demande qu'on procède à la dératisation des différents quartiers de l'Abattoir; le nombre des rongeurs est important dans cet établissement. La Commission donne son acquiescement.

- 3 -

2° M. Farvacques estime qu'il faut installer un urinoir dans le marché couvert des Halles Centrales coté du Minck; cet urinoir serait disposé comme celui qui a été construit au marché de la Nouvelle Aventure. La Commission donne un avis favorable.

3° M. Cordonnier demande la fermeture de l'urinoir situé au Théâtre en face du dépôt du Mongy et cela pour supprimer un repère où se cachent des hommes qui se livrent à des pratiques contre les bonnes moeurs.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 19 h.30.

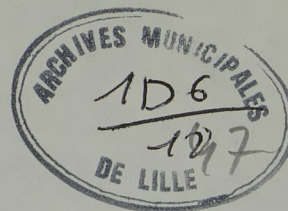
Le Secrétaire

Dr. Ducamp;

Lille, le 31 Octobre 1935

Lotissement N-D. de Pellevoisin

Projet d'aménagement
et Demande d'autorisation
de bâtir



Rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène

M. Lejeune avait déposé en septembre 1932 une demande en autorisation de bâtir un immeuble sur un terrain qu'il possède Parvis Notre Dame de Pellevoisin. Cette autorisation n'a pu lui être délivrée, le lotissement du terrain n'ayant pas été approuvé et la rue n'étant pas aménagée.

Cette affaire est pendante depuis près de deux ans devant les Tribunaux qui ne semblent pas vouloir rendre de jugement.

Pour éviter les ennuis créés par cette situation, M. Leduc, lotisseur, fait une proposition : il demande si en installant une canalisation d'eau potable, un branchement des eaux usées à l'égout, une canalisation de gaz et en établissant un fil d'eau avec bordures de trottoir, l'autorisation de bâtir pourrait être délivrée à M. Lejeune.

Si nous autorisons M. Lejeune à bâtir un immeuble, nous aplanirions un différend qui tend à s'éterniser, d'autant plus que le plus grand responsable dans cette affaire est M. Simar (actuellement disparu) et les dupes M.M. Lejeune et Leduc.

Signalons qu'en l'espèce nous nous trouvons en présence d'un lotissement peu important - 2 parcelles seulement - et que dans son évolution, la jurisprudence tend de plus en plus à ne faire application de la loi qu'aux véritables entreprises de lotissements poursuivant un but de spéculation. Ces caractères ne peuvent être établis avec certitude dans le cas actuel.

Rappelons enfin la conclusion du rapport du 10 avril 1934 dans lequel M. le Doyen Duez donnait son avis sur cette affaire: "du moment que le parquet entend jouer en l'affaire le rôle de Ponce Pilate, il n'est pas facile à la Ville de Lille de faire "observer la loi sur les lotissements".

L'action menée par notre service aura cependant eu pour résultat d'amener le lotisseur à s'engager à réaliser un minimum de travaux d'assainissement. Ceux-ci empêcheront tout au moins que l'immeuble à construire ne soit insalubre et générateur d'insalubrité.

Nous vous proposons, en conséquence, de nous autoriser à accepter la demande d'autorisation de bâtir présentée par M. Lejeune sous les conditions suivantes :

1°- La demande d'autorisation ne pourra être présentée au Bureau d'Hygiène qu'après exécution intégrale - aux frais du lotisseur - des travaux suivants dans la partie du parvis N-D de Pellevoisin située au droit du lotissement:

- a) Canalisation en eau potable
- b) id pour l'évacuation des eaux usées

c) ...

- c) Canalisations du fais d'éclairage
- d) Etablissement d'une bordure de trottoir et d'un fil d'eau

2°- La demande d'autorisation de bâtir qui sera déposée par M. Lejeune devra comporter un engagement formel d'adhérer ultérieurement au Syndicat ou de l'Association syndicale qui serait constitué pour l'aménagement du parvis N-D. de Pellevoisin.

LE DIRECTEUR ,

Lille, le 30 Octobre 1935



Rapport sur les travaux d'aménagement provisoire

des rues Adolphe et Beaucourt Decourchelles - Question des
voies privées.

La rue Adolphe et la rue Beaucourt Decourchelles sont des voies privées ouvertes à la circulation publique dans le quartier de Vauban.

Ces deux rues particulières se trouvent en mauvais état d'assainissement et de viabilité.

Rue Adolphe. - La rue Adolphe part de la Place Catinat pour aboutir rue Roland; sa chaussée pavée de vieux grès présente de nombreux trous dans lesquels les eaux restent stagnantes. Elle est aqueducuée sur une certaine longueur, mais cet égoût particulier, en maçonnerie de briques, est en partie effondré; d'autre part, sa pente et sa section ne sont pas suffisantes pour assurer, d'une façon normale, l'évacuation des eaux de la rue.

Le Bureau d'Hygiène a poursuivi l'amélioration de cette voie, en faisant application de la loi du 15 Mars 1928 sur l'aménagement des lotissements défectueux. Une Association Syndicale a été constituée; le programme des travaux comporte la construction d'un égoût ovoïde en béton de 70x105 et d'une chaussée en pavés neufs de granit, ce qui permettrait le classement de la rue dans le réseau des voies municipales. La demande de subvention et de prêt a été déposée le 14 Juin dernier, mais jusqu'à présent nous ne connaissons pas la suite qui lui a été donnée.

Rue Beaucourt Decourchelles. - La rue Beaucourt Decourchelles est située entre la rue Roland et la rue Pierre Martel; elle se trouve dans le même état que la rue Adolphe, sauf sur une longueur de 50 mètres à partir de la rue Pierre Martel où le Bureau d'Hygiène a imposé aux propriétaires des terrains nouvellement lotis la construction d'un égoût et la remise en état de la chaussée pavée. Dans cette rue particulière la procédure de la loi du 15 Mars 1928 n'a pas été entamée.

Les rues Adolphe et Beaucourt Decourchelles sont éclairées, elles sont pourvues de canalisations d'eau potable.

Dans la situation actuelle il est à craindre que les Associations Syndicales constituées en vue de l'aménagement des lotissements défectueux, ne puissent plus bénéficier des avantages de la loi du 15 Mars 1928. En effet, à la date du 20 Avril 1935, M. le Ministre de l'Intérieur a fait connaître à M. le Préfet que la Commission spéciale instituée auprès de son département pour la

.....

~~XXXX~~ la répartition des subventions aux associations syndicales constituées en vue de l'aménagement des lotissements défectueux avait décidé que les travaux ayant pour objet de réfectionner ou d'entretenir d'anciens aménagements ne peuvent bénéficier des subventions de l'Etat. Ce sera le cas pour la généralité des voies privées de Lille et en particulier des rues Adolphe et Beaucourt Decourchelles.

Le problème de l'aménagement des voies privées se pose donc à nouveau dans son entier.

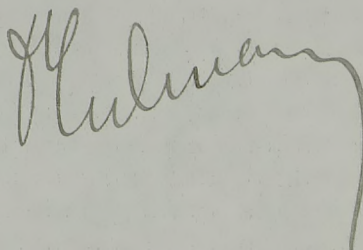
En effet, la Ville ne peut entreprendre la remise en état des voies privées, car la prise en charge des frais d'entretien de ces rues par les collectivités donne aux propriétés riveraines une plus value dont il n'est pas juste que l'ensemble des contribuables fasse tous les frais. Déjà la Ville de Lille a fait un effort financier pour les voies privées puisqu'elle les subventionne jusqu'à concurrence du 1/3 de la dépense résultant de l'exécution des travaux d'aménagement. Mais cette subvention ne doit être accordée que si les travaux permettent le classement de la rue dans le réseau des voies municipales.

Nous devons donc poursuivre l'aménagement complet des voies privées jusqu'à leur classement.

Précédemment le Bureau d'Hygiène faisait application de la loi du 22 Juillet 1912, mais cette loi ne visant que l'assainissement des voies privées, c'est-à-dire adduction d'eau potable, évacuation des eaux usées, mise à l'état ferme du sol, nous ne pouvions pas prescrire aux propriétaires des travaux de viabilité répondant exactement aux conditions fixées pour permettre le classement des rues.

Dans ces conditions si nous voulons arriver à un résultat définitif, il serait désirable que les dispositions de la loi du 15 Mai 1930 relative à l'assainissement d'office et au classement d'office des voies privées de Paris puissent être rendues applicables à la Ville de Lille. Mais si cette décision était prise elle devrait remettre en question la subvention du 1/3 des dépenses accordées par la Ville comme participation aux travaux. La loi du 15 Mai 1930 impose déjà aux communes intéressées une contribution à certains frais d'éclairage, canalisations d'eau potable et de construction d'égout.

LE DIRECTEUR ,



Lille, le 31 Octobre 1935

Hopital de la Charité

Clinique médicale et phtisiologique

Demande de subvention pour
la construction d'un pavillon.



R A P P O R T

M. le Professeur Minet a demandé à l'Administration municipale de bien vouloir lui accorder une subvention de 13.000 francs pour faire construire une annexe à sa salle de consultations de l'Hôpital de la Charité. Le montant des travaux s'élèvera à 18.000 frs. Le Conseil d'Académie lui a accordé une subvention de 5.000 Frs.

M. Minet signale que les locaux actuels sont insuffisants. Il a demandé à l'Administration des Hospices la construction de cette salle annexe, mais elle ne veut pas construire en prévision de l'édification de la Cité Hospitalière.

Au cours de la séance du 13 Juin 1935 de la Commission de la Solidarité, sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publique, M. le Dr. Cordonnier, Adjoint, a signalé qu'il désirait être renseigné avant de donner son approbation :

1°-sur le fonctionnement de l'Hôpital Sanatorium qui va être ouvert incessamment;

2°-sur ce que deviendra la Cité Hospitalière en tant qu'absorption des hôpitaux actuellement existants.

L'Administration des Hospices a répondu que l'Hôpital Sanatorium fonctionnera à la fin de l'année 1935 ou au commencement de l'année 1936. D'autre part, elle a fait savoir que le nouvel Hôpital prévu dans la Cité Hospitalière est destiné à remplacer les hôpitaux existants.

M. le Dr. Cordonnier a vu son confrère M. le Dr. Minet qui lui a affirmé le fait suivant. " Si le service de phtisiologie de la Charité est ou n'est pas transporté à l'Hôpital Sanatorium, la consultation que je fais restera à la Charité, dans les locaux pour lesquels j'ai demandé une subvention à l'Administration municipale". Il estime que les consultations ne peuvent être transférées à la Cité Hospitalière; il serait inhumain de demander aux malades de traverser toute la ville pour avoir une consultation du Professeur de Clinique.

M. le Dr. Cordonnier se range donc à l'avis de M. Saint-Venant qui a proposé de prier l'Administration municipale d'accorder à M. le Professeur Minet la subvention qu'il a demandée.

LE DIRECTEUR ,
Dr. DUCAMP



Commission de la Solidarité Sociale de l'Alimentation
et de l'Hygiène Publique



Procès-verbal de la réunion du 21 Novembre 1935

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publique se sont réunis à la Mairie le 21 Novembre 1935 à 18 heures sous la présidence de M. Cordonnier, Adjoint au Maire.

Etaient présents : MM. Cordonnier, Adjoint au Maire,
Farvacques, Conseiller Municipal,
Godinot, d°
Janssens, d°
Noterman, d°
Peeters, d°
Pouillaude, d°

S'étaient excusés : MM. Devernay, Adjoint au Maire,
Masson, d°
Saint Venant, d°
Bauche, Conseiller Municipal
Brodé, d°
Lecomte, d°
Martin, d°

Le procès-verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

I.- Transfert d'un dépôt de matières filamenteuses du 88 rue de Marquillies au 98 rue Abélard par MM. Godron et Rouzé. Demande d'autorisation. Avis.

La Commission donne un avis favorable à ce transfert sous la condition que les pétitionnaires observeront les prescriptions contenues dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène.

II.- Installation d'un lavoir public au 95 ter rue des Stations, par M. Jean Ibled, 13 rue de Pâs. Demande d'autorisation. Avis.-

La Commission émet un avis favorable à l'installation de l'établissement projeté. Cet avis est subordonné à l'exécution stricte des conditions fixées dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène.

...

III - Installation d'un dépôt de liquides inflammables et d'un atelier pour le mélange de carburants à base d'alcool, au 220, rue du Faubourg d'Arras par M. Harduin. Demande d'autorisation.- Avis.-

L'installation projetée est rangée dans la 1ère classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, Comme elle sera située en pleine agglomération et entre deux ateliers où l'on travaille le bois, la commission émet un avis défavorable à la demande d'autorisation faite par M. Harduin.

IV - Baraquements, roulottes et campements de fortune installés sur le territoire de Lille. Examen de la situation Mesures à prendre.-

Après lecture du rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène, M. Cordonnier propose les premières mesures suivantes:

1° Faire évacuer les casernes,

2° Demander à la Police de recenser les roulottes occupées par les étrangers pour les faire sortir du territoire de la Ville.

La Commission est d'avis de donner suite aux mesures à prendre pour la disposition des roulottes et des baraquements.

V - Service de la désinfection - Fourniture de formol pour 1936 - Marché.

La Commission propose de passer marché avec la maison Verbièse, rue Gay Lussac à La Madeleine qui a présenté le prix le plus avantageux : 3 f 75 le kg.

VI - Fourniture de serviettes aux Bains municipaux par les Etablissements Renouard frères. Proposition de rabais pour retrait excessif.-

La Commission accepte le rabais de 5 % qui a été proposé pour l'ensemble de la fourniture.

VII - Vidange des fosses d'aisances des bâtiments communaux en 1936 - Marché.

La Commission propose de passer marché avec la firme Cantraine et fils, 22 rue du Fg des Postes à Lille, dont le prix de soumission 36.000 frs est inférieur à celui des autres concurrents.

VIII - Projet d'organisation d'aide médicale domiciliaire par des infirmières chargées des petits soins à domicile.

La Commission donne un avis favorable au rapport présenté par M. Cordonnier, adjoint au Maire.

IX - Dossiers d'assistance aux femmes en couches.-

La Commission donne un avis favorable aux demandes faites par les personnes suivantes qui ne disposent pas de ressources suffisantes

M.Mmes Margerin née Aubry Albertine, 29 rue Druelle.

Kosinski née Szczesny Maria, 66 rue St-Sauveur.

Elle émet un avis défavorable pour les demandes faites par les personnes dont les noms suivent parce que celles-ci disposent de ressources suffisantes.

MMmes Blomme née Coulon Marthe, rue du Fg de Béthune c/Thomas I7

Dumoutier née Bertallot Madeleine I place Sébastopol

Villalba, née Zwertvaeghen Georgette 95 rue d'Iéna

c/ Boutry 4

Vriesacker née Fremant Alphonsine IO rue Aug Comte

Carlier née Lespagnol Blanche, 47 rue de Trévise.

X - Questions diverses

- Admission dans des établissements de rééducation et hospitaliers de trois indigents.

La Commission donne un avis favorable I° pour l'admission de M. Paul Maquet à l'Ecole de rééducation de Roubaix.

2° - pour une admission de trois mois de M. Louis Romagnan dans cette même école.

3° - pour l'admission à l'Hospice Général de Melle Jeanne Philippe.

B - M. Janssens demande qu'on surveille d'une façon toute particulière les fournitures de pommes de terre faites par l'adjudicataire aux fourneaux économiques.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 20 heures I/4.

Le Secrétaire

Dr DUCAMP.



Lille, le 19 Novembre 1935

Rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène

Etablissements dangereux,
insalubres ou incommodes

2ème classe

Dépôt de déchets de matières
filamenteuses
98, rue Abélard, Lille

Demande faite par MM. Godron
et Rouzé, 88, rue de Marquillies

MM. Godron et Rouzé, 88, rue de Marquillies, demandent l'autorisation de transporter leur dépôt de déchets de matières filamenteuses situé du 88, rue de Marquillies au 98, rue Abélard.

Ils y feront le triage et le classement des déchets de matières textiles provenant des tissages et des filatures. Le triage sera fait à la main.

L'enquête de commodo et incommodo a fait naître 109 oppositions qui sont établies sous le même libellé. Connaissant mal le travail de classement des diverses sortes de matières filamenteuses, ces réclamants pensent que des projections de matières filamenteuses vont se produire dans l'atmosphère et gêner ainsi le voisinage. Il n'y aura aucun traitement de ces

matières; celles-ci ne seront pas humides et ne produiront ni fermentation, ni échauffement. En prenant toutes les précautions d'usage on peut éviter tout commencement d'incendie si les déchets prenaient feu.

Les magasins du dépôt sont bâtis en dur; en maçonnerie de briques. Ils ne sont pas contigus aux habitations du quartier. Les portes d'entrée sont situées sur la façade vers cour. Le sol est imperméable: il est formé d'un parquet en mortier de ciment lisse. A l'exception des portes qui sont en bois, toutes les parties sont incombustibles.

Les pétitionnaires devront observer les prescriptions suivantes :

1°- Il n'y aura aucun foyer dans le magasin et dans la salle de travail.

2°- L'éclairage se fera au moyen de lampes à incandescence et toutes les canalisations électriques seront sous tube.

3°- La défense de fumer sera affichée à la porte d'entrée et dans le dépôt et l'atelier.

4°- On établira en divers points du magasin ou atelier des postes de secours en eau avec lances et tuyaux suffisamment

....

longs pour qu'en cas de sinistre on puisse arroser les différentes parties de l'établissement.

5°- En outre des extincteurs efficaces constamment entretenus et vérifiés seront disposés en divers points du magasin ou atelier, à raison d'un au moins de 5 litres par 50 mc. Tout le personnel sera initié au fonctionnement et à la manoeuvre de ces appareils.

6°- Il faudra fermer s'il y a lieu les ouvertures donnant sur les propriétés voisines. La ventilation, si cela est nécessaire, devra être assurée mécaniquement et les ouvertures de renouvellement d'air seront garnies de toiles métalliques fines pour arrêter toutes les fibres qui pourraient être dans l'air. Le nettoyage de ces toiles sera fait fréquemment. Si l'air extérieur est aspiré mécaniquement, il devra passer par des chambres de détente: on pourra employer tout autre dispositif remplissant le même but, dispositif captant les poussières ou matières filamenteuses en suspension dans l'air.

7°- Le nettoyage des ateliers ne se fera jamais à sec; on y procédera au moyen de wassingues légèrement mouillées.

Sous la condition que les pétitionnaires observent les prescriptions ci-dessus, nous avons l'honneur de proposer à l'Administration municipale de donner un avis favorable à l'autorisation sollicitée.

LE DIRECTEUR ,

N°

Le

Etablissements dangereux,
insalubres ou incommodes

1ère classe

Installation: a) d'un dépôt
de 25.000 litres de liquides
inflammables;
b) d'un atelier pour le
mélange de carburants à base
d'alcool, 220, rue du Faubourg
d'Arras.



AVIS

Rapport de M. le Maire

Messieurs ,

M. HARDUIN, négociant en huiles et graisses industrielles,
46 à 50 rue du Faubourg d'Arras, a sollicité de M. le Préfet du
Nord l'autorisation d'installer au n°220, Faubourg d'Arras:

1° un dépôt de liquides inflammables d'une capacité de
25.000 litres;

2° d'un atelier pour le mélange de carburants à base
d'alcool.

Une installation de cette nature est rangé sous le n°215^a
de la nomenclature dans la 1ère classe des établissements dange-
reux, insalubres ou incommodes.

En conformité des dispositions de la loi du 19 Décembre 1917
art.8, vous êtes appelés à donner votre avis sur la demande d'auto-
risation présentée.

Nous vous signalons en premier lieu que l'enquête de commodo
à laquelle était soumise cette demande a donné lieu à une opposi-
tion. Celle-ci demande le refus de l'autorisation en faisant res-
sortir qu'il est dangereux d'entreposer et de manipuler dans une
agglomération aussi dense que le Faubourg d'Arras et Thumesnil,
des quantités de liquides inflammables de l'importance de celles
indiquées.

Voici d'autre part le relevé des constatations faites lors
de l'enquête à laquelle a procédé le Bureau d'Hygiène de notre
Ville:

En mitoyenneté avec l'établissement Harduin se trouvent à
droite comme à gauche des ateliers où l'on travaille le bois.

Au fond de la propriété se trouve l'usine de la Société
Tudor.

A 80 mètres sont édifiées le nouveau groupe d'écoles du
Faubourg d'Arras.

Les habitations particulières les plus proches sont atte-
nantes aux ateliers de menuiserie.

.....

Toutes ces constatations font ressortir le danger permanent que constituera l'installation envisagée. Ajoutons enfin que l'article 3 paragraphe 1er titre 1er de la loi du 19 Décembre 1917 stipule : que les établissements de la 1ère classe doivent être éloignés des habitations.

Pour ces raisons, et en accord avec votre Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques, nous vous proposons de donner un avis défavorable à la demande d'autorisation présentée par M. HARDUIN.

N°

Le

Service des désinfections

Fourniture de formol
pour l'année 1936

Marché

Rapport de M. le Maire

Messieurs ,

La fourniture de formol nécessaire à notre Service municipal des désinfections pendant l'année 1936 nécessite la passation d'un marché.

Les diverses maisons consultées nous ont présenté les prix suivants :

- 1°- Société des Anciens Etablissements F. Verbièse, 11, rue Gay Lussac à La Madeleine : 3^f75 le Kg.
- 2°- MM. Gignoux Frères et Barbazat à Décines, Isère, succursale de Lille, 64, Avenue du Peuple Belge : 4^f49 le Kg.
- 3°- Etablissements Léon Dancou, 28, rue de l'Hôpital Militaire à Lille : 4^f00 le Kg.
- 4°- Société des Produits Chimiques de Loos, 33, rue des Oliveaux à Loos : 3^f80 le Kg.

La Société des Anciens Etablissements F. Verbièse de La Madeleine, ayant présenté le prix le plus avantageux, nous vous prions, d'accord avec votre Commission de la Solidarité, de l'Alimentation et de l'Hygiène publiques, de vouloir bien approuver le marché à passer avec ce fournisseur.

La dépense s'élevant à environ 11.500 Frs. sera imputée sur le crédit inscrit à cet effet au Budget Ordinaire.

Le

[illegible]

Marché de gré à gré



Messieurs

Les propositions suivantes nous ont été faites :

4°- M. Courouble à Marcq-en-Baroeul, accepterait d'exécuter les travaux pour le prix forfaitaire de Quarante cinq mille francs (45.000).

M. Cantraine ayant présenté le prix le plus avantageux, nous vous prions, d'accord avec votre Commission de la Solidarité sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publiques, de vouloir bien décider qu'un marché de gré à gré soit passé avec cet entrepreneur pour la vidange, pendant l'année 1936, des fosses d'aisances des bâtiments et des maisons appartenant à la Ville.

Conseil d'Administration
Réunion du 16 DEC 1935
M. PLANQUE

Commission de la Solidarité Sociale
de l'Alimentation et de l'Hygiène publique



Procès-verbal de la réunion du 5 Décembre 1935

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publique se sont réunis à la Mairie le 5 Décembre 1935 à 18 heures sous la présidence de M. le Dr Cordonnier, adjoint au maire.

Etaient présents: M.M. Cordonnier, adjoint au maire
Godinot, conseiller municipal
Janssens d°
Martin d°
Peeters d°
Pouillaude d°

Se sont excusés: M.M. Devernay adjoint au maire
Masson d°
Saint Venant d°
Bauche conseiller municipal
Brodel d°
Farvacques d°
Lecomte d°
Noterman d°

Le procès-verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

I - Dépôt de films cinématographiques-demande d'autorisation par la société des Films Olympia, 15 et 17 rue de Béthune.

La Commission de Solidarité sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publique donne un avis défavorable.

II - Ecoles du Faubourg d'Arras et Carnot. Fourniture de bascules pour le service d'inspection médicale scolaire.

Le service d'inspection médicale scolaire a besoin de deux bascules pour peser les élèves de la nouvelle école du Faubourg d'Arras et de l'Ecole Carnot.

La Commission émet un avis favorable à l'acquisition de deux bascules marque Hervora, force 120 kgs au prix de 1.300 f l'une proposé par M. Daigremont, 14 rue Jean Bart à Lille.

Elle propose de demander au Conseil Municipal de voter un crédit supplémentaire de 2.600 frs car le règlement de cette dépense ne peut être supporté par le crédit N° 91 du B.O. de l'exercice 1935.

III - Réparation d'une auto-sanitaire Citroën par M. Leprette, 32 rue de Lens. Majoration de la facture par rapport au devis.

La Commission s'étonne qu'il y ait une différence de 2.171 f 20 entre le montant de la facture et celui du devis. Elle considère que le garagiste aurait dû avertir le service après démontage et avant l'exécution des travaux. Pour la décision à prendre elle s'en rapporte à l'administration municipale.

IV - Questions diverses.-

1° - Prophylaxie de la poliomyélite - Examen des instructions ministérielles

Le Dr Cordonnier propose à la Commission de se ranger à l'avis donné en conclusion par le Dr Ducamp dans son rapport. Il admet que la fermeture des classes et des écoles ne s'impose pas pour un ou deux cas de poliomyélite.

La Commission donne un avis favorable aux conclusions de ce rapport.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 19 h 15.

Le Secrétaire

Dr Ducamp.

Vu

L'Adjoint délégué à l'Hygiène

s)CORDONNIER adjt.

Inspection médicale scolaire
Fourniture de deux bascules
automatiques pour les deux écoles Carnot et
du Faubourg d'Arras.

R A P P O R T

Toutes les écoles primaires doivent être pourvues d'une bascule destinée aux pesées d'élèves effectuées par le personnel du service de l'Inspection médicale scolaire.

La nouvelle école du Faubourg d'Arras ne possède pas encore de bascule; d'autre part la bascule de l'école Carnot rue Molière est complètement hors d'usage.

En vue de la fourniture éventuelle des deux bascules nécessaires, nous avons consulté plusieurs maisons qualifiées dont voici les propositions:

	<u>force</u>	<u>prix</u>
B. TRAYVON		
10, rue St-Anastase, Paris	125 Kos	2.800 ^f
S. PLANQUART		
20, rue Nicolas Leblanc, Lille	120 Kos	1.355 ^f
Roger DONCKELE		
92, avenue St-Maur, La Madeleine	100 Kos	1.462 ^f
A. DAIGREMONT, 14, rue Jean		
Bart, Lille	120 Kos	1.300 ^f
KUHN Frères,		
Représentant: A. Contamin,		
4, place Fernig, Lille	120 Kos	3.200 ^f

Le dispositif de fonctionnement est identique pour toutes les bascules proposées. La différence des prix est simplement motivée par la présentation plus ou moins élégante.

Nous vous proposons, en conséquence,

a) de donner un avis favorable à l'acquisition de deux bascules marque Hervora, force 120 Kos, au prix de 1.300^f l'une proposé par M. A. DAIGREMONT, 14, rue Jean Bart à Lille;

b) de demander au Conseil Municipal de voter un crédit supplémentaire de 2.600 Frs. en vue du règlement de cette dépense qui ne peut être supportée par le crédit inscrit au B.O. de l'exercice 1935.

LE DIRECTEUR ,

Conseil d'Administration
Réunion du 24 DEC 1935
M. PLANQUE



Commission de la Solidarité Sociale de l'Alimentation
et de l'Hygiène Publique



Procès verbal de la réunion du 19 Décembre 1935

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale de l'Alimentation et de l'Hygiène Publique se sont réunis à la Mairie le 19 Décembre 1935 à 18 heures sous la présidence de M.le Docteur Cordonnier, Adjoint au Maire.

Etaient présents : M. Cordonnier, Adjoint au Maire
Farvacques, Conseiller Municipal
Janssens, id
Pouillaude, id

Se sont excusés : M. Devernay, Adjoint au Maire
Masson id
Saint Venant id
Bauche Conseiller Municipal
Brodol id
Godinot id
Lecomte id
Martin id
Noterman id
Peeters id

Le procès verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

I.- Crèches municipales. Fourniture de lait. Marché.

La Commission donne avis de passer marché avec M. Decherf, cultivateur à Lomme, Ferme de l'Ecart, au prix de 1 F. le litre.

II.- Demande de subvention par un groupe de malades du Sanatorium Lemaire de Berck-Plage.

La Commission émet un avis défavorable.

III.- Dossiers d'assistance aux femmes en couches.

La Commission donne un avis favorable à la demande faite par la personne suivante qui dispose de ressources insuffisantes :

Mme Menez née Roosen Paule, 33 rue du Pont Neuf.

Elle émet un avis défavorable aux demandes suivantes faites par des personnes disposant de ressources suffisantes :

.....

MMes CARDON née BOUCHERY Irène, 15 rue du Faisan.
DELCROIX née BOITTIAUX Jeanne, 39 rue Auguste Comte.
DEVLISCHOUWER née VANDENPLAS Jeanne, 11 rue Feutry.
VANACKER née Sélalaer Madeline, 9 rue Ambroise Paré
VANDENDAELE née DECREUS Raymonde 23 rue d'Arcole
VANDENDOOREN née DUTHOIT Madeleine 112 rue du Fg. des Postes
VLERICK née BAUDUIN Gabrielle 21 Rue Helman
WICKE née BERTELOOT Louise 36 rue Godefroy Cavaignac.

IV.- Dépôt de films, 7 rue de l'Hôpital Militaire. Etablissement de 2e classe. Demande d'avis définitif par M.le Préfet du Nord.

La Commission transmet cette nouvelle demande à l'Administration Municipale avec un avis favorable. Elle fait cependant remarquer que le pétitionnaire aurait dû attendre l'autorisation préfectorale avant d'exploiter ce dépôt.

V.- Rue d'Aboukir. Voie privée. Réclamation de la Société des Filatures et Filteries de France concernant les travaux d'aménagement de cette rue.

La Commission est d'avis de continuer la procédure instaurée par la loi du 22 Juillet 1912 sur l'assainissement des voies privées, et d'accorder au Syndicat des propriétaires la subvention du tiers du montant des dépenses nécessitées par les travaux d'aménagement de la voie.

VI.- Questions diverses.

1° Requête de M. Carpentier, 43 rue d'Antin en vue de son admission aux adjudications pour la vidange des fosses d'aisances des bâtiments communaux.

M. Carpentier a été adjudicataire pour l'année 1933. Comme il n'a pas rempli les conditions fixées par le Cahier des Charges du marché qu'il avait souscrit, il n'est plus consulté actuellement. Le Service ne retient que les propositions d'entrepreneurs qui offrent toutes les garanties désirables quant à la bonne exécution des travaux de vidanges.

La Commission prend acte; elle exprime l'avis de continuer à l'évincer des adjudications.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 19 H.40

Vu et approuvé
L'Adjoint délégué
CORDONNIER,

Le Secrétaire
Dr. DUCAMP

Requête de M. Carpentier
43, rue d'Antin
en vue de son admission aux
adjudications pour la vidange
des fosses d'aisances des
bâtiments communaux.



R A P P O R T

Au cours d'une audience qu'il a obtenue de M. le Secrétaire Général, M. CARPENTIER, Entrepreneur de vidanges, aurait manifesté son étonnement de n'être plus consulté lors de la mise en adjudication de la vidange des fosses d'aisances des bâtiments communaux.

L'intéressé a d'autre part demandé que désormais on ne lui tienne plus rigueur de son attitude lors de la grève des vidangeurs qui s'est produite en 1933. Cette demande nous conduit à douter de la réalité de l'étonnement de M. CARPENTIER car elle indique qu'il comprend très bien les raisons qui l'ont fait écarter de nos consultations.

Il est exact que nous nous abstenons de provoquer les offres de cet entrepreneur de vidanges. Nous avons en effet le souci de ne présenter à l'Administration Municipale que des propositions émanant de maisons ou d'entrepreneurs chez lesquels nous croyons devoir trouver toutes les garanties désirables quant à la bonne exécution du travail au respect des engagements pris.

Il peut arriver que nous soyons déçus et ce fut le cas pour M. CARPENTIER en ce qui concerne le respect des obligations contractées. Nous serions inexcusables si par insouciance ou par faiblesse nous propositions de passer un contrat avec celui qui s'est refusé à en exécuter les clauses.

La grève de 1933 était patronale et non ouvrière; la défaillance ne peut donc s'excuser par la raison d'un cas de force majeure. C'est délibérément que M. CARPENTIER a cessé d'assurer la vidange des fosses d'aisances des bâtiments communaux. Il est resté sourd à nos objurgations les plus pressantes. Il fut l'auteur volontaire du débordement des fosses d'aisances dans nos crèches, écoles primaires et maternelles. Il exposa ainsi sans hésitation toute la population enfantine lilloise aux maladies les plus graves.

Ajoutons que grâce à l'appui du Syndicat patronal auquel il appartenait, M. CARPENTIER a vu ramener à 500 frs. les 17.160 frs. d'amende dont il était passible en vertu des clauses du cahier des charges du marché qu'il avait souscrit.

La sanction de l'exclusion paraît efficace; en étant maintenue elle rappellera aux intéressés l'importance primordiale que la Ville attache à l'exécution des engagements pris.

M. CARPENTIER n'a pas voulu entendre nos appels lorsque la nécessité nous amenait à lui rappeler ses obligations. Nous pouvons donc, à notre tour, refuser d'entendre la requête que lui dicte son seul intérêt.

LE DIRECTEUR ,



Lille, le 18 Décembre 1935

Rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène

Etablissements dangereux,
insalubres ou incommodes.

2ème classe

Dépôt de films, 7, rue de
l'Hôpital Militaire

Demande d'avis définitif
par M. le Préfet du Nord

Dans sa réunion du 14 Octobre 1935 le Conseil d'Administration a émis un avis défavorable à la demande d'autorisation présentée par la Société "Eclair Journal" en vue de l'installation d'un dépôt de films, 7, rue de l'Hôpital Militaire à Lille.

Cet avis défavorable était fondé sur les raisons suivantes :

1°-Contrairement aux prescriptions applicables, l'atelier de vérification des films et la salle du dépôt ne constituaient qu'une seule pièce.

2°-Le dépôt avait été constitué et exploité avant la délivrance de l'autorisation préfectorale.

Par arrêté du 23 Novembre 1935 M. le Préfet a fait siennes les conclusions de l'Administration Municipale et refusé l'autorisation sollicitée par la Société "Eclair Journal".

Après notification de l'arrêté de refus, la Société intéressée a soumis à M. le Préfet un projet modifié dans lequel le dépôt des films est prévu dans une pièce indépendante de celle dans laquelle se fera la vérification des films. Des dispositions complémentaires prévoient en outre les moyens de secours ou de protection contre l'incendie.

Il est enfin stipulé dans la nouvelle demande que la quantité de films entreposée ne dépassera jamais 100 Kcs. alors que dans le projet primitif elle était fixée à 1.000 Kcs. au maximum.

En nous communiquant ces propositions nouvelles, M. le Préfet nous demande notre avis définitif. Nous reconnaissons qu'elles donnent de meilleures garanties contre les dangers inhérents à l'exploitation, mais nous devons vous signaler que le fonctionnement anticipé de l'installation reste acquis. Conformément à l'article 10 de la loi du 19 Décembre 1917 il entraîne obligatoirement le rejet de l'autorisation par le Préfet si l'Administration Municipale maintient son avis défavorable.

LE DIRECTEUR ,

Lille, le 18 Décembre 1935



Rapport sur l'aménagement de la rue d'Aboukir, voie privée.

Le Bureau d'Hygiène met les propriétaires riverains de la rue d'Aboukir dans l'obligation de mettre en état d'assainissement et de viabilité. La Société des Filatures et Filteries de France qui a son siège à Lille, 48, rue de Valenciennes, formule un certain nombre d'observations parmi lesquelles la plus sérieuse est la suivante.

Cette Société a une usine entre la rue du Marché et le côté E de la rue d'Aboukir et des magasins situés en façade sur le côté W de cette dernière voie. MM. H. et L. Rogez ont demandé en Janvier 1905 l'autorisation de construire un passage souterrain sous la rue pour y faire passer des canalisations de vapeur, de gaz, etc., unissant les magasins à l'usine. Par délibération du 20 Janvier 1905 cette autorisation a été accordée moyennant une redevance annuelle de 90f.

La Ville a donc fait acte de propriétaire en la circonstance; pourtant dans les archives du Conseil Municipal de la commune de Wazemmes on ne trouve aucune délibération permettant d'établir que la rue d'Aboukir est une voie publique. D'autre part la Ville de Lille n'a pas procédé au classement de cette rue depuis la date de l'annexion de Wazemmes jusqu'à ce jour.

Pour améliorer la situation hygiénique de cette voie il est indispensable de construire un égout afin de pouvoir faciliter l'écoulement des eaux usées des cours profondes qui se trouvent sur la rive W de la rue. Normalement cet égout devrait cheminer tout le long de la chaussée de la voie et passer ainsi au travers du passage souterrain. Il ne comblerait pas en entier ce dernier. En effet celui-ci est en maçonnerie de briques, la section de 200x205 est en demi-cintre avec pieds droits.

Si on considère la Ville comme propriétaire la redevance annuelle de 90f indique la précarité de l'autorisation. L'Administration municipale pourra faire construire un aqueduc et traverser le passage du souterrain, puisque le domaine public est inaliénable. Ce sera la Ville qui paiera la totalité du montant des travaux. Dans ce cas il n'y a pas nécessité de faire intervenir les propriétaires.

Par contre si la rue d'Aboukir est une voie privée (c'est notre conviction) la Société en question empêchera le Syndicat des propriétaires formé par application de la loi du 22 Juillet 1912, de faire traverser son souterrain par l'égout de la rue. Elle objectera devant les Tribunaux qu'il y a prescription puisque son passage existe depuis plus de 30 ans. Voilà donc encore un conflit en puissance.

Il serait normal que l'aqueduc à construire dans la rue d'Aboukir ne soit pas interrompu au niveau du souterrain. Dans le cas présent on pourrait le faire sans grand inconvénient. Les données suivantes vont le démontrer. Nous avons fait relever les cotes de niveau du radier de l'aqueduc de la rue d'Iéna, de celui de l'aqueduc de la rue du Marché et les cotes des chaussées. Les voici :

.....

rue d'Iéna

23,70 Cote de la chaussée au droit de la rue d'Aboukir

21,96 Cote du radier de l'égout au droit de la rue d'Aboukir

La section de l'aqueduc de la rue d'Iéna est en demi-cintre avec pieds droits, aux dimensions 80x100

rue du Marché

23,28 Cote de la chaussée au droit de la rue d'Aboukir

21,27 Cote du radier de l'égout au droit de la rue d'Aboukir

La section de l'égout de la rue du Marché est en demi-cintre avec pieds droits, aux dimensions 70x100

D'autre part les diverses cotes de la chaussée de la rue d'Aboukir sont les suivantes :

Il y a un point haut au regard des Etablissements de la Société des Filatures et Filteries de France.

23,79

Les cotes allant de ce point vers la rue d'Iéna sont :

23,79

23,70

23,70

Celles allant de ce point vers la rue du Marché sont :

23,76

23,71

23,68

23,56

23,45

23,38

23,26

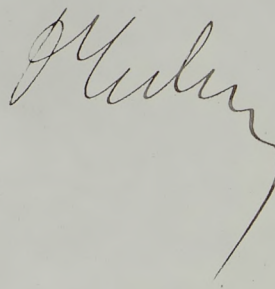
Pour drainer toutes les eaux usées et les eaux pluviales on peut donc établir deux tronçons d'aqueduc allant : le premier du souterrain vers l'égout de la rue d'Iéna; le second du souterrain vers l'égout de la rue du Marché. On évitera ainsi de toucher au souterrain de la Société des Filatures et Filteries de France.

Nous prions l'Administration municipale de bien vouloir nous indiquer :

1°- Si le Bureau d'Hygiène peut continuer la procédure instaurée par la loi du 22 Juillet 1912 sur l'assainissement des voies privées.

2°- Si la Ville accordera la subvention du tiers du montant des dépenses nécessitées par les travaux d'aménagement de la voie.

LE DIRECTEUR .



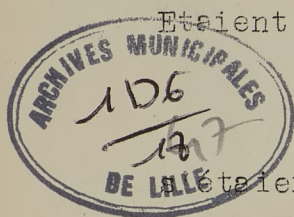
Conseil d'Administration
Réunion du 16 JANV 1936
M. PLANQUE

Commission de la Solidarité sociale, de l'Alimentation
et de l'Hygiène publique.

Procès verbal de la réunion du 2 Janvier 1936



Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publique se sont réunis à la Mairie le 2 Janvier 1936 à 18 heures sous la présidence de M. Saint Venant, Adjoint au Maire.



Etaient présents: M. Cordonnier, Adjoint au Maire
Saint Venant, id
Farvacques Conseiller municipal
Janssens id
Pouillaude id
Etaient excusés: M. Devernay, Adjoint au Maire
Masson id
Bauche Conseiller municipal
Brodel id
Godinot id
Lecomte id
Martin id
Noterman id
Peeters id

Le procès verbal de la dernière réunion a été adopté sans observations.

I.- Secours publics. Fournitures de civières aux Postes de Police.

Le service intéressé ayant demandé à M. le Commissaire Central le nombre de brancards à fournir aux Postes de Police, il lui a été répondu qu'il en fallait 14.

Les fournisseurs dont les noms suivent ayant été consultés ont donné les prix ci-dessous:

Jusseaume,, 1 rue Georges Martens. Lille	190 F.
Etablissements Frankel 4 et 6 rue Jessaint. Paris	200 F.
Etablissements Viviez, 60 rue Esquermoise. Lille	210
Emile Wauquier, 14 rue de l'Ecole. Lille	266

Ces prix s'entendent pour un brancard avec tétière modèle de l'année.

La Commission est d'avis de faire la commande à M. Jusseaume 1 rue Georges Martens, Lille qui a fait le prix le plus avantageux.

Le montant de la dépense sera de 2.660 Frs; on pourra l'imputer au crédit du B.O. Secours Publics.

II.- Repos hebdomadaire. Demande de dérogation par M. Citrinowicz,
24 rue Neuve.

L'Union syndicale des Employés de la Région du Nord et les Syndicats libres féminins sont opposés au travail le dimanche.

La Chambre Syndicale des Employés de la Région lilloise et l'Union locale des Syndicats Ouvriers de Lille se déclarent nettement hostiles à la prise en considération de cette demande.

L'Union intersyndicale des Groupements commerciaux de l'arrondissement de Lille qui est d'ordre patronal a répondu dans un sens favorable.

La Commission se range du côté des syndicats des ouvriers et des employés et donne un avis défavorable.

III.- Extension du Marché de Fives dans la rue Eugène Jacquet.

Etant donné que les organisations syndicales des marchands s'opposent à l'extension du Marché de Fives dans la rue Eugène Jacquet, la Commission émet un avis défavorable à la demande faite par les commerçants de la rue Eugène Jacquet.

IV.- Questions diverses.

M. Farvacques ayant été visiter la cabine téléphonique de la Mairie, il a vu qu'il y existait une chaise percée. Il demande qu'on installe un Water-closet à côté de la cabine téléphonique afin qu'on puisse faire disparaître le seau hygiénique.

Il désirerait également que le mobilier de cette cabine corresponde avec celui qui se trouve dans les bureaux de l'Hôtel de Ville. Le mobilier actuel est constitué par des planches de caisse assemblées par les téléphonistes.

La Commission fait sienne les observations de M. Farvacques et émet un avis favorable aux demandes qu'il vient d'énoncer.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 19 heures.

Le Secrétaire

Dr. DUCAMP,

Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation
et de l'Hygiène publique

Conseil d'Administration
Réunion du 10 FEV 1936
M. PLANQUE

Procès-verbal de la réunion du 30 Janvier 1936

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publique se sont réunis à la Mairie le 30 Janvier 1936 à 18 heures sous la présidence de M. le Dr Cordonnier, Adjoint au Maire.

Etaient présents: M.M. le Dr Cordonnier, Adjoint au Maire,
Janssens, Conseiller Municipal

S'étaient excusés: M.M. Devernay, Adjoint au Maire

Masson	d°
Saint-Venant	d°
Bauche,	Conseiller Municipal
Farvacques	d°
Godinot	d°
Lecomte	d°
Martin	d°
Noterman	d°
Peeters	d°
Pouillaude	d°



M. le Dr Cordonnier adresse à M. Brodel, Conseiller Municipal, Député du Nord, qui faisait partie de la Commission, un amical souvenir et invite le secrétaire à faire parvenir à Madame Brodel et à son fils l'expression des condoléances attristées de la Commission.

Le procès-verbal de la dernière réunion est adopté sans observations.

I Lotissement d'un terrain sis place des Quatre Chemins, par la Société A.R.L. Catel-Béghin et Fockedeu, 2 rue d'Iéna, à Lille.

La Commission donne un avis favorable sous les réserves présentées par la Commission du Plan et par le Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène dans son rapport joint au dossier.

II Demandes d'exécution de travaux dans les Ecoles présentées par M.M. les Médecins-Inspecteurs scolaires.

La Commission émet un avis favorable pour l'exécution des travaux dans les Ecoles demandés par M.M. les Médecins-Inspecteurs scolaires.

III Dépôts de films, 27 rue de Béthune. Demande d'autorisation par la Société "Films Paramount" 1 rue Meyerbeer, Paris.

La Commission donne un avis favorable sous la condition que les prescriptions indiquées dans le rapport du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène seront observées.

IV.- Bains municipaux du Boulevard de la Liberté. Proposition tendant à autoriser les bains mixtes à certains jours.

La Commission émet un avis défavorable à la proposition tendant à autoriser les bains mixtes.

M. le Dr Cordonnier signale que ses jeunes filles vont régulièrement à la natation les jours réservés aux dames; si les bains mixtes sont créés elles n'iront plus du tout à la piscine du Boulevard de la Liberté.

V.- Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de l'Institut Médico-Légal du mardi 17 Décembre 1935.

Il est donné lecture du rapport établi par M. le Dr Cordonnier sur la réunion du Conseil d'Administration de l'Institut Médico-légal du mardi 17 Décembre 1935. La Commission prend acte et transmet ledit procès-verbal à l'Administration municipale.

VI.- Bains municipaux de la rue des Sarrazins. Demande de réparations et de transformations.

La Commission est d'avis de modifier complètement l'établissement pour le moderniser.

VII.- Questions diverses.

1° Nouveau groupe scolaire du Faubourg des Postes. Installation des fosses septiques.

La Commission demande que le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène soit transmis à l'Administration municipale.

2° Décret-loi du 30 Octobre 1935 prévoyant l'institution d'un règlement sanitaire départemental. Application des dispositions concernant le permis d'habiter.

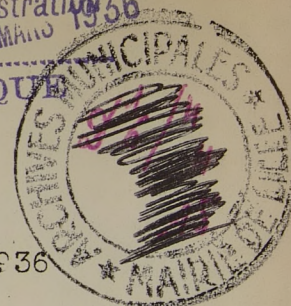
La Commission donne un avis favorable à la mise en application du permis d'habiter.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h 30.

Le Secrétaire,
Dr DUCAMP.

Conseil d'Administration 1936
Réunion du 16 Mars
M. PLANQUE

Commission de la Solidarité Sociale
de l'Alimentation et de l'Hygiène publique



Procès verbal de la réunion du 27 Février 1936

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publique se sont réunis à la Mairie le 27 Février 1936 à 18 heures sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier, Adjoint au Maire.



Etaient présents : MM. le Docteur Cordonnier, Adjoint au Maire
Fervacques, Conseiller Municipal
Godinot id
Janssens id
Mertin id
Noterman id
Pouillaude id
Peeters id

S'étaient excusés : MM. Devernay, Adjoint au Maire
Masson, id
Saint Venant id
Bauche Conseiller municipal
Lecomte id

Madame Brodel remercie MM. les membres de la 5ème Commission des sentiments de vives condoléances qu'ils lui ont adressés à l'occasion de la mort de son mari.

Le procès verbal de la dernière réunion est adopté sans observation.

I.- Vaccination antivariolique pendant l'année 1935. Rapport du service.

La Commission prend acte. Le Docteur Cordonnier signale, que par l'obligation vaccinale on est arrivé au fait que la variole va disparaître de la nosologie.

II.- Difficulté de la circulation dans la rue du Pont du Lion d'Or les jours de marché. Examen d'une réclamation et propositions.

Une réclamation a été adressée à M. Saint Venant Adjoint pour lui signaler que la circulation était très difficile les jours de marché dans la rue du Pont du Lion d'Or. Il lui était demandé :

1° que les marchands forains soient placés sur deux rangs face à face dans cette rue;

2° que la circulation soit interdite dans celle-ci le Dimanche

de 7 à 13 heures entre la rue de Bouvines et la rue de Flers.

M.le Commissaire Central consulté donne un avis défavorable à ces demandes et propose le maintien du statu quo.

La Commission se range à l'avis de M.le Commissaire Central.

III.- Dossiers d'Assistance aux femmes en couches.

La Commission donne un avis favorable aux demandes faites par les personnes suivantes qui ne jouissent pas de ressources suffisantes.

MMes Balemboy née Delval Denise, 147 ter Avenue de Dunkerque
Destaebel née Fremaux Angèle, 17 rue Ducornet
Gourdin née Coquide Fernande, 62 rue du Marais
Pivion née Gratte Rosalie, 190 rue des Bois Blancs
Desmulliez née Lechat Yvonne, 179 rue Colbert
Leignel née Albert Elisabeth, 9 rue des Oeilletts.

Elle émet un avis défavorable aux demandes faites par les personnes dont les noms suivent; celles-ci jouissant de ressources suffisantes :

MMes Arents née Bouet Marguerite 64 rue d'Isly
Bourseaux née Lemaitre Palmyre 82 rue de Wazemmes
Butruille née Couteau Madeleine rue Sainte Catherine
C/Beau Bouquet 4bis
Dewandel née Vandelamoitte Pauline 22 rue Volta
Dumoulin née Looock Valentine 157 rue Gustave Delory
Duvert née Dubar Marie Jeanne 20 rue Matteotti
Jacquemart née Michiels Germaine 60 rue de Thumesnil
Michelard Paulette 7 Place des Patiniers
Vandenburie née Lefebvre Alice 50bis rue Princesse
Ancelet née Houze Marie Jeanne, Rue Boucher de Perthes
10 C/de la Digue
Cuignet née Leroy Jeanne, 23 rue des Stations
Dekeegher née Janssens Rachel rue de Bône C/Rousseau 9
Lefebvre née Pradier Clémence rue de la Justice C/Deburcq 22
Laurens née Dupuis Renée, 12 Avenue de la Roseraie
Tersin née Dudant Rachelle, 104 rue Saint André.

IV.- Questions diverses

I° Rapport sur l'insalubrité de divers postes de police. Examen et avis.

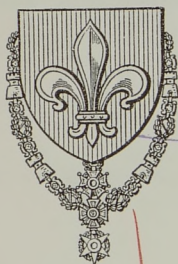
Après lecture du rapport la Commission demande à l'Administration municipale de bien vouloir faire exécuter les travaux de salubrité et d'hygiène qui sont énumérés dans ledit rapport.

M.Martin signale à la Commission qu'en passant devant l'Ecole

MAIRIE DE LILLE

République Française

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



M. le Maire.

Question Martin. Renvoi à l'A.M. - Pouchot.

Cabinet
du
Secrétaire Général

Il semble que cet occasion à jamais pour

le Service d'Hygiène de service utile.

Question Martin. Renvoi à l'A.M. - Pouchot.

Question Fawcett. - À l'ordre du Service Public

44-15-f.16



Maternelle de la rue Philippe de Comines on sent une odeur de latrines.

La Commission transmet cette question à l'Administration Municipale pour y donner suite.

M. Martin fait remarquer à la Commission que la loge du concierge de l'Abattoir comporte un parquet dont les lames sont complètement pourries.

La Commission prie l'Administration Municipale de demander au Service des Travaux de faire exécuter ce travail de salubrité.

M. Farvacques relate le fait suivant. Sur la Place Saint Nicolas, le service de la voirie gare 15 voitures, poussettes remplies d'ordures ménagères; de plus, les marchands ou d'autres personnes mettent en stationnement 10 voitures automobiles. Il y a là un encombrement et une insalubrité notoires qui justifient les réclamations très vives des marchandes de poissons et des clients de celles-ci.

La Commission demande à l'Administration Municipale de donner des ordres pour que cette question d'encombrement et d'hygiène soit réglée en faveur des marchandes de poissons et de leurs acheteurs.

M. Farvacques signale en outre que des camions sortent de l'établissement de M.M. Godron et Rouzé, 98 rue Abélard, avec des colis mal cerclés. Il s'en suit que des débris d'étoupe sont semés sur la rue et pénètrent dans les logements quand il fait du vent.

M. Ducamp invitera les exploitants à prendre toutes précautions pour éviter cette insalubrité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h30.

Le Secrétaire,

Dr DUCAMP.

Conseil d'Administration
Réunion du 2 - AVR 1936
M. PLANQUE



COMMISSION DE LA SOLIDARITE SOCIALE
DE L'ALIMENTATION ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

Procès-verbal de la réunion du
12 Mars 1936

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publique se sont réunis à la Mairie, le 12 Mars 1936 à 18 heures, sous la présidence de M. NOTERMAN, conseiller municipal.

Etaient présents : MM. Noterman, conseiller municipal
Farvacques, d°
Godinot, d°
Janssens, d°
Martin, d°
Pouillaude, d°

S'étaient excusés : MM. Cordonnier, adjoint au maire
Devernay, d°
Masson, d°
Saint-Venant, d°
Bauche, conseiller municipal
Lecomte, d°
Peeters, d°

Le procès-verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

I.- Association syndicale des propriétaires de la rue Degland, voie privée. Demande de subvention communale.

La Commission donne un avis favorable à la demande de subvention faite par cette Association Syndicale constituée conformément à la loi du 15 mars 1928. Cette subvention sera égale au 1/3 des dépenses relatives à l'exécution des travaux d'assainissement et de viabilité et accordée sous les conditions fixées dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène.

II.- Association syndicale des propriétaires de la rue Christophe Colomb, voie privée. Demande de subvention communale.

La Commission, comme dans le cas précédent, donne un avis favorable sous les conditions fixées dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène.

III.- Association syndicale des propriétaires de la rue Adolphe, voie privée. Demande de subvention communale.

La Commission émet un avis favorable sous les mêmes conditions que dans les cas précédents.

IV.- Association syndicale des propriétaires de la rue des Jardins Caulier, voie privée. Demande de subvention communale.

La Commission donne un avis favorable sous les mêmes conditions que dans les cas précédents.

V.- Syndicat des Marchands des Quatre Saisons. Demande de modifications au Code des Arrêtés Municipaux.

La Commission a examiné toutes les modifications aux arrêtés municipaux relatifs aux marchands des quatre saisons, modifications présentées par le Syndicat.

M. Janssens, secrétaire du syndicat a abandonné au cours de la discussion :

1°- la demande de suppression des droits de voirie qu'il avait présentée;

2°- la demande faite pour accorder une autorisation aux jeunes gens de 16 ans qui feraient acte de pétitionnaire. L'âge minimum pour être marchand de quatre saisons serait toujours de 18 ans.

La Commission a en outre estimé que toutes les modifications présentées par M. Janssens, devaient être mûrement réfléchies. Aussi elle a décidé de remettre la discussion à huitaine.

M. Ducamp fera préparer un tableau à trois colonnes; la première comportera les articles 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215 du Code des Arrêtés Municipaux; la deuxième comprendra ces mêmes articles modifiés par M. Janssens; une troisième colonne sera réservée aux observations.

VI.- Demande de réduction des loyers des étaux des marchés couverts, par M. Hennebelle.

La Commission donne un avis défavorable.

VII.- Admission dans des établissements spécialisés de MM. Foulon et Wagnon.

La Commission émet un avis favorable.

VIII - Assistance aux femmes en couches.

La Commission donne un avis défavorable aux demandes faites par les personnes suivantes qui disposent de ressources suffisantes:

Mmes Blondeau née Caron Valentine, 39 rue du Port,
Bruneau née Plouy Marie Louise, rue Sainte Catherine c/ du Beau
Bouquet 4 Bis
Levant Etienne, 1 rue à Fiens
Malherbe née Poireau Marie Louise, III rue de Lannoy
Massart née Douez Sylvie, 60 rue Sylvère Verhulst
Olivier née Roupais Fernande, 43 rue Kant
Sauvage née Wilfart Simone, 61 rue de Flandre
Turpin née Dusottier Hélène, 18 rue Pierre Curie
Bonnier née Deschiens Mélanie, 24 rue Pierre Curie
Meerschaut née Mary Marie, 16 rue Auguste Comte
Smagghe née Chuffart Carmen, 10 rue du Gard
Ternynck née Antonini Marie, 15 rue Volta

Elle émet un avis favorable aux demandes faites par les personnes suivantes qui ne disposent pas de ressources suffisantes:

Mmes Bodaert née Couillet Germaine, 49 rue Halévy
Fache née Debruyne Agnès, 49 rue Auber
Vandenplas née Blanquaert Simonne Adrienne, 6 rue Raglan
Moulin née Tassiaux Simonne, II rue de la Baignerie.
Dehaes née Somerlinck Jeannette, 29 rue Edouard Boyennette

IX.- Questions diverses

I°- Offre de mise à la disposition de la Ville à titre temporaire d'un terrain vague rue Fontenelle en vue de son utilisation en terrain de jeux ou de sport, par M. Le Gentil, propriétaire.

A cause du dépôt d'ordures fait sur ce terrain et du jet de pierres sur les maisons voisines, le Bureau d'hygiène a mis le propriétaire M. Le Gentil dans l'obligation d'enlever les ordures ménagères et de clore son terrain pour que nul n'en ait l'accès.

Pour éviter cette dépense ce propriétaire offre ce terrain à la Ville pour en disposer temporairement. Ce terrain ne peut être utilisé comme terrain de sport; il est encastré dans un ilot limité par des petites rues (voir plan).

La Commission donne un avis défavorable.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 19 heures 30.

Le Secrétaire,

Dr DUCAMP.



Procès-verbal de la réunion du 26 Mars 1936

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques se sont réunis à la Mairie le 26 Mars 1936, à 18 heures, sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier, adjoint au maire.

Etaient présents: M.M. Cordonnier, adjoint au maire,
Farvacques, conseiller municipal,
Janssens, d°
Noterman, d°
Peeters, d°
Pouillaude, d°

S'étaient excusés: M.M. Devernay, adjoint au Maire,
Masson, d°
Saint Venant d°
Bauche, conseiller municipal
Godinot, d°
Lecoute, d°
Martin, d°

Le procès-verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

I - Lotissement d'un terrain situé rue de Lannoy par M.M. Debruyne fils, demeurant à Lille rue de l'Espérance.

La Commission donne un avis favorable au projet présenté sous réserve que les prescriptions contenues dans le rapport du Directeur du bureau d'hygiène seront observées.

II - Lotissement d'un terrain front à la rue Hégel, à la rue Kent, et à l'avenue de Bretagne par la Société Le Blan & C° domiciliée chez M. Ducoin-Poissonnier à Lomme.

La Commission émet un avis favorable sous la condition que les prescriptions contenues dans le rapport du Directeur du bureau d'Hygiène seront observées.

III - Syndicat des marchands de quatre saisons. Proposition de modification au Code des Arrêtés Municipaux.

La Commission a examiné toutes les propositions faites par le secrétaire du syndicat M. Janssens. Elle présente à l'Administration municipale les modifications qu'elle a fait siennes et qui se trouvent libellées dans la deuxième colonne du tableau ci-joint dans le dossier. Elle prie l'Administration de les sanctionner par un nouvel arrêté municipal.

IV.- Abattoirs. Demande d'installation par M.M. Jean Caby et Cie d'une armoire frigidaire derrière l'échaudoir n° 6.

La Commission épouse les raisons données par le Service du Contentieux. Elle émet un avis défavorable.

V.- Repos hebdomadaire. Demande de dérogation par Mlle Braconnier coiffeuse 65, rue de Paris.

La Commission donne un avis défavorable à cette demande de dérogation.

VI.- Projet de construction d'un immeuble à neuf étages, square Daubenton. Demande d'autorisation par M. Lemay, architecte.

La Commission adopte les conclusions du rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène et émet un avis favorable à l'exécution de ce projet.

M.M. Cordonnier et Farvacques signalent que cet immeuble sera beaucoup plus haut que l'échelle des Pompiers et qu'il sera difficile de porter secours en cas de sinistre.

VII.- Dépôt de films 20 rue du Priez. Demande d'autorisation par M. Serruys.

La Commission donne un avis favorable sous la condition que les prescriptions contenues dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène seront observées.

VIII. Dépôt de films 36 rue de Roubaix. Demande d'autorisation par M. Maurice Malbrancke.

La Commission émet un avis favorable sous réserve que les prescriptions contenues dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène seront observées.

IX.- Questions diverses.

1° Dépôt de films 5 rue de la Chambre des Comptes. Demande d'autorisation par M.M. Bruitte et Delmar.

La Commission donne un avis favorable sous condition que les prescriptions contenues dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène seront observées.

2° Lotissement d'un terrain situé angle des rues Roland et Beaucourt-Decourchelles par M. Lemaire.

La Commission émet un avis favorable sous réserve que les prescriptions contenues dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène seront observées.

Commission de la Solidarité Sociale
de l'Alimentation et de l'Hygiène Publique

Bureau d'Administration
Réunion du 18 MAI 1936
M. PLANQUE



Procès-Verbal de la réunion du 23 Avril 1936



Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publique se sont réunis à la Mairie le 23 Avril 1936, à 18 heures sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier, adjoint au maire.

Etaient présents : M.M. Cordonnier, adjoint au maire
Farvacques, conseiller municipal
Godinot, id
Janssens, id
Noterman, id
Pouillaude, id

S'étaient excusés : M.M. Devernay, adjoint au maire
Masson, id
Saint Venant, id
Bauche, conseiller municipal
Leconte, id
Martin, id
Peeters, id

Le procès-verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

I.- Lotissement d'un terrain en bordure de la rue Parmentier par M. Mallet-Tiers.

La Commission donne un avis favorable au projet présenté sous réserve que les prescriptions contenues dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène seront observées.

II.- Dépôt de films cinématographiques, 6bis rue à Fiens, par la Société Anonyme Gaumont-Franco-Film - Aubert.

La Commission donne un avis favorable à cette demande sous la condition que les prescriptions contenues dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène seront observées.

III.- Repos hebdomadaire. Demande de dérogation par M. Marcel Fernez, 106bis rue Léon Gambetta.

La Commission donne un avis favorable à cette demande sous la condition que le pétitionnaire accordera à son ouvrier une

3°- Ouverture et fermeture des marchés couverts. Projet d'arrêté modifiant l'art. 910 du Code des Arrêtés Municipaux.-

La Commission donne un avis favorable à l'ouverture des marchés couverts aux marchands une demi-heure avant la vente au détail et la fermeture une demi-heure après la cessation de la vente.

4°- M. Farvacques, signale qu'aux Halles Centrales les marchandes de poissons sont bloquées par suite de l'encombrement par des colis, de l'allée située entre les factoreries Herman et Hennebert. D'autre part du fait du stockage en hauteur des emballages vides sur le fond de ces factoreries, les marchandes de poissons sont complètement isolées. Le public qui préquente les Halles Centrales ne les voit plus; leur commerce en souffre.

M. Ducamp a constaté que ces faits étaient exacts. Lorsqu'un nouveau Directeur des Marchés sera nommé, il sera invité à mettre bon ordre dans le marché couvert.

5°- M. Janssens rappelle l'aménagement d'un urinoir aux Halles Centrales. Cet urinoir qui doit être semblable à celui du Marché de la Nouvelle Aventure a fait l'objet d'une étude par le Service des Travaux. M. Ducamp demandera à M. Cochez si ce projet va être exécuté.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 20 heures 10.

Le Secrétaire

Dr DUCAMP.

majoration de salaire de 50% pour la matinée du dimanche et un repos compensateur le lundi matin.

IV.- Repos hebdomadaire - Demande de dérogation par M. Louis Corbet, 13 rue Léon Gambetta.

La Commission émet un avis favorable à cette demande sous réserve que le pétitionnaire accordera à ses employés un repos compensateur le lundi matin.

V.- Protection de la maternité. Insuffisance de crédit.

La Commission donne un avis favorable à la demande du crédit de 2.500 frs à inscrire au Budget supplémentaire de 1936 pour permettre d'assurer le fonctionnement du service de la Protection de la Maternité.

VI.- Prise en charge par l'Assistance Médicale Gratuite des frais de séjour du jeune Pierre Devauze à l'Institut Calot de Berck-Plage.

La Commission se range à l'avis de M. Saint-Venant, adjoint, qui estime que l'Administration Municipale ne peut placer les malades relevant de l'A.M.G. que dans les établissements reconnus par le Département, soit le Sanatorium de Zuydcoote, soit l'Institut Hélió-Marin de Berck. Donc si M. Devauze veut profiter de l'A.M.G. il doit placer son fils à l'Institut Hélió-Marin de Berck.

VII.- Demande de réduction du prix de location des cases frigorifiques aux Abattoirs.

La Commission donne un avis défavorable à cette demande de réduction.

VIII.- Réglementation du poids du pain. Demande de modification par le Syndicat des Boulangers.

La Commission émet un avis défavorable à la demande faite par le Syndicat des Boulangers. Elle ne peut admettre que le pain d'une livre de consommation courant soit considéré comme un pain de fantaisie. Elle réclame le statu quo.

IX.- Assistance aux femmes en couches. Examen des dossiers - Avis.

La Commission donne un avis défavorable aux demandes faites par les personnes suivantes qui disposent de ressources suffisantes :

MMmes Boone née Sulmon Maria, 322 rue du Faubourg d'Arras
Courmont née Mallet Marthe, 21 rue du Commerce
Decoopman née Brill Marie Cornélie, 39 rue Edouard Vaillant

Eeckeloot née Lambin Rolande 7, Quai de la Haute Deûle
Kavetaki née Weltzine Vera, 33 rue Désiré Verhaeghe
Lapaille née Dekeyster Jeanne, 31 rue d'Isly
Poissonnier née Helsens Jeanne Henriette, rue du Ballon 28
Impasse Bourigeaud
Rossez née Gelluy Jeanne, 11 rue Pierre Curie

Par contre elle a donné un avis favorable aux demandes
faites par les personnes dont les noms suivent pour la raison
qu'elles ne disposent pas de ressources suffisantes;

Mmes Colbaut, née Delbecque Simone, 33 rue de Gand
Lapawa née Kuzmarck Edwige 40 rue de la Marmora
Vanhecke née Claeys Marcelle 52, Boulevard de Belfort

X Questions diverses.

1° Fourneaux Economiques. Fournitures de denrées.
Adjudication publique. Cahier des charges.

La Commission accepte le cahier des charges préparé pour
l'adjudication des denrées nécessaires au fonctionnement des
fourneaux économiques pendant la saison 1936-1937.

2° Société de Secours Mutuels des Voyageurs et Employés de
Lille et du Nord de la France. Demande de subvention pour parti-
cipation à un congrès.

La Commission émet un avis défavorable et se range aux
raisons données par M. Devernay, Adjoint.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 19 h.25.

Le Secrétaire

D. DUCAMP.



Commission de la Solidarité Sociale, de
l'Alimentation et de l'Hygiène publique

Procès-verbal de la réunion du 28 Mai 1936

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publique se sont réunis à la Mairie le 28 Mai 1936, à 18 heures, sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier, Adjoint au Maire.

Etaient présents : M.M. Cordonnier, Adjoint au Maire
Bauche, Conseiller Municipal
Godinot, d°
Janssens, d°
Martin, d°
Noterman, d°
Pouillaude, d°

S'étaient excusés : M.M. Devernay, Adjoint au Maire
Masson, d°
Saint Venant, d°
Farvacques, Conseiller Municipal
Leconte, d°
Peeters, d°

Le procès-verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

I - Logements insalubres. Travaux d'office.

Les propriétaires dont les noms suivent :
M.M. Arnaud, rue de l'Obeau, à Nomain
Chartre, 234 avenue Becquart, à Lambersart
Herrebaut, 36 rue Caumartin, à Lille
n'ont pas exécuté les travaux de salubrité prescrits par arrêtés municipaux. Le Bureau d'Hygiène demande à l'Administration de continuer la procédure des articles 12, 14 et 15 de la loi du 15 Février 1902 sur la protection de la santé publique.

Le montant des travaux exécutés sera couvert par les loyers.

La Commission donne un avis favorable.

II - Demande de réduction du taux des loyers des étaux des marchés couverts par M. Hennebelle.

Dans sa réunion du 12-3-36, la Commission a émis un avis défavorable à cette demande.

Elle maintient son avis défavorable.

III - Préventorium de Gruson. Réclamation.

A la suite des observations exprimées par M.M. Bauche, Martin, Noterman et Pouillaude, la Commission charge le Dr Ducamp d'aller faire une enquête sur place et établir un rapport sur les résultats de cette visite.

IV - Installation d'une armoire frigorifique aux Abattoirs par M.M. Jean Caby et Cie.

La Commission est d'avis d'accorder l'autorisation de faire cette installation sous les conditions indiquées par le Service du Contentieux.

V - Dossier d'assistance aux fermes en couches.

La Commission donne un avis favorable aux demandes faites par les personnes suivantes qui ne disposent pas de ressources suffisantes :

Mmes Becquart, née Bourlet Raymonde Berthe, 17 rue des Jasmins
Fayolle Renée, 42 rue Saint-Sébastien
Michelard Paulette, 7 place des Patiniers.

Elle émet un avis défavorable aux demandes présentées par les personnes dont les noms suivent qui disposent de ressources suffisantes :

Mmes Debuissy, née Tiétard Jeannette, 10 rue Rabelais
Delbecque, née Hoffman Esther, 56 rue du Capitaine Ferber
Lancelevée, née Langlois Marie, 21 rue Mexico
Lenfant, née Loyer Marguerite, rue Fontenelle, c/ Duhem 6
Naets, née De Maerschelck Suzanne, 36 rue du Grand Balcon
Pipart, née Courier Yvonne, 58 rue de Dieppe
Wartel, née Lançon Hermine, 22 rue Balzac.

VI - Questions diverses.

I° Demande de modification de l'art. 1030 du C.A.M. par la Chambre Syndicale des Mandataires et Commissionnaires en fruits, fleurs et primeurs du Nord de la France.

La nouvelle rédaction proposée ne peut être acceptée pour les raisons suivantes :

a) seuls les commerçants lillois et les producteurs français pourraient exercer leur commerce au Carreau des Halles : cette façon de faire porterait atteinte à la liberté du commerce;

b) elle sanctionnerait la saisie des marchandises des commerçants installés sans autorisation préalable : cet acte n'est légitimé par aucun texte de loi.

c) la modification proposée tend à supprimer le minck en signalant que les ventes à la commission seront pratiquées par les facteurs dans leurs locaux respectifs.

La Commission donne un avis défavorable à la demande présentée par le Syndicat des Mandataires et Commissionnaires.

2° Demande de dérogation au Repos hebdomadaire par Melle Villers. mercière, 1 Parvis St-Maurice, Lille.

Tous les syndicats ouvriers et employés ont donné un avis défavorable, la Commission fait également une proposition défavorable.

3° M. Martin signale au Bureau d'Hygiène que les immeubles 26 à 34 de la rue Fénelon sont dans un état d'insalubrité manifeste.

Le Dr Ducamp fera procéder à une enquête en vue de constituer des dossiers d'insalubrité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18 h 3/4.

Le Secrétaire,

Dr DUCAMP.

Bureau d'Administration
Réunion du 29 JUIN 1936
M. PLANQUE



Commission de la Solidarité Sociale de l'Alimentation
et de l'Hygiène publiques

Procès verbal de la réunion du 25 Juin 1936



Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publiques se sont rendus à la Mairie le 25 Juin 1936 à 18 heures, sous la présidence de M. Peeters, Conseiller Municipal.

Etaient présents : MM. Corbu, Farvacques, Janssens, Noterman, Peeters, Pouillaude, Conseillers Municipaux.
S'étaient excusés : MM. Cordonnier, Devernay, Masson, Saint Venant, Adjoint au Maire
Bauche, Godinot, Leconte, Martin, Conseillers Municipaux.

Le procès verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation

I.- Dépôt de liquides inflammables et atelier pour le mélange des carburants, 220 rue du Faubourg d'Arras. Demande d'autorisation par M. Harduin 46 à 50 rue du Faubourg d'Arras. Avis.

La Commission maintient l'avis défavorable qu'elle avait émis lors de la 1ère demande faite par M. Harduin. L'emplacement actuel présente de chaque côté un atelier d'ébénisterie et des maisons d'habitation. Le dépôt de liquides inflammables qui est déjà exploité avant autorisation constitue un voisinage trop dangereux pour les établissements immédiats.

II.- Lotissement rue Lestienne par M. Vilain à Wambrechies. Avis.

La Commission donne un avis défavorable parce que le terrain à lotir n'a que 8m72 de façade sur rue; sa division en deux parcelles donnera à chacune d'elles 4m36 de façade. Cette largeur est insuffisante pour construire une maison salubre.

III.- Institut de Recherches sur le Cancer. Demande de reconnaissance comme établissement d'utilité publique.

Après lecture de l'acte de donation de M. Edmond Labbé à l'Institut de Recherches sur le Cancer et des Statuts de la Fondation de cet Institut la Commission donne un avis favorable à la reconnaissance de cette Fondation comme établissement d'utilité publique et cela sous réserve que le dernier paragraphe de l'art. 7 des Statuts soit libellé de la manière suivante :

"Le rapport annuel sur la situation de l'établissement, ainsi que les budgets et comptes sont adressés chaque année au Maire de Lille au Préfet du département, au Ministre de l'Intérieur et au Ministre de la Santé Publique."

IV.- Rapport sur l'exploitation des Fourneaux Economiques pendant la saison 1935-1936.

La Commission prend acte.

V.- Abattoirs. Demande de prolongation de la durée de fonctionnement de la chambre frigorifique.

La Commission donne un avis favorable.

III.- Fourniture de cercueils nécessaires à l'Administration des hospices pendant l'année 1937. Cahier des charges.

Adopté.

VII.- Questions diverses.

1°- Avant l'ouverture de la réunion de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publiques, le Dr Ducamp a reçu en présence des membres de la Commission, les délégués du Syndicat des Approvisionneurs, M. Collin et ses collègues, du Syndicat des mandataires, M. M. Catteau, Hauwelle et Hernan.

M. Collin et ses collègues acceptent la suppression du marché le lundi; ils demandent cependant une dérogation. Ils voudraient être autorisés à faire venir leurs ouvriers ou employés l'après midi du lundi pour approvisionner les firmes extérieures et le carreau en vue du marché de mardi; cela leur permettrait de faire les expéditions en gare pour l'extérieur.

M. Catteau et ses collègues sont également favorables à la suppression du marché le lundi. Ils sont nettement opposés à la dérogation.

M. Janssens en qualité de secrétaire du Syndicat des marchands ambulants et du Syndicat des vendeurs sur marchés, signale que ses organisations demandent la fermeture de tous les marchés le lundi. Il rappelle le droit de sortie perçu illégalement par les mandataires. Ceux-ci font payer aux acheteurs un droit de sortie pour les colis qui leur sont livrés. Ce droit de sortie subit les variations du barème suivant qui a été établi pour la rémunération des Forts de la Halle (voir article 1054 du Code des Arrêtés Municipaux).

Fruits et légumes de I à 25 kgs	0.25
25 à 75 kgs	0.50
75 à 150 kgs	0.75
150 à 250 kgs	1.00

Les Forts ne sont jamais appelés par les mandataires pour sortir les colis de leur enclos. Ce sont assez souvent les clients qui sortent eux-mêmes les colis.

Les mandataires pèsent eux-mêmes les colis et ne se servent jamais du poids public où ils auraient à employer les Forts pour faire transporter leurs marchandises à la bascule publique. Ils trouvent plus commode de peser eux-mêmes et de livrer immédiatement leurs colis aux acheteurs. De cette façon ils libèrent plus rapidement leur criée. En quelque sorte ils se substituent aux Forts et perçoivent directement près de leurs clients le droit des Forts qu'ils empochent.

M.M. Catteau et Hauwelle ont signalé que cette manière de faire a été approuvée par l'Administration Municipale. Le Dr Ducamp a affirmé que ce n'était pas exact car cette mesure aurait fait l'objet d'une délibération du Conseil Municipal et aurait été suivie d'un arrêté municipal. Cette perception n'est pas réglementaire. Les acheteurs n'ont donc pas à payer ce droit de sortie. D'ailleurs les approvisionneurs ne font pas payer de droit de sortie.

M. Hennebelle et sept épiciers ou marchands détaillants ont également été entendus. M. Hennebelle signale que tout le groupement de l'alimentation générale demande la fermeture des marchés couverts et des marchés de plein air le lundi de chaque semaine. Voulant faire cause commune avec les bouchers et charcutiers, les épiciers fermeront également leurs magasins ce jour-là. Ils réclament cependant une dérogation pour les épiciers marchands de lait. Ceux-ci seraient autorisés à vendre du lait de 8 heures à 9 heures pour assurer l'alimentation en lait des enfants, des malades, des vieillards, autant dire de toute la population. Ils ne devront vendre aucune autre denrée au cours de cette heure d'ouverture. De même les marchands laitiers qui circulent en ville soit avec une camionnette, soit avec une voiture à chevaux ou tout autre véhicule, pourront vendre du lait le lundi jusqu'à midi. Il sera défendu à ces derniers de livrer à la population aucune autre denrée: beurre, fromage, oeufs, pommes de terre, fruits, etc..

M. Janssens s'est trouvé d'accord sur ce point avec la délégation. Les marchands sur marché demandent que le marché de la place du Concert soit reporté à un autre jour de la semaine. Il va procéder à un référendum près des marchands de son organisation afin de connaître le jour, soit le mardi, soit le mercredi, où l'on pourra reporter le marché du lundi. Il ne peut faire procéder à ce référendum que lundi prochain, car les marchands qui fréquentent le marché du lundi ne sont pas les mêmes que ceux s'installant au marché du vendredi.

M. Hennebelle voudrait que l'arrêté ordonnant la fermeture des marchés le lundi soit pris immédiatement afin que la mesure soit appliquée dès le lundi 29 Juin.

M. Dorchies, président du Syndicat des Maraîchers n'est pas venu.

La Commission ayant entendu les divers représentants de ces Syndicats a émis les avis suivants :

- a) Elle donne un avis favorable à la fermeture des marchés couverts et de plein air pour le lundi de chaque semaine.
- b) Elle n'admet pas la dérogation demandée par le Syndicat des Approvisionneurs. Elle émet à ce sujet un avis défavorable.

M. Noterman dit avec juste raison que la fermeture doit être complète pour donner aux ouvriers un repos d'une journée.

c) Elle est favorable à la suppression du droit de sortie perçu par les mandataires.

d) Elle donne un avis favorable à la demande de dérogation faite pour la fourniture de lait par les épiciers et les marchands laitiers circulant en ville. Les épiciers qui en font le commerce, livreront du lait à leurs clients de 8 heures à 9 heures. Les marchands laitiers pourront circuler en ville le lundi matin jusque midi. Il sera interdit à ces commerçants bénéficiaires de la dérogation de vendre aucune autre denrée.

e) Elle est favorable au report du marché du lundi de la place du Concert à un autre jour de la semaine.

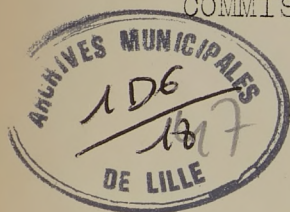
2°- M. Peeters signale qu'on perçoit des mauvaises odeurs du côté des boyauderies de l'Abattoir et qu'une dératisation s'impose à l'Abattoir. Une enquête et des mesures seront prises pour supprimer les causes d'insalubrité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 heures.

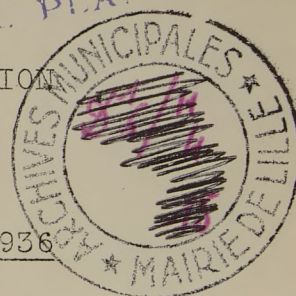
Le Secrétaire,

Dr DUCAMP

Conseil d'Administration
Réunion du 27 JUL 1936
M. PLANQUE



COMMISSION DE LA SOLIDARITE SOCIALE, de l'ALIMENTATION
et de l'HYGIENE PUBLIQUES



Procès-verbal de la réunion du 16 Juillet 1936

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques se sont rendus à la mairie le 16 Juillet 1936, à 18 heures, sous la présidence de M. Peeters, conseiller municipal.

Etaient présents: M.M. Corbu, Peeters, conseillers municipaux

S'étaient excusés: M.M. Cordonnier, Devernay, Masson, Saint-Venant, adjoints au maire,
Bauche, Farvacques, Godinot, Janssens,
Leconte, Martin, Noterman, Pouillaude,
conseillers municipaux.

Le procès-verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

I - Lotissement d'un terrain situé en bordure de la rue Marengo par MMes Franquet et Vandoornick.

La Commission donne un avis favorable, le terrain sera divisé en deux parcelles de chacune six mètres de front à rue.

II - Extension du marché de Fives au lieu dit la place des Girondins
La Commission émet un avis défavorable.

III - Subventions à des oeuvres privées, philanthropiques d'assistance et de bienfaisance. Répartition du crédit n° 145 du B.O. 1936

La Commission donne un avis favorable à la répartition proposée par M. Saint-Venant, adjoint au maire.

IV - Repos hebdomadaire. Avis sur dérogation. Demande du Gérant du Magasin des Chaussures Bertheloot, 6, rue Grande Chaussée à Lille.

La Commission émet un avis défavorable.

V - Dossiers d'assistance aux femmes en couches.

La Commission donne un avis favorable aux demandes faites par les personnes dont les noms suivent parce qu'elles ne disposent pas de ressources suffisantes:

MMes Chartier née Debuigne Mireille, 232 rue du Fg des Postes,
Copin née Liévin Aline, 332 rue Solférino,
Heusders née OOrlynck Léonie, 16 rue Verlaine (famille de six enfants)
Pamart née Vanbegen Jeanne, 54 rue Jeanne Hachette (famille de 8 enfants)

Roussel née Bouillet Rose, 49 rue Edouard Doyennette
Vandenboosche née Lequin Zulma, 89 rue des Sarrazins

Elle émet un avis défavorable aux demandes faites par les personnes dont les noms suivent parce qu'elles disposent de ressources suffisantes ou pour d'autres motifs valables.

Mmes Abraham née Hennobel Germaine, 35 rue Fourmentel
Cordonnier née Lenne Paule, 9 rue de l'Amidonnerie
Demory née Hoger Marthe, 15 rue d'Armentières
Demuyter née Boutry Alice, 24 rue Neuve
D'Hondt née Dombret Jeanne, 150 rue Solférino
Dupernay née Cosquin Raymonde, 8 rue Claude Lorrain
Krawczyk née Radzikowski Lucie, 65 rue du Faubourg de Roubaix
Luyten née Démolie Virginie, 128 rue d'Isly
Mollin Yolande, Hôpital de la Charité (Domicile de secours Roubaix)
Monteil née Beyssac Marie Louise, rue Mexico c/ Mexico 5
Nys née Royon Germaine, 58 Boulevard Montebello (va toucher prestations aux A.S.)
Périn née Goudezoone Louise, 24 rue du Maréchal Mortier
Serrurier née Dermancourt Marguerite, 7 rue Alphonse Colas
Sénéchal née Meert Jeanne, 9 Place des Quatre Chemins
Dehay née Abraham Clémence, 23 rue Sylvere Verhulst

VI.- Questions diverses

1° Propositions formulées par la Ligue Sociale d'acheteurs du Nord de la France, 51 rue de la Justice, Lille, sur le repos hebdomadaire le dimanche et la suppression du Marché de Wazemmes, ce même jour.

La Commission fait sien l'avis défavorable exprimé par M. Devernay, Adjoint. La question sera revue lors de l'application de la semaine de 40 heures.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 19 h 50.

Le Secrétaire,

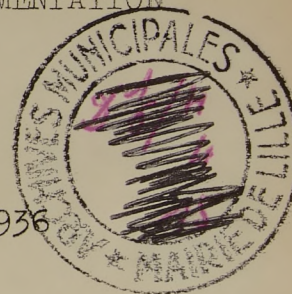
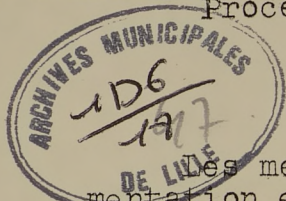
Dr DUCAMP

COMMISSION de la SOLIDARITE SOCIALE, de l'ALIMENTATION
et de l'HYGIENE PUBLIQUES

Conseil d'Administration
Réunion du 5 OCT 1936

M. PLANQUE

Procès-verbal de la réunion du 10 Septembre 1936



Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques se sont rendus à la Mairie le 10 Septembre 1936 à 18 heures, sous la présidence de M. Charles SAINT VENANT, Adjoint au Maire.

Etaient présents : MM. Cordonnier, adjoint au maire
Saint-Venant d°
Corbu, conseiller municipal
Farvacques, d°
Janssens, d°
Noterman, d°
Peeters, d°
Pouillaude, d°
S'étaient excusés: MM. Devernay, adjoint au maire
Masson, d°
Bauche, conseiller municipal
Godinot, d°
Leconte, d°
Martin, d°

Le procès-verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

I.- Demande d'autorisation pour l'installation d'une fonderie de métaux et alliages blancs, 45 rue Fabre d'Eglantine par M. Decréme, 20 rue Dervaux à Tourcoing.-

La Commission donne un avis favorable sous la condition que les prescriptions énumérées dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène seront observées.

II.- Demande d'autorisation pour l'installation d'un dépôt de films cinématographiques, 56 rue Faïdherbe, par la Société Paris Cinéma-Location, même adresse.-

La Commission émet un avis favorable sous la condition que les prescriptions indiquées dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène seront observées.

III.- Demande d'autorisation pour l'installation d'un dépôt de liquides inflammables, 220 rue du Faubourg d'Arras par M. Harduin, 46 à 50 rue du Faubourg d'Arras. Renvoi du dossier par M. le Préfet du Nord pour examen et avis définitif.

La Commission donne un avis défavorable définitif.

...

IV.- Demande d'autorisation pour l'installation d'un dépôt de films cinématographiques, 61 rue de Béthune par M. Dallenne, Directeur de la Compagnie Française Cinématographique même adresse.

La Commission émet un avis favorable sous la condition que les prescriptions indiquées dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène seront observées.

V - Création d'un marché Place Albert Thomas.

La Commission donne un avis défavorable.

VI - Demande de subvention pour l'organisation d'une fête au Sanatorium Boutillier à Berck

La Commission donne un avis défavorable. Il n'y a aucun Lillois dans ce Sanatorium.

VII.- Autorisation de stationnement Monbourg. Demande d'un nouvel emplacement.

Jusqu'ici, on n'a pas encore pu trouver un stationnement de remplacement pour le marchand de quatre saisons Monbourg. La Commission propose le maintien du statu quo jusqu'à nouvel ordre.

VIII - Dossiers d'assistance aux femmes en couches

La Commission donne un avis favorable aux demandes faites par les personnes suivantes qui ne disposent pas de ressources suffisantes :

Mmes Bichebois née Everaere Cécile, 63 rue Boucher de Parthes
Dhalluin née Castelain Blanche, 44 rue des Myosotis
Jodin, née Koner Claire, 19 rue du Dieu de Marcq,
Perque née Buysse Louise, 31 rue de la Bruyère
Trouwaert née Dumas Henriette, 20 rue de la Marmora
Weber née Foucaut Louise, 92 rue du Marché.

Elle donne un avis défavorable aux demandes faites par les personnes suivantes qui disposent de ressources suffisantes :

Mmes Brandt née Rousselle Germaine, 6 rue des Robleds
Castillo née Petit Claire, 25 rue Charles Quint,
Coisne née Raout Angèle, 114 rue Destailleurs
Dufromont née Lancelot Renée, 77 rue Négrier cour Deledeule 9
Fournet née Godin Marthe, 146 rue d'Arras,
Legros née Drozdowski Victoria, 12 rue de Crimée
Mielliet née Dhote Louise, 42 rue Désiré Bondues
Pérignon née Berquier Reine, 22 rue Gambetta,

Turon née Miro Marie Louise, 7 bis rue des Fossés,
 Van Liefferinge née Milliot Louise, 42 rue Godefroy Cavaignac
 Vantroyen née Liébart Germaine, 3 chemin de Bargues
 Verbèke née Vandemeulebrouck Solange, 7 rue du Cirque,
 Verbeken, née Picavet Sophie, 147 rue Saint Luc
 Vermoote née Follet Jeanne 54 rue de l'Arbrisseau
 Vossart née Delaval Denise, 90 rue Saint André

IX - QUESTIONS DIVERSES

1° - Demande d'autorisation pour l'installation d'un dépôt
 de films cinématographiques, 36 rue de Roubaix, par M.M. Desmet
 et Malbranck même adresse.

La Commission donne un avis favorable sous la condition que
 les prescriptions indiquées dans le rapport du Directeur du Bureau
 d'Hygiène seront observées.

2° - Preventorium de Gruson. Réclamation de Mme BAUCHE, direc-
 trice, contre la décision de l'Administration municipale.

L'Administration Municipale ayant pris elle-même la décision
 de ne plus envoyer d'enfants au Preventorium de Gruson lui trans-
 met pour examen la réclamation de Mme BAUCHE.

3° - Secours médicaux. Demande du Syndicat médical de Lille.

La Commission donne un avis favorable à la proposition faite
 par le Directeur du Bureau d'Hygiène.

4° - Ristourne d'octroi. Recul de la limite d'âge de 13 à 14 ans

La Commission émet un avis favorable.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 20 heures

Le Secrétaire,
 Dr DUCAMP

Comité d'Administration
Réunion du 26 OCT 1936

M. PLANQUELLES



Commission de la Solidarité Sociale,
de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques

Procès-verbal de la réunion du 8 Octobre 1936

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publiques se sont rendus à la Mairie le 8 Octobre 1936 à 18 heures, sous la présidence de M. le Dr Cordonnier, Adjoint au Maire.

Etaient présents : M.M. Cordonnier, Adjoint au Maire
Saint Venant, d°
Corbu, Conseiller municipal
Martin, d°
Noterman, d°
Peeters, d°
Pouillaude, d°

S'étaient excusés : M.M. Devernay, Adjoint au Maire
Masson, d°
Bauche, Conseiller municipal
Farvacques, d°
Godinot, d°
Janssens, d°
Lecoute, d°

Le procès-verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

I - Fourneaux économiques. Adjudication pour la fourniture de denrées. Désignation de deux conseillers municipaux pour former le bureau d'adjudication.

La Commission a désigné M.M. Noterman, Janssens comme titulaires, et Farvacques comme suppléant.

II - Demande de subvention par la Société Française de Bienfaisance de Bruxelles.

La Commission donne un avis défavorable car il existe un traité de réciprocité d'assistance franco-belge.

III - Demande d'une boîte pharmaceutique par le Syndicat ouvrier de l'Abattoir.

M. Saint Venant, adjoint, demande que cette question soit ajournée. La Commission est de cet avis.

IV - Requête adressée par les désinfecteurs à l'Organisation syndicale.

Les désinfecteurs du service municipal de la désinfection ont présenté à l'organisation syndicale des employés municipaux une

requête en vue d'obtenir la mise à la retraite à 55 ans d'âge après 25 années de services. M. le Dr Cordonnier, adjoint, fait remarquer que ces fonctionnaires sont soumis au cours de leurs opérations à l'absorption de gaz toxiques : vapeurs de formaldéhyde, anhydride sulfureux, hydrogène sulfuré. Des lettres ont été adressées aux maires de plusieurs grandes villes pour connaître le régime appliqué aux ouvriers soumis à l'absorption de gaz toxiques au cours de leur travail. La plupart d'entre elles ou mettent cette question à l'étude ou l'ont résolue par la mise à la retraite à 55 ans d'âge et 25 ans de services.

M. Saint Venant, adjoint, signale que ces agents auraient dû être compris dans le service actif où rentrent les agents de police, les sapeurs-pompiers et les employés d'octroi.

La Commission donne un avis favorable à la demande faite par les désinfecteurs.

V- Dossiers d'assistance aux femmes en couches.

La Commission émet un avis favorable aux demandes d'assistance faites par les personnes suivantes qui ne disposent pas de ressources suffisantes :

Mmes Delvel née Broutin Aline, 21 rue du Sabot
Gnatto née Suroy Malvins, 16 rue Bouguereau
Haustrate née Géré Berthe, 76 rue d'Austerlitz
Hespel née Mielotte Madeleine, 21 rue d'Ennetières
Lanceuw née Cornet Simonne, 44 rue du Curé St-Sauveur
Mullier née Défontaine Germaine, 35 rue des Trois Mollettes.

Elle donne un avis défavorable aux demandes d'assistance faites par les personnes dont les noms suivent qui disposent de ressources suffisantes :

Mmes Bonneze née Verbruggen Marie, 32 rue de Seclin
Calloire née Desrumaux Lucienne, 19 rue Godefroy Cavaignac
Corbu née Martin Eugénie, 9 rue du Général de Wett
Condette née Fournier Marie Thérèse, 3 rue des Primeurs
Crépin née Lépilliez Marcelle, 7 rue Denfert Rochereau
David née Thélie Clara, 150 rue Solférino
Doizy née Catiaux Ferdinande, 16 rue de Courtrai
Duquesne née Derveaux Paule, 42 rue d'Arcole
Fagez née Lust Geneviève, 5 rue Pliné
Lombart née Lievens Julianne, 5 rue de Wazemmes
Milowski née Ludwicki Cécile, 153 rue Solférino
Vandamme née Vercruysse Victorine, 1 rue d'Antin.

VI - Repos hebdomadaire. Avis sur dérogation demandée par M. Pierre De Keyser, marchand de charbon, 31 rue du Four à Chaux, Lille.

Le Syndicat des négociants de charbon et l'Union Syndicale des Transports de Lille se sont déclarés hostiles à la prise en considération de cette demande.

La Commission émet un avis défavorable.

VII.- Demandes de travaux dans les Ecoles Publiques présentées par MM. les Médecins-Inspecteurs Scolaires.

La Commission transmet avec avis favorable à l'Administration Municipale les demandes d'exécution de travaux dans les écoles faites par MM. les Médecins Inspecteurs Scolaires.

VIII.- Questions diverses.

1°- Demande de réduction du tarif des abonnements des marchés couverts et de plein air et d'interdiction d'entrer dans les marchés couverts le lundi. par M. JANSSENS.

La réduction du tarif des abonnements dans les marchés couverts et de plein air n'est pas de la compétence de la Commission; cette partie de la demande de M. JANSSENS doit être examinée par la Commission des Finances.

La question de fermeture des boucheries, charcuteries, épiceries, etc... n'a pas été traitée par l'Administration Municipale : elle le fut par l'autorité préfectorale.

La défense d'entrer dans les marchés couverts doit être réglée également par celle-ci.

2°- Réclamation des commerçants en marée et poissons de mer.

Il s'agit en l'espèce de différends commerciaux la Commission n'a pas à s'immiscer dans ces questions.

D'ailleurs la grève des mareyeurs à Boulogne est finie. Le trouble momentané apporté au marché du poisson de mer et aux expéditions est virtuellement terminé.

3°- Enlèvement des résidus organiques aux Abattoirs et Halles et Marchés. Demande de révision de la convention par les établissements Bourgeois, Verdier et Dufour réunis.

Cette Société demande une augmentation de 20% de la subvention accordée par l'Administration Municipale.

La Commission propose une augmentation de 10% de la subvention de 30.000 frs allouée par la convention.

4°- M. MARTIN signale que la maison PAUL située place de Strasbourg a fait une hausse assez importante sur ses produits de régime. Le pain de régime était à 5 frs 15 au début de septembre, il est actuellement à 5 frs 75.

L'épicerie 68 rue de Fontenoy a fait une hausse des prix de tous ses produits.

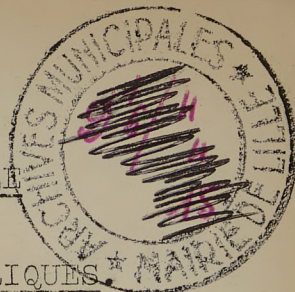
La Commission invite le service à signaler ces faits à M. le Commissaire Central.

L'ordre du jour étant terminé la séance est levée à 19 heures.

Le Secrétaire,

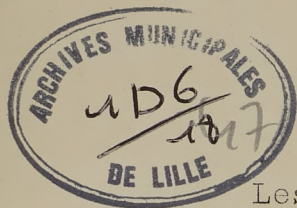
D^r DUCAMP.

Conseil d'Administration
Réunion du 16 NOV 1936
M. PLANQUE



COMMISSION de la SOLIDARITE SOCIALE

de l'ALIMENTATION et de l'HYGIENE PUBLIQUES.



Procès-verbal de la réunion du 5 Novembre 1936

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques se sont rendus à la Mairie le 5 Novembre 1936 à 18 heures, sous la présidence de M. DEVERNAY, Adjoint au Maire.

Etaient présents: M.M. Cordonnier, adjoint au Maire;
Devernay, d°
Corbu, conseiller municipal;
Farvacques, d°
Martin, d°
Peeters, d°
Pouillaude, d°

S'étaient excusés : M.M. Masson, adjoint au Maire
Saint Venant, d°
Bauche, conseiller municipal
Godinot, d°
Janssens, d°
Lecointe, d°
Noterman, d°

A l'occasion de la lecture du procès-verbal de la réunion du 8 Octobre dernier, M. Martin signale à ses collègues que l'augmentation du prix du pain de régime fabriqué par la Boulangerie Léon de la place de Strasbourg, a été portée non à 5 frs 75, mais à 6 frs. Sous le bénéfice de cette addition, le procès-verbal de la réunion du 8 Octobre est adopté.

I.- Travaux d'office à exécuter dans divers logements insalubres.

a) rue Pierre Legrand 44.- Propriétaire: M. Devrière, 95 rue de la Gare, à Baisieux.

b) rue du Commerce, 34.- Propriétaire: M. Ch. Destailleurs, 37 rue de la Bassée, à Lille.

c) rue Eugène Jacquet 29, allée Porchez, 19.- Propriétaire : M. Ch. Destailleurs, 37 rue de la Bassée, à Lille.

D'après le montant des travaux et les loyers annuels perçus la récupération des dépenses nécessitées par l'exécution d'office desdits travaux pourra se faire dans le délai de deux années au plus.

La Commission donne un avis favorable à cette exécution des travaux d'office.

II.- Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. 2ème classe. Dépôt de films cinématographiques, 50 rue de Béthune. par la Société Ciné-Nord-Distribution, même adresse.

La Commission émet un avis favorable sous la condition que les prescriptions signalées dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène seront observées.

III.- Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. 2ème classe. Dépôt de films cinématographiques, 23 rue de l'Hôpital Militaire par M.M. Miomandre et Beauprez, même adresse.

La Commission donne un avis favorable sous la condition que les prescriptions énumérées dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène seront observées.

IV.- Création d'une Cité-Jardin dans laquelle seraient installées des caravanes de vieux forains.

M. Scherry, secrétaire du Groupement de Défense et d'Entr'aide des Industriels forains demande à l'Administration Municipale de bien vouloir donner à son Groupement un terrain qui permettrait d'installer une cité jardin pour y abriter des caravanes de vieux forains.

La Commission du Plan a donné un avis défavorable.

La Commission de Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques donne également un avis défavorable.

V.- Désignation des jours de fête locale.

Jusqu'ici l'Administration Municipale accordait deux jours de fête locale: le dimanche précédant la Sainte Catherine, le dimanche précédant la Noël.

Les organisations intéressées ont été consultées. L'Union Locale des Syndicats Ouvriers, la Chambre Syndicale des Employés de la Région Lilloise, le Syndicat libre des Employés de la Région du Nord sont opposés à toute dérogation du repos hebdomadaire.

La Commission donne un avis défavorable.

VI.- Subsidés à diverses Associations pour participation à des Congrès. Demande de supplément de crédit.

Le crédit de l'article 212 du Budget Ordinaire pour subsidés à diverses associations en vue de participer à des Congrès est inscrit au budget pour la somme de 13.500 frs. Il s'est révélé insuffisant à la suite des congrès imprévus qui se sont tenus ces derniers mois. Un crédit supplémentaire de 1.500 frs est demandé.

La Commission donne un avis favorable.

M. Devernay propose d'accorder la subvention aux Fédérations d'Industrie en raison de deux délégués au maximum par fédération; ces délégués doivent habiter Lille. Les demandes devront être faites avant les Congrès.

La Commission partage l'avis de M. Devernay.

VII.- Indigents de passage. Demande d'augmentation du nombre des indigents à loger par l'Armée du Salut.

M.le Directeur de l'Armée du Salut demande que la Ville lui envoie plus d'indigents de passage à héberger dans son hôtel. Jusqu'ici il reçoit chaque nuit 6 indigents et touche 5.000 F. par an. M. Saint Venant, Adjoint, estime que la Ville ne peut faire plus actuellement.

La Commission est également de cet avis.

VIII.- Questions diverses.

1° Dossiers d'assistance aux femmes en couches.

La Commission donne un avis favorable aux demandes faites par les personnes dont les noms suivent, car elles ne disposent pas de ressources suffisantes:

Mmes Beauné née Macarez Gabrielle 44 rue Edouard Doyennette

Callens née Vandenbossche Angèle 25 rue Newton

Castrique née Gorrez Marie, 7 rue Canrobert

Dombrin née Parmentier Louise 153 Boulevard Montebello

Vanduynslaeger, née Deprez Albertine, 4 rue Emile Roué.

Verlinde née Reyns Cornélie 76 rue Sylvert Verhulst

Jagla Broinslaw, 55 rue du Vieux Faubourg

Verhaeghe née Malagié Georgette, 64 avenue de Bretagne

Elle donne un avis défavorable aux demandes faites par les personnes suivantes qui disposent de ressources suffisantes.

Mmes Cadart née Monteyne Maria 26 rue du Commerce

Dallenne née Cayroy Jeanne 50 rue de Loos

Déclémy née Lasalle Méline 236 rue des Bois Blancs

Deregnacourt née Harbaut Léone, 25 rue des Trois Mollettes

Dewit née Bauduin Victorine, 151 rue des Postes

Foucarrat née Herinburger Antoinette 82 rue Jules Guesde

Garbil née Detournignies Hélène, 118 rue du Faubourg de Douai

Haage née Caplain Léa Flore Marie Rue St Amant, Impasse Chateau

Houssier née Honrard Germaine 2 place Albert Thomas

Legry née Boulanger Marcelle 16 rue du Barbier Maes

Markey née Decreus Marie Louise 55 rue Alfred de Musset

Michailoff née Lemaire Raymonde 14 rue d'Ennetières

Vandeville née Bomann Marcelle 41 rue des Vicaires

Vaneesberghe née Weels Anne, 136 rue d'Artois

Verhaeghe née Lejeune Fernande 203 rue d'Iéna C/d'Iéna 17

Vernez née Beelaert Jeanne 9 rue du Faubourg de Douai

Delporter née Bayart Albertine 76 rue du Four à Chaux

Pède née Pollet Albertine 16 rue Desaugiers

2° M. Marin signale que les travaux de peinture des façades des maisons Wallaert n'ont pas été faites. M. Ducamp informe M. Martin que des dossiers d'insalubrité ont été préparés pour toutes ces maisons des rues Fontenoy et Fénélon et que les propriétaires Wallaert, Scribe etc ont été invités à exécuter les travaux demandés. La procédure de l'art. 12 va être continuée.

3° M.Peeters fait remarquer que la Compagnie des Tramways a demandé la suppression de l'autobus 2 parce que le rapport kilométrique est insuffisant; mais l'Hôpital Sanatorium vient d'être ouvert et la clientèle de l'autobus 2 va augmenter.

La Commission est d'avis de surseoir à cette suppression pour voir s'il n'y aura pas un meilleur rendement quand l'Hôpital Sanatorium fonctionnera à plein.

4° M.Peeters demande qu'on interdise l'accès du Minck aux particuliers, que seuls les marchands de poissons puissent acheter.

La Commission fait remarquer à M.Peeters qu'en raison de la liberté du commerce la réglementation proposée n'est pas légale.

M.Ducamp donne des explications à M.Farvacques sur les incidents qui se sont passés au Minck pendant la grève des mareyeurs.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 19 H.40

Le Secrétaire

Dr.DUCAMP,

Conseil d'Administration
Réunion du 14 DEC 1936
M. PLANQUE



Commission de la Solidarité Sociale

de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques



Procès-verbal de la réunion du 3 Décembre 1936

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène publiques se sont rendus à la Mairie le 3 Décembre 1936 à 18 heures, sous la présidence de M. le Dr Cordonnier, Adjoint au Maire.

Etaient présents : M.M. le Dr Cordonnier, Adjoint au Maire,
Corbu, Conseiller Municipal,
Farvacques, d°
Godinot, d°
Janssens, d°
Noterman, d°
Pouillaude, d°

S'étaient excusés : M.M. Devernay, Adjoint au Maire,
Masson, d°
Saint-Venant, d°
Bauche, Conseiller Municipal,
Ieconte, d°
Martin, d°
Peeters, d°

Le procès-verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

I.- Vidange des fosses d'aisances des bâtiments communaux en 1937. Examen des propositions pour le renouvellement du marché.

Les entrepreneurs de vidanges de Lille et de sa banlieue ont été consultés. Seuls ceux dont les noms suivent ont fait des propositions.

M. Marc Cantraine, 22 rue du Fg des Postes, Lille, demande pour effectuer les travaux de vidanges en question pendant l'année 1937, la somme de 50.000 frs.

M.M. Delefosse et Duflot, 159 rue du Marais, Lomme, proposent la somme de 53.200 francs.

Mme Veuve Springard - Vidanges Lilloises - 57 rue Jean sans Peur, Lille, demande la somme de 52.250 frs.

M. Courouble, à Marcq en Baroeul (Buisson) propose la somme de 65.000 frs.

La Commission émet l'avis de confier la vidange des fosses d'aisances des bâtiments communaux à M. Marc Cantraine, qui a fait l'offre la plus avantageuse.

II.- Service des désinfections. Proposition pour la fourniture de formol en 1937. Avis.-

M.M. Gignoux frères et Barbezat à Devines (Isère) ne peuvent se mettre sur les rangs des candidats adjudicataires, leurs vendeurs ne voulant pas faire de marché avec eux.

La Société des Produits Chimiques de Loos, 63 rue des Oliveaux à Loos, ne peut s'engager pour un prix pour toute l'année 1937.

La Maison Danjou, 28 rue de l'Hôpital Militaire, Lille, présente le prix de 4.50 le kilo.

L'Administrateur-Directeur des Anciens Etablissements Verbièse, II rue Gay Lussac, à La Madeleine, propose le prix de 3.75 le kilo (le même que celui de 1936).

La Commission donne l'avis d'attribuer la fourniture à M. Collas, Administrateur-Directeur des Anciens Etablissements Verbièse, comme ayant fait l'offre la plus avantageuse.

III.- Demande de maintien à l'Hospice du Calvaire de Lyon par Mlle Reine Bronze qui y a été admise au compte de la Ville de Lille.-

La Commission donne un avis favorable pour le maintien à l'Hospice du Calvaire de Lyon.

IV.- Assistance aux femmes en couches. Demandes - Avis.-

La Commission donne un avis favorable aux demandes faites par les personnes dont les noms suivent : elles ne disposent pas de ressources suffisantes.

Mmes Gaudet, née Coquet Renée, 38 rue de Cronstadt,
Scherriff, née Liévin Jeanne, 105 rue Meurein, cour Ramart 20
Meschart, née Demay Hélène, 130 rue Paul Lafargue,
Veirman, née Kielle Régina, rue du Pôle Nord, cour Bocquillon 5
Verhoeve, née Legros Germaine, rue des Bois Blancs, cour
Darche 341.

Elle émet un avis défavorable aux demandes faites par les personnes suivantes qui disposent de ressources suffisantes :

Mmes Boulogne, née Jarzyna Marianne, 14 rue de Gand,
Deflandre, née Bouchery Fernande, rue Gutenberg, cour Poissonnier 3
Delvallée, née Descattoire Alphonsine, 19 rue Greuze,
Dhérin, née Schœckaert Marie, 313 rue Pierre Legrand,

Mmes Hallet, née Dewilde Aline, rue de Canteleu, cour St Joseph, 16
Hallier, née Degroisse Marcelle, 16 rue Denfert Rochereau
prolongée
Mélan, née Lebrun Ida, 13 rue Kuhlmann,
Milleville, née Hay Ida, 64 rue de la Barre,
Molon, née Bourdon Maria, 38 rue Pasteur,
Sapin, née Delacroix Suzanne, 68 rue Désiré Bondues,
Senet, née Taffin Clara, 27 rue Saint Gabriel,
Vandensteendam, née Mangin Hélène, 17 rue du Sabot,
Verdgen, née Lecoutre Simone, Place Arago, cour Montaigne 6,
Chavatte, née Van Belle Alphonsine, 10 rue Crespel Tilloy,
Dron, née Fussien Emilienne, 30 rue Edouard Doyennette,
Pattiniez, née Six Jeanne, 3 rue Edmond Bailleux.

V.- Bureau de Placement, 3 Square de Jussieu à Lille.Cession

M. Alfred Delahaye, titulaire du Bureau de Placement l'Ange
Gardien, 3 Square de Jussieu, à Lille, le cède à Mme Veuve Dele-
mer, née Jacquin Evelina.

Ce bureau place les gens de maison.

M.le Directeur de l'Office départemental de Placement estime
que rien ne s'oppose à ce que l'autorisation de cession soit accor-
dée.

Un projet d'arrêté ratifiant cette cession est proposé par
le Service à l'Administration.

La Commission donne un avis favorable.

VI.- Questions diverses.-

M. Godinot réclame à nouveau la création d'un Fourneau Eco-
nomique au Faubourg des Postes. La Commission appuie cette ré-
clamation.

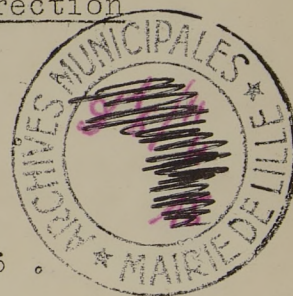
L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h30.

Le Secrétaire,

Dr DUCAMP .



COMMISSION de la SOLIDARITE SOCIALE
de l'ALIMENTATION et de l'HYGIENE PUBLIQUES



Procès-verbal de la réunion du 17 Décembre 1936 .

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques se sont rendus à la Mairie le 17 Décembre 1936 à 18 heures, sous la présidence de M. le Dr CORDONNIER, adjoint au Maire.

Etaient présents: M.M. le Dr Cordonnier, adjoint au Maire;
Saint Venant, d°
Bauche, conseiller municipal
Corbu, d°
Farvacques, d°
Janssens, d°
Martin, d°
Noterman, d°
Peeters, d°
Pouillaude, d°

S'étaient excusés: M.M. Devernay, Adjoint au Maire
Masson, d°
Godinot, conseiller municipal
Leconte, d°

Le procès-verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

I.- Lotissement d'un terrain, place de Tourcoing, par M. Jacques Pons, 50 rue du Molinel, à Lille.

La Commission donne un avis favorable.

II.- Demande de création de deux marchés aux fleurs les jours précédant la Toussaint, rue du Vieux Faubourg et place Barthélemy Dorez.

Après lecture du rapport du Directeur, la Commission demande qu'il y ait un complément d'enquête et qu'on entende les horticulteurs qui ont fait une réclamation et quelques marchands qui vendent des fleurs aux abords des cimetières les jours précédant la Toussaint.

III.- Dossiers d'assistance aux femmes en couches.

La Commission donne un avis favorable aux demandes faites par les personnes suivantes qui ne disposent pas de ressources suffisantes:

Mmes Dupré née Verbruggen Zoé, rue Lequeux, cour Bécu, 15
Verbrouck Yvonne, 89bis rue d'Iéna.

Elle émet un avis défavorable pour les demandes suivantes
faites par des personnes qui disposent de ressources suffisantes :

Mmes Bourdon née Doolaghe Augusta, 56 rue Jean Jaurès
Debaisieux, née Dewasme Denise, 56 rue Henri Kolb

IV.- Transfert des cendres de M.M. Philibert Vrau et Camille
Féron-Vrau à la crypte de la Basilique Notre Dame de la Treille.

La Commission donne un avis favorable; rien ne s'oppose à
ce transfert au point de vue de l'hygiène.

V.- Fourniture du lait aux Crèches Municipales. Marché.

M. Decherf, fournisseur habituel du lait aux Crèches Municipales, avait proposé Ifr.20 le litre. Sur notre intervention, il a réduit ce prix à Ifr.15. La fourniture en 1937 se fera donc au tarif de Ifr.15 le litre.

La Commission propose d'accepter ce prix.

VI.- Questions diverses.

a) Demandes de maintien

1° de Mlle Virginie Danel à l'Hospice de Saint Amand
2° de M. Alphonse Lala à l'Hospice de Bailleul.

La Commission émet un avis favorable à ces demandes.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 19 h.20.

Le Secrétaire,

Dr DUCAMP

MAIRIE DE LILLE

5ème Direction

Conseil d'Administration

Réunion du 8 FEV

M. PLANQUE 1937



Commission de la Solidarité Sociale,
de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques

Procès-verbal de la réunion
du 28 Janvier 1937

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques se sont réunis à la Mairie le 28 Janvier 1937, sous la présidence de M. le Dr Cordonnier, adjoint au maire.

Etaient présents:

M.M. le Dr Cordonnier, adjoint au maire
Corbu, conseiller municipal
Pouillaude, d°

S'étaient excusés :

M.M. Bertrand, adjoint au maire
Devernay, d°
Masson, d°
Bauche, conseiller municipal
Farvacques, d°
Godinot, d°
Janssens, d°
Leconte, d°
Martin, d°
Notermann, d°
Peeters, d°

Après lecture, le procès-verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

I.- Demande de création de deux marchés aux fleurs les jours précédant la Toussaint

N'étant pas en possession d'informations suffisantes, la Commission renvoie l'étude de cette demande à une prochaine séance.

II.- Désignation de deux membres de la Commission pour la représenter au bureau d'adjudication pour la fourniture de cercueils aux indigents.

La Commission mandate M.M. Farvacques et Notermann, conseillers municipaux pour la représenter au Bureau d'adjudication.

III.- Fourneaux économiques. Demande de M. Théry, adjudicataire, pour l'augmentation du prix de la viande d'une somme égale à l'élévation des droits d'octroi.

La Commission fait observer qu'en donnant satisfaction à cette demande, la Ville perdrait sur cette fourniture le bénéfice qu'elle attend justement du relèvement du tarif de l'octroi et qu'elle justifierait l'incorporation pure et simple de l'augmentation des droits d'octroi par les détaillants dans les prix de vente. Tenant compte toutefois de l'imprévisibilité de cette augmentation lors de la signature du marché, la Commission émet l'avis de proposer à l'adjudicataire l'incorporation de moitié de l'augmentation des droits soit 0 fr. 055.

IV.- Dossiers d'assistance aux femmes en couches

La Commission prend acte des informations données par le service et selon lesquelles certaines Commissions cantonales, tenant compte de l'augmentation des salaires, ont augmenté le barème de 10 % à la base et ont même appliqué 15 % pour les familles ayant plusieurs enfants.

La Commission estime dès lors qu'elle peut sans exagération se baser sur les nouveaux chiffres du barème modifié.

Elle donne en conséquence un avis favorable aux demandes faites par les personnes suivantes qui ne disposent pas de ressources suffisantes.

Mmes Baclet née Raymonde Pluquin, 40 rue des Bouchers
 Capelle née Fernande Sapin, Quai de la Haute Deûle, impasse Scalbert 4
 Cornil née Marthe Therby, 33 rue de Poids
 Degraeve née Clémence Brame, 6 rue Copernic
 Delangue née Sophie Ferwez, 89 rue de Cronstadt
 Delannoy née Léonie Selle, 25 rue Pierre Curie
 Deraedt née Fernande Lavallez, 14 rue Victor Tilmant
 Duprez née Louise Deparis, 28 rue Charles Quint
 Durand, née Hermance Louis, 27 rue Hegel
 Fiers née Nadia Lebeau, rue Auber c/des Blanchisseurs 5
 Frenkel née Maria Rubin, 20 rue d'Esquermes
 Huylebroeck née Raymonde Vandeputte, 169 avenue de Dunkerque
 Lefebvre née Alphonsine Métro, 19 rue du Bel Air
 Lemoine née Georgette Fourrier, 10 rue Victor Renard
 Manderick née Clémentina Eeckemann, 71 Boulevard Montebello
 Poncet née Clémence Vilion, 4 rue Coquerez
 Ridez née Louisa Bombeeck, 179 rue Colbert
 Trouillet née Lucienne Lejeune, 32 rue Auguste Comte
 Van Dorpe née Julienne Desreumaux, 5 bis rue Beaucourt Decourchelles
 Vlaemynck née Jeanne Croquette, 75 rue de Fontenoy

Elle émet un avis défavorable pour les demandes suivantes faites

par des personnes qui disposent de ressources suffisantes :

Mmes Fera née Cécile Malysczyk, 348 rue du Fg d'Arras
 Henry née Denise Vanseveren, 174 rue d'Isly
 Langie née Raymonde Guyot, 7 rue d'Esquermes
 Lécroart née Alice Caumare, Quai de l'Ouest c/St Joseph 17
 Rosiers née Jeanne De Keyster, 16 rue Abélard
 Schcendorff née Adèle Decoen, 60 rue de la Justice.

VI.- Questions diverses

a) Logement insalubre 218-220 rue Léon Gambetta - Travaux d'office

La Commission donne avis favorable à l'exécution des travaux d'office dans les conditions fixées par le rapport du Bureau d'Hygiène.

b) Bains Municipaux du Boulevard de la Liberté - Manque de propreté

M. Corbu signale la malpropreté des cabines déshabilleoirs des piscines et des cabines baignoires de la rue d'Hazebrouck. On y trouve jusqu'à des excréments et les usagers des cabines baignoires trouvent parfois souillée l'eau de la baignoire qu'on leur a préparée.

Un client à qui la chose était arrivée est parti sans vouloir se baigner.

M. le Docteur Cordonnier, adjoint délégué au service, va saisir de ces faits le régisseur de l'établissement et lui signaler qu'ils ne doivent plus se reproduire.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18 h. 45.

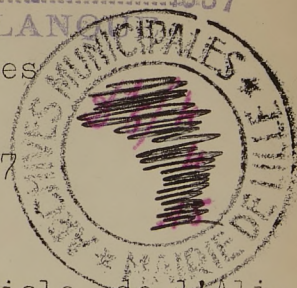
Le Secrétaire,

A. OLAIÉ.



Conseil d'Administration
Réunion du 13 Mars 1937

Commission de la Solidarité Sociale,
de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques



Procès-verbal de la réunion du 4 Mars 1937

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques se sont réunis à la Mairie le 4 Mars 1937, sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier, adjoint au Maire.

Etaient présents : M.M. Bertrand, adjoint au Maire
Cordonnier, d°
Corbu, conseiller municipal
Farvacques, d°
Godinot, d°
Janssens, d°
Martin, d°
Noterman, d°
Pouillaude, d°

Absents : M.M. Devernay et Masson, adjoints au Maire
Bauche, Leconte, Peeters, conseillers municipaux.

Après lecture le procès-verbal de la dernière réunion est adopté sans observation.

I - Bains Municipaux boulevard de la Liberté. Rapport du régisseur sur les plaintes concernant la malpropreté de l'établissement.

La Commission décide de transmettre le rapport à l'Administration Municipale.

Elle s'étonne qu'aucun travail de peinture n'ait été fait depuis douze ans à l'intérieur de l'établissement, ce qui n'est certainement pas pour lui donner l'aspect de propreté que désirent les usagers.

Elle propose :

- a) que le service des travaux soit invité à refaire sans délai toutes les peintures de l'établissement;
- b) que ces travaux de peinture soient désormais exécutés à des intervalles plus rapprochés;
- c) que le même service étudie la possibilité d'assurer l'écoulement de l'eau répandue par les baigneurs dans les couloirs du rez-de-chaussée des cabines de déshabillage;
- d) qu'une note soit envoyée aux dirigeants des sociétés sportives pour leur demander d'inviter leurs adhérents à laisser les cabines, couloirs, halls et piscines dans un parfait état de propreté après leurs séances d'entraînement.

II - Bains Municipaux rue Dupuytren. Lavage des serviettes. Demande d'emploi d'un auxiliaire.

La Commission donne un avis favorable à l'emploi d'un auxiliaire deux jours par semaine.

III - Section sportive de "Lille Université Club". Demande d'admission gratuite des adhérents à la Piscine du Boulevard de la Liberté.

La Commission donne un avis défavorable pour les raisons énumérées dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène.

IV - Dispensaire Municipal de Prophylaxie antivenérienne. Demande de relèvement de traitement par les deux assistantes médicales.

La Commission, considérant que le traitement de ces assistantes est demeuré au même taux depuis l'année 1921, donne avis favorable à son relèvement et propose de saisir la Commission du Personnel.

V - Demande d'admission à l'école de rééducation de Roubaix par M. Louis Vanderkluysen.

La Commission donne avis favorable. Les frais seront supportés par le crédit inscrit au budget pour l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables.

VI - Assistance aux femmes en couches. Examen des dossiers. Avis.

La Commission donne un avis favorable aux demandes faites par les personnes suivantes qui ne disposent pas de ressources suffisantes :

Mmes Beaucier née Zélia Beud, 9 rue Auguste Comte
Desmulliez née Geneviève Godin, 16 rue Gustave Testelin
Goossens née Georgette Watremaz, 193 bd Victor Hugo, c/Reboux 6
Bruchet née Julie Denoyelle, 28 rue Désiré Bondues
Feys née Madeleine Delbart, 84 rue d'Arras
Linktevoet née Laure Dernoncourt, 20 rue Godefroy Cavaignac.

Elle émet un avis défavorable pour les demandes faites par les personnes ci-dessous qui disposent de ressources suffisantes :

Mmes Cardock née Martha Bouchart, 1 rue Gustave Courbet
Maes née Marie-Louise Backlandt, 9 rue d'Aboukir
Monté née Marthe Malingriaux, rue Matteotti, c/ Mascart 12
Vaerhuysen née Madeleine Descamps, rue Fontaine del Saulx,
c/ Vitez 4
Dervaux née Julienne Debuyser, 64 rue Sylvère Verhulst
Frémery née Marie Danesse, rue Cabanis, pav. Casseville 32
Pechon née Germaine Foureux, 50 rue de la Monnaie
Vandendooren née Madeleine Duthoit, 13 rue P.L. Courier
Verloingne née Marie Fournier, chemin des Alouettes 63bis

VII - Questions diverses.

- a) Vidange des fosses d'aisances. Arrêté du 23 Septembre 1937.
Brûlage des gaz. Danger d'explosion.

La Commission demande à l'Administration Municipale de provoquer l'avis de la Commission de sécurité sur la question soulevée par les entrepreneurs de vidange.

- b) Projet de construction d'un immeuble à l'angle du boulevard Vau-
ban et de la rue Desmazières. Demande de dérogation à l'article
du Règlement Sanitaire fixant la hauteur maximum des constructions.

Après lecture de la note explicative du Directeur du Bureau d'Hygiène et examen des plans annexés, la Commission émet un avis favorable à l'octroi de la dérogation demandée et ce, en raison a) de l'emplacement favorable de l'immeuble b) de l'intérêt qu'il y a à ne pas entraver un projet dont la réalisation procurera du travail à de nombreux ouvriers.

- c) M. Farvacques signale l'insalubrité engendrée par l'urinoir situé rue des Molfonds. à proximité de la rue de Béthune. Il demande que cet urinoir soit supprimé. La Commission s'associe à ce vœu.

- d) M. Martin signale le mauvais état de la cour et des cabinets d'aisances de l'école Victor Duruy. La Commission demande que le Service des Travaux soit invité à remédier à l'état de choses actuel. En ce qui concerne la cour, l'épandage de gravier n'améliore pas la situation et très rapidement de nouvelles flaches d'eau se produisent. Il semble qu'une opération de drainage soit nécessaire.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h 05

Le Secrétaire,
A. CLAIÉ.

Conseil d'Administration
Réunion du 19 AVR 1937

Commission de la Solidarité Sociale
de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques



Procès-verbal de la réunion du 8 Avril 1937

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques se sont réunis à la Mairie le 8 Avril 1937 à 18 heures sous la présidence de M. le Dr Cordonnier, adjoint au Maire.

Etaient présents: M.M. Bertrand et Cordonnier, adjoints au Maire,
M.M. Bauche, Corbu, Farvacques, Janssens,
Peeters, Pouillaude, conseillers municipaux.

Absents : M.M. Devernay et Masson, adjoints au Maire
M.M. Godinot, Lecomte, Martin, Noterman.

Après lecture le procès-verbal de la dernière réunion est adopté sans observation.

I - Bains Municipaux, Boulevard de la Liberté. Demandes diverses du Cercle Ouvrier Sportif "Les Nageurs Lillois".

Examinant successivement les demandes énumérées dans la lettre adressée à M. le Maire le 20 Février 1937 par M. le Président des "Nageurs Lillois" La Commission émet les avis suivants:

a) Fourniture d'une armoire pour l'exposition des récompenses obtenues par la Société dans le vestibule de la piscine. Avis favorable.

b) Acquisition d'un mannequin de sauvetage. Avis favorable sous condition que ce mannequin demeurera la propriété de la Ville et sera mis à la disposition des deux Sociétés agréées par l'Administration Municipale "Nageurs Lillois" et "Pupilles de Neptune".

c) Demande de libre disposition de la piscine le Dimanche, de II h 45 à 13 h 15 afin de permettre la création d'une section féminine des "Nageurs Lillois".

Considérant que le Dimanche à II h 45 les usagers payants remontent seulement de la piscine et que dès lors la plupart des cabines seront occupées, la Commission donne un avis défavorable à l'octroi des jour et heure demandés. Elle donne mandat au service de s'informer si la libre disposition de la piscine ne pourrait être accordée le Lundi après midi pendant I h 1/2.

Elle tient d'ores et déjà à marquer qu'une extension indéfinie des avantages accordés contre une faible redevance est de nature à accentuer le déficit financier de notre établissement.

d) Bains Mixtes. La Commission maintient les avis défavorables qu'elle a émis antérieurement et notamment le 30 Janvier 1936. La disposition de l'établissement et particulièrement celle des douches

ne permet pas d'éviter certains inconvénients qu'entraînerait le mélange d'individus de sexes différents.

II - Marché de la Place du Concert - Modification des jours de marché.

La Commission surseoit à statuer, voulant d'abord connaître les résultats du referendum auquel procèdent actuellement les marchands de marché sur cette question.

III - Attribution aux Hospices de Lille de l'actif de l'Association dite "Oeuvre des Mères Abandonnées avec de jeunes enfants.

La Commission donne avis favorable sous condition que les Hospices de Lille ne pourront bénéficier de la subvention annuelle de 2.250 francs qui était accordée par la Ville à l'Oeuvre des Mères Abandonnées.

IV - Conseils de Prud'hommes. Institution de sections agricoles. Requête de la section fédérale des Ouvriers Agricoles de Lille.

La Commission émet un avis favorable à l'installation de sections agricoles au sein des Conseils de Prud'hommes.

V - Institut Pasteur de Lille. Demande de relèvement de la subvention de la Ville.

Après lecture du rapport de M. le Docteur Cordonnier, la Commission en adopte les conclusions et ajourne toute décision jusqu'à ce que lui soient connues les mesures adoptées par le Conseil Général du Nord.

VI - Manque d'entretien et de propreté des locaux scolaires. Rapport présenté à l'assemblée du Groupement Lillois des Instituteurs et Institutrices

La Commission reconnaît le bien fondé des critiques faites par le rapport. Elle propose à l'Administration Municipale l'adoption des mesures suivantes:

a) Nomination d'une femme à journée à demeure pour six classes au maximum.

b) de remplacer l'arrosage précédant le balayage par le jet de sciure de bois mouillée. A cet effet, de la sciure de bois devra être fournie dans toutes les écoles publiques.

c) le contrôle régulier du nettoyage et à cet effet la nomination de deux surveillantes.

d) transmettre pour étude et exécution aux services des Travaux les demandes relatives à l'éclairage, aux peintures, pavage de cours, transformations ou aménagements de locaux, water-closets, urinoirs, etc..

VII - Demande de garantie communale pour le remboursement du prêt à contracter par l'Association Syndicale des propriétaires de la rue Paul Bert - voie privée.

La Commission donne avis favorable aux conditions fixées dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène.

VIII- Demande de garantie communale pour le remboursement du prêt à contracter par l'Association Syndicale des Propriétaires de la rue Allard Dugauquier - voie privée.

La Commission donne avis favorable aux conditions fixées dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène.

IX - Assistance aux femmes en couches - Examen des dossiers.

La Commission donne un avis favorable aux demandes faites par les personnes suivantes qui ne disposent pas de ressources suffisantes :

Mmes Bauwens, née Simonne Scheers	29 rue Charles de Muyssaert
Maréchaux, née Yvonne Lefebvre	175 rue des Postes
Van Iseghem, née Denise Barbay	72 avenue Butin
Fiems, née Germaine Barremacker	70 rue Sylvère Verhulst

Elle émet un avis favorable pour les demandes faites par les personnes ci-dessous qui disposent de ressources suffisantes :

Mmes Bonnel, née Suzanne De Marez	67 rue de l'Est
Debruyne, née Marie Louise Vandecastelle	107 rue de Russie
De Rycker, née Jeanne Delplanque	136 r. du Fg des Postes
Dervaux, née Carmen Lamour	360 rue du Fg d'Arras
Dullnard, née Germaine Decottignies	6 rue du Buisson
France, née Fernande Oden	40 rue Henri Kolb
Grosjean, née Madeleine Leignel	40 rue Gosselet
Lefever, née Angèle Missienne	36 rue La Bruyère
Liebaert, née Carmen Caspers	82 r.de Flandre, c. Caudron 4
Makara, née Bronislawa Shotuicka	45 Bd Camot
Menneveux, née Marguerite Deswarte	1 rue du Pont Neuf
Sanders, née Jeanne Tullifer	36 rue Clovis Hugues
Uhryn, née Sophie Pèle	45 rue Saint Sauveur
Vanacker née Madeleine Senélaer	9 rue Ambroise Paré
Valet, née Léonie Beaussart	61 rue des Sarrazins
Willocq, née Madeleine Dorchie	34 rue Balzac
Barbillon, née Irma Bray	21 rue de Valenciennes
Collin, née Monique Grzouka	13 place Philippe de Girard
Colmant née Ludovica Cluckers	26 rue Godefroy Cavaignac.
Dujardin, née Jeanne Nivresse	14 rue Paul Louis Courier
Guelton, née Pauline Telle	244 rue des Postes

Mmes Lutun, née Paula Van Huffel
Marlier, née Louise Caron
Pichon, née Zulma Hageman

Pressé, née Adèle Brogniart

Woillez, née Céline Eeckelot

r. Jules Breton c. Desmottes 20
r. de Lamoy c. Bocquet 31
r. du Pont du Lion d'Or
c. Deporter
27 r. Denfert Rochereau
prolongée
72b. avenue du Peuple Belge

X - QUESTIONS DIVERSES -

1° - Demande d'augmentation de subvention par l'Armée du Salut.

La Commission propose d'accroître la subvention annuelle de 5.000 frs accordée à l'Armée du Salut de la somme de 2.250 frs qui était allouée à l'Oeuvre des Mères Abandonnées dont l'actif et notamment la Maison Maternelle vont être attribués aux Hospices de Lille.

2° - Hospitalisation des Filles Soumises. Suppression du service d'hospitalisation de l'Hospice Général et transfert à l'Hôpital Saint Sauveur des prostituées malades.

La Commission s'étonne qu'une décision aussi grave ait été prise sans que les services intéressés aient été avisés. Elle approuve le rapport du Docteur Vanhaecke, en adopte les conclusions et demande à l'Administration Municipale d'intervenir d'urgence auprès de l'Administration des Hospices afin qu'elle rétablisse l'hospitalisation des filles soumises en service clos.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h.50.

Le Secrétaire :

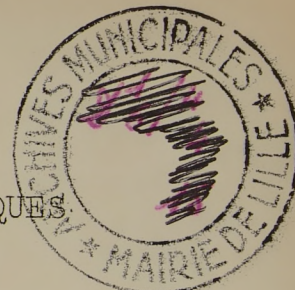
signé : CIAIE

Conseil d'Administration
Réunion du 14 MAI 1937

M. PLANQUE

COMMISSION de la SOLIDARITE SOCIALE

de l'ALIMENTATION et de l'HYGIENE PUBLIQUES



Procès-Verbal de la Réunion du II Mai 1937

Les Membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques, se sont réunis à la Mairie, le II Mai 1937, à 18 heures, sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier, adjoint au Maire.

Etaient présents: M. Cordonnier, adjoint
MM. Corbu, Martin, Notermann et Pouillaude,
conseillers municipaux

Excusés : MM. Farvacques et Peeters, conseillers
municipaux

Absents : MM. Bertrand, Devernay et Masson, adjoints
au maire
MM. Bauche, Godinot, Janssens et Leconte,
conseillers municipaux.

Après lecture, le procès-verbal de la dernière réunion est adopté sans observation.

I - Lotissement d'un terrain rue Bonte Pollet.

La Commission émet un avis favorable sous les conditions fixées dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène.

II- Association syndicale des propriétaires de la rue Etienne Marcel - Demande d'avance sur la subvention à accorder par la Ville, afin de permettre l'établissement immédiat d'un aqueduc.

La Commission donne avis favorable à l'avance d'une partie de la subvention en vue de la construction immédiate d'un égoût dans la rue Etienne Marcel. Elle précise que le versement de cette avance devra être subordonné à l'observation des conditions fixées dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène.

III- Aménagement du lotissement défectueux de la rue Allard Dugauquier. Demande d'une subvention complémentaire de l'Etat.

Considérant l'intérêt que présente pour la Ville l'aménagement des voies privées, la Commission propose d'appuyer la demande adressée à M. le Ministre de l'Intérieur par l'Association Syndicale.

IV - Service de désinfection - Proposition de relèvement des taxes.

La Commission donne avis favorable aux propositions contenues dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène.

V - Piscine des bains du Boulevard de la Liberté - Demande tendant à réserver une heure chaque semaine aux élèves du lycée Fénelon.

La Commission propose de réserver une heure chaque semaine - le Jeudi de 14 à 15 heures - sous les conditions suivantes :

- 1°- Les bénéficiaires devront acquitter le tarif normal de 2.25 et non le tarif scolaire 1.75.
- 2°- Elles ne seront admises qu'en groupe comprenant au moins 25 personnes.

VI - Bains du boulevard de la Liberté - Demande de réduction de tarif par la Ligue Maritime et Coloniale Française.

La Commission émet un avis défavorable. Elle estime que nos tarifs très modestes ne peuvent être réduits et que les adhérents scolaires de la ligue peuvent déjà bénéficier d'un tarif réduit : 1.75 au lieu de 2.25.

VII- Carreau des Halles - Réclamation de la Confédération Nationale Paysanne.

La Commission surseoit à statuer afin d'obtenir de M. le Directeur des Halles et Marchés des renseignements complémentaires sur les faits signalés et sur les mesures propres à sauvegarder les intérêts des petits maraîchers.

VIII- Demande d'autorisation de stationnement pour la vente de billets de loterie par le Crédit d'Escompte du Nord, 123bis rue Nationale.

La Commission donne un avis défavorable à la demande présentée. Elle s'étonne que l'origine des autorisations déjà délivrées ne soit pas connue. Elle demande un complément d'enquête et la production des autorisations afin de voir de quel service elles émanent.

IX - Assistance aux femmes en couches - Examen des dossiers.

La Commission donne avis favorable aux demandes faites par les personnes suivantes qui ne disposent pas de ressources suffisantes :

Mmes Bogaert, née Jeanne Helbot	22 rue Auguste Comte
Boussemart, née Paulette Bouvard	2 rue de Condé
Cecchy, née Suzanne Nivresse	56 rue de Mexico
Vindevoghel, née Suzanne Van Mullem	24 rue Auguste Comte
Mertens, née Adèle Delgrange	10 rue de la Tranquillité

Elle émet un avis défavorable pour les demandes faites par les personnes ci-dessous désignées qui disposent de ressources suffisantes :

Mmes Becquet, née Louise Ducreux	II rue du Calvaire
Berckmans née Julie Dekonyneck	37 bis rue Balzac
Cayzeele née Suzanne Deporter	3 rue Baudelaire
Coupe, née Pauline Denneulin	70 rue Garibaldi
Dauges née Marie Bouvrais	122 avenue de Dunkerque
De Meyer née Hélène Vanbeverluyts	I4 rue d'Eylau c/ Mouchy 2
Duhot née Léontine Denaes	6 rue des Iris
Lotin née Louise Conynck	15 rue de Rouen
Moinier née Rosalie Mielcarek	21 bis Bd des Ecoles
Moncomble née Henriette Leroy	2 rue Barni
Ostrée née Suzanne Loubaert	149 rue Gustave Delory
Peigniat née Marie Polet	4 rue de Lannoy
Phulpin née Adrienne Lemaire	I bis rue de la Trinité
Ploupnikoff née Flore Vizayze	160 rue d'Esquermes
Poissonnier née Marie Rose Secq	2 rue Robespierre
Thielmans née Renée Laurent	30 rue de Mulhouse
Vanden Daele née Marie Prugnon	35 Rue Gustave Testelin
Férom née Emilienne Ennequin	32 Rue des Trois Mollettes
Gilquin née Marie Vandewoorde	Rue du Metz c/ Brappé 7
Legros née Raymonde Humez	16 rue Charles Sander
Louque née Carmen Enpis	61 rue Ste Catherine c/ de la Corderie I
Robin née Olivia Milet	3 rue Verlaine
Saelen née Valentine Boucher	Quai de l'Ouest c/ St Joseph I3

X - Questions diverses

I° Lotissement d'un terrain rue du Faubourg de Roubaix et rue Blanche

La Commission donne avis favorable au projet sous les conditions indiquées dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène.

2° Réclamation des facteurs assermentés des Halles Centrales contre des ventes non réglementaires.

Après lecture du rapport du service la Commission approuve les propositions faites par M.M. Catteau et Houwelle. Elle propose dès lors à l'Administration Municipale de décider :

a) l'interdiction de décharger sur le carreau le Lundi avant minuit

b) la création d'un périmètre dit des Halles et dans lequel les marchands en gros vendant des denrées similaires à celles vendues aux Halles seraient soumis aux mêmes obligations que les marchands des Halles quant au repos du Lundi

c) l'interdiction de la vente à la criée par les services de police

d) l'interdiction des ventes en gare et l'instauration dans ce but d'un service de police à l'entrée vers la rue des Buissonnes afin que seuls, les facteurs, les approvisionneurs ou leurs représentants porteurs d'une attestation du Directeur des Halles et Marchés certifiant leur qualité puissent accéder près des arrivages.

3° Fourneaux économiques - Cahier des charges pour la fourniture des denrées pendant l'exploitation 1937-1938.

La Commission donne avis favorable au cahier des charges qui lui est soumis.

4° M. MARTIN, Conseiller Municipal fait observer qu'il a signalé le 17 Mars 1936 la malpropreté de la façade et l'insalubrité de l'immeuble sis 58 rue de Fontenoy. Malgré le temps passé, cette façade est toujours aussi sale. Monsieur l'Adjoint Cordonnier déclare qu'il demandera des explications au service.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 heures

Le Secrétaire



Commission de la Solidarité Sociale
de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques
Procès-verbal de la réunion du 24 Juin 1937

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques se sont réunis à la Mairie le 24 Juin 1937 à 18 heures 15 sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier adjoint au maire.

Etaient présents: MM. Bertrand et Cordonnier, adjoints au maire;
Bauche, Corbu, Farvacques, Godinot, Janssens,
Martin, Noterman, Pouillaude, conseillers municipaux;

absents : MM. Devernay et Masson, adjoints au maire;
Peeters et Lecomte, conseillers municipaux.

Dès l'ouverture de la séance M. Martin signale que l'immeuble visé par son intervention aux questions diverses lors de la réunion précédente le II Mai 1937, était situé 26 à 34 rue Fénelon et non 56 rue de Fontenoy. Il demande que le procès-verbal soit rectifié en conséquence et ajoute qu'il a reçu du service, dans l'intervalle, tous renseignements utiles sur cette affaire.

Le procès-verbal de la dernière réunion est rectifié et adopté sans autre observation.

I.- Transports sanitaires. Demande d'achat d'une nouvelle voiture et de révision des voitures en service.

La Commission donne avis favorable)

- a) à l'acquisition d'une nouvelle auto sanitaire;
- b) à la mise à la réforme de l'auto sanitaire "Latil";
- c) à la révision et remise en état des trois autres voitures du service.

II.- Irradiation du lait. Proposition de M. Castelain, ingénieur-chimiste, 7 place de Strasbourg.

Adoptant les conclusions des rapports de M. le Docteur Cordonnier, adjoint délégué à l'Hygiène et de M. Dorchies, directeur du Laboratoire municipal, la Commission estime qu'il n'y a pas lieu de donner suite aux propositions de M. Castelain.

III.- Subventions à des oeuvres privées, philanthropiques, d'assistance et de bienfaisance. Répartition du crédit.

La Commission estime que la répartition prévue ne tient pas suffisamment compte du degré d'intérêt que présentent les diverses oeuvres au point de vue philanthropique. Elle demande qu'une répartition plus équitable soit mise au point après enquête sur chacun des groupes bénéficiaires.

IV.- Rapport sur l'exploitation des fourneaux économiques pendant la saison 1936-1937.-

La Commission prend acte.

V.- Carreau des Halles. Réclamation de la Confédération Nationale Paysanne. Rapport complémentaire du Directeur des Halles et Marchés.-

Sous la réserve qu'une surveillance de la police et du service sera exercée en vue de réprimer les abus manifestes, la Commission se prononce pour le maintien du statu-quo.

VI.- Assistance aux femmes en couches. Examen des dossiers.-

La Commission donne avis favorable aux demandes faites par les personnes suivantes qui ne disposent pas de ressources suffisantes :

Mmes Brunet, née Marthe Morand	6 Quai du Wault
François, née Jeanne Branquart	87 rue des Bois Blancs
Frézier, née Jeanne Houdart	28 rue Désiré Verhaeghe
Platel, née Agnès Collet	13 Bd Montebello
Vanbrugghe, Marie Van Doesselaere,	3 rue Auguste Comte
Vandermersch, née Colette Vanhove	13 rue d'Armentières
Van de Put, née Antime Ytebrouck	62 rue Balzac
Werquin, née Jeanne Dhondt	17 rue Baudin, cour Parent 17

Elle émet un avis défavorable pour les demandes faites par les personnes suivantes qui disposent de ressources suffisantes :

Mmes Blondel, née Lucienne Truffin	14 rue du Croquet
Bessuyt, née Yvonne Laloy	35 rue d'Arcole
Bruneau, née Marie-Louise Flouy,	rue Ste Catherine, cour du Beau Bouquet 4bis
Cabaret, née Léonie Van Schoorisse,	46 rue des Meuniers,
Cristofoli, née Eulalie Mazziol	83 rue Brûle Maison
Delangue, née Adrienne Poiré	34I rue Léon Gambetta
De Visscher, née Germaine Picque,	12 rue de Londres
Dudermel, née Raymonde Fournier,	19bis avenue du Peuple Belge
Duriez, née Julie Deby	9 rue Faraday
Fargue, née Marthe Baylacq	30 rue du Ballon
Her, née Ludivine Raviart	Rue du Long Pot, cour Fâches, 3
Maçon, née Germaine Denis	18 rue des Myosotis
Rougers, née Emma Zuperl	12 place aux Bleuets
Thuilliez, née Eraesnis Briche	22bis rue de Douai
Vanas, née Lucienne Wartelle	7bis rue du Curé St Etienne
Vanoli, née Julie Cordonnier	5 chemin des Alouettes
Wollaert, née Solange Herbaut	87 Bd de Strasbourg
Boucrelle, née Blanche	
Wellenschneider	67 rue Royale
Delgrange, née Germaine Havet	14 rue Adolphe

Delbeke née Raymonde Descamps	38 rue Edouard Vaillant
Duflot née Agnès Verhulst	70 rue du Four à Chaux
Lucie Ghesquier	88 rue d'Artois
Lefebvre née Gertrude Gadenne	II rue Saint-Sébastien
Lammens née Hélène Vermeulen	rue Fombelle cour Crombet 3
Vienne née Ida Girard	84 rue d'Arras c/Desjardin 12
Wackers née Sophie Hiel	330 rue du Fg d'Arras
Waro née Berthe Staessens	32 rue de Fontenoy

VII.- Association syndicale des rues d'Oran et Hippolyte Laurand.

Le lotissement ayant été approuvé par arrêté préfectoral en date du 10 Novembre 1931, l'avis du Conseil Municipal n'est plus nécessaire. Le dossier est donc retiré et remis au service.

VIII.- Association syndicale de la rue Montgolfier.

La Commission donne avis favorable aux conditions proposées par le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène.

IX.- Association syndicale de la rue du Château.

La Commission donne avis favorable aux conditions proposées par le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène.

X.- Association syndicale de la rue Etienne Marcel.

La Commission donne avis favorable aux conditions proposées par le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène.

XI.- Association syndicale de la rue Victor Tilmant.

La Commission donne avis favorable aux conditions proposées par le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène.

XII.- Questions diverses :

1°- M. Martin demande à quel point en est l'action engagée pour l'aménagement de la voie privée dénommée rue Lesage Senault. Il est convenu que M. Martin sera renseigné directement par le service et que celui-ci s'emploiera à hâter l'aménagement de cette rue.

2°- M. Farvacques signale que les familles des malades lillois décédés à l'Hôpital Calmette sur le territoire de Loos doivent payer 600 frs pour que l'inhumation ait lieu à Lille.

La Commission demande que M. le Maire intervienne d'urgence auprès de M. le Ministre de l'Intérieur pour l'incorporation au territoire de Lille de la portion du territoire de Loos sur laquelle sont situés des bâtiments de l'Hôpital Calmette.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 19 heures 35'.

Le Secrétaire,
CLAIÉ.

Conseil d'Administration
Réunion du 10 SEPT 1937

M. PLANQUE

Commission de la Solidarité Sociale,

de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques



Procès-verbal de la réunion du 12 Août 1937



Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques, se sont réunis à la Mairie le Jeudi 12 Août 1937 à 18 heures sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier, adjoint au Maire.

Etaient présents : M.M. Bertrand et Cordonnier, adjoints au maire;
Corbu, Janssens, Noterman, Pouillaude,
conseillers municipaux

Excusé : M. Farvacques, conseiller municipal

Absents : M.M. Devernay et Masson, adjoints au maire
Bauche, Godinot, Martin, Peeters, et
Lecomte, conseillers municipaux.

Après lecture, le procès-verbal de la réunion précédente est adopté sans observation.

I - Bains du boulevard de la Liberté. Demande d'entrée gratuite à la piscine des élèves du Lycée Faidherbe.

La Commission donne avis défavorable pour les raisons exposées dans le rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène.

II - Exécution de travaux d'office dans l'immeuble sis 21 place de la Nouvelle Aventure.

Après lecture du rapport du service, la Commission donne avis favorable à l'exécution d'office des travaux prescrits aux frais et risques de la propriétaire.

III - Assistance aux femmes en couches. Examen des dossiers.

La Commission donne avis favorable aux demandes faites par les personnes suivantes qui ne disposent pas de ressources suffisantes :

Mmes Dextailleur, née Rose Marie Déplanque, 40 rue des Bouchers
Mollet, née Alphonsine Verdy, 18 rue de Flers, impasse Menu
Rambour née Angèle Lestienne, 75 rue Turgot

Elle émet un avis défavorable pour les demandes faites par les personnes ci-dessous dénommées qui disposent de ressources suffisantes:

Mmes Elisa Bombeck, 125 rue de Canteleu
Bourbouze, née Marie Louise Ravez, 58 avenue de Bretagne

Mmes Colin née Lucie Olivier, 52 rue Jeanne Hachette
Deffrasnes née Alice Rional, rue Malsence, cour Evin 9
Denneulin née Lucie Vanwelscappel, quai de l'Ouest, cour St-Joseph I4
Deplanque née Rose Wallois, 10 rue d'Agnesseau
Gauthier née Simonne Dehoux, 27 rue de Poids
Guyot née Jeanne Gomez, 3 rue Condorcet
Marié née Solange Verdière, 13 rue Jean Roisin
Porreye née Fernande Légère, 9 boulevard du Maréchal Vaillant
Riette née Marie Hault, 204 rue de La Bassée
Waeytens née Rachel Letellier, rue Cabanis, pavillon Casseville II
Wième née Denise Vanden Borren, 18 rue Armand Barbès

IV - Questions diverses

1° Propreté des locaux scolaires. Lettre de M. Pommerolle, Directeur de l'école Cabanis.

Après avoir pris connaissance de la lettre de M. Pommerolle, la Commission rappelle que la malpropreté des locaux scolaires lui fut déjà signalée par un rapport de M. Demoustier, directeur de l'école Victor Duruy.

A la suite de l'envoi de ce rapport, elle avait, dans sa séance du 8 Avril 1937, proposé à l'Administration Municipale d'adopter les mesures suivantes :

- a) nomination d'une femme à journée à demeure pour six classes au maximum,
- b) remplacer l'arrosage précédant le balayage par le jet de sciure de bois mouillée. A cet effet, de la sciure de bois devra être fournie dans toutes les écoles publiques,
- c) le contrôle régulier du nettoyage et, dans ce but, la nomination de deux surveillantes,
- d) transmettre pour étude et exécution aux services des Travaux, les demandes relatives à l'éclairage, aux peintures, pavage des cours, transformation ou aménagement de locaux, water-closets, urinoirs, etc...

La Commission s'émeut que des critiques aussi justifiées que ne l'étaient celles faites par M. Demoustier aient besoin d'être renouvelées. Elle s'étonne en outre que l'Administration Municipale n'ait pas encore pu faire assurer l'exécution des mesures qu'elle avait préconisées. Elle demande leur prompte réalisation y compris l'électrification de l'éclairage des locaux scolaires.

2° Inspection Médicale Scolaire. Demande d'exécution de travaux dans les écoles.

La Commission propose l'exécution des travaux demandés par M.M. les Médecins Inspecteurs Scolaires et souligne que la plupart des mesures prescrites se rapportent au manque de propreté des locaux scolaires.

3° Modification du jour du marché de la ville de Loos. Avis.

La Commission propose de demander au Conseil Municipal de donner avis favorable au report au Samedi de 9 à 14 heures du marché hebdomadaire qui se tenait à Loos le Dimanche.

4° Défaut d'éclairage de la rue du Faisan.

Sur plainte d'habitants du quartier des Halles Centrales, M. le Docteur Cordonnier signale que la rue du Faisan n'est plus éclairée la nuit. La Commission demande à l'Administration Municipale d'inviter le service compétent à remédier à cette situation.

5° M. Janssens demande l'installation d'un système d'irrigation avec évacuation à l'égout dans le local du Minck des Halles Centrales servant au dépôt des poissons saisis. Après avoir pris connaissance de la lettre adressée par M. Janssens à M. le Maire à ce sujet, la Commission décide de demander à l'Administration Municipale de la transmettre au service des Travaux en vue de l'exécution des mesures proposées. Elle propose également qu'une démarche soit faite auprès de la maison Bourgeois, concessionnaire de l'enlèvement des détritiques et viandes avariées pour qu'elle installe un second récipient pour le déversement du poisson avarié, celui existant étant insuffisant.

M. Janssens demande ensuite que soit supprimé l'apport au dépôt d'ordures des Halles Centrales des produits provenant du nettoyage de la voie publique et des fils d'eau du quartier. Il fait observer que l'enlèvement de ces produits pourrait se faire directement par un tombereau qui ramasserait les petits tas qui seraient constitués sur place par le balayeur. Ce procédé lui paraît devoir être plus économique que le système actuel qui oblige le cantonnier à de multiples allées et venues.

La Commission transmet cette suggestion à l'Administration.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18 heures 55.

Le Secrétaire,

A. CIAIE.

Conseil d'Administration
Réunion du 4 OCT 1937
M. PLANOUE

COMMISSION des FOURNEAUX ECONOMIQUES



Procès-verbal de la réunion du 24 Septembre 1937

Les membres de la Commission des Fourneaux Economiques se sont réunis à la Mairie le 24 Septembre, à 17 heures, sous la présidence de M. Edmond Bertrand, adjoint au maire.

Etaient présents: M.M. Bertrand, adjoint au maire,
Janssens, conseiller municipal,
Noterman, "
Ottelard, "
M.M. Brisy,
Bouche,
Coussement,
Delbart,
Roggeman;

Excusé : M. Martin, conseiller municipal.

Dans sa lettre d'excuse, M. Martin demande de vouloir bien rectifier son intervention relative au contrôleur en ce sens: M. Martin appuie la réclamation de M. Coussement relative aux rapports de M. Saucet avec le personnel, mais voudrait que cet employé consacre tout son temps à l'Administration.

Après lecture, le procès-verbal de la réunion précédente est adopté sans observation, sauf la remarque qui précède.

I.- Suppression de la viande dans la composition des repas.

M. le Président ayant fait connaître la décision de l'Administration Municipale de supprimer la viande en raison du déficit que creuse cette denrée dans le budget de l'oeuvre, il y eut quelques observations, notamment de M.M. Coussement, Janssens et Roggeman

Sur remarque de M. le Président que ce ne sont pas les malheureux pour qui l'oeuvre est créée qui en tirent profit, la Commission adopte le principe de la suppression temporaire de la viande dans la composition des repas et décide de diminuer légèrement la quantité des rations de bouillon et de légumes.

II.- Diminution du personnel. La suppression de la viande permettant de se passer du contrôleur, la commission décide a) de ne plus embaucher M. Saucet, chaque membre de la commission s'engageant à passer plus souvent dans sa cuisine pour la surveillance; b) que le contrôle des repas sera fait une fois par semaine au lieu de chaque jour; c) de supprimer deux aides, une à la cuisine Fénelon et une à la cuisine Baignerie.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18 heures.

Le Secrétaire,
signé: LEROUGE.

Conseil d'Administration
Réunion du 11 OCT 1937

M. PLANQUE
COMMISSION de la SOLIDARITE SOCIALE

de l'ALIMENTATION et de l'HYGIENE PUBLIQUES



Procès-Verbal de la Réunion du Jeudi 30 Septembre 1937

Les Membres de la Commission de la Solidarité Sociale de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques, se sont réunis à la Mairie le Jeudi 30 Septembre à 18 heures, sous la présidence de M. le docteur Cordonnier.

Etaient présents : M.M. Bertrand et Cordonnier, adjoints au maire;

M.M. Corbu, Farvacques, Godinot, Noterman, Pouillaude, conseillers municipaux;

Excusés : M. Janssens, conseiller municipal;

Absents : M.M. Devernay et Masson, adjoints au maire;
M.M. Bauche, Martin, Peeters et Lecomte, conseillers municipaux.

Après lecture le procès-verbal de la réunion précédente est adopté sans observation.

I - Bains Municipaux - Relèvement du tarif -

La Commission donne avis favorable aux propositions du service.

II- Assistance aux vieillards, infirmes et incurables : taux de l'allocation.

La Commission décide le maintien de l'allocation à son taux actuel de 100 francs.

III- Fourneaux économiques - Désignation de 2 membres de la Commission au bureau de l'adjudication pour la fourniture des denrées le jeudi 14 Octobre 1937.

Sont désignés : M.M. Noterman

Janssens

M. Farvacques est proposé comme suppléant.

IV- Fourniture des cercueils nécessaires à l'Administration des Hospices pendant l'année 1938 - Examen du cahier des charges.

La Commission émet un avis favorable au cahier des charges qui lui est soumis.

Elle demande toutefois qu'une intervention soit faite auprès de l'Administration des Hospices pour qu'un contrôle sérieux soit

exercé à la livraison des cercueils. Il importe en effet de s'assurer que ceux-ci sont bien exécutés dans les conditions fixées par le cahier des charges.

V - Assistance aux femmes en couches - Examen des dossiers.

La Commission donne avis favorable pour les demandes des personnes suivantes qui ne disposent pas de ressources suffisantes:

MM^{es} Baele née Jeanne Hamille, 61 rue Edouard Doyennette
Baert, née Simone Lemaire, 24 rue d'Holbach
Bourriez Gustave, née Marcq Argentine, 18 rue Pierre Curie
De Braeckelaer, née Marie Hendryck, 30 rue Pierre Curie
De Kleermaker, née Cloetens Louise, 24 rue Désiré Verhaeghe
Depière, née Pauline Verpoest, 28 rue des Poissonceaux
Dumoutier Solange, 39 rue des Robleds
Fauquant, née Emilie Mortier, 96 rue d'Esquermes
Fleury, née Lucienne Damiens, 106bis rue Paul Lafargue
Gobert, née Rosalie Mourice, rue Balzac, c. Poupaert 13
Hotte, née Françoise Thery, 16 rue d'Isly
Lemaire, née Simone Saint-Hubert, 130 rue d'Isly
Leport, née Marie Bossier, 18 rue Saint André
Letombe, née Elise Vanneste, 149 Boulevard Montebello
Saïd Meddah, née Germaine Forestier, 15 rue Désiré Bondues
Minet, née Yvonne Huys, 146 rue Vergniaud
Vallée, née Emilienne Desreux, rue Guillaume Werniers,
c. Brunswick 6
Vandendriessche, née Simone Neuville, 13 rue de Bergues.

La Commission émet un avis défavorable pour les demandes faites par les personnes ci-dessus dénommées qui disposent de ressources suffisantes :

MM^{es} Ballay, née Mauricette Vié, 61 rue Fontenoy
Balloy, née Raymonde Marescaux, 39 rue Malakoff
Belperche, née Marie Clarisse, 147 rue Solférino
Boeuf, née Suzanne Fiévez, 14 rue Pascal
Bridel, née Emilia Bauwens, 34 rue Duhem, c. Hourriez 8
Courtois, née Simon Laignel, 9 rue de Canteleu
Delecambre, née Henriette Vanoutryve, 20 rue de Bône
Delcambre, née Laure Dujardin, 128 rue Colbert
Depierre, née Emerentine Dua, 87 rue de Canteleu
Deschuyter, née Emilie Deurilf, 24 rue Magenta
Dumoulin, née Suzanne Vandenevne, 12 rue des Bâteliers
Duriez, née Agnès Desmet, 37 rue du Bois d'Annappes
Flament, née Alice Bailleux, 62 rue Jeanne d'Arc
François, née Aline Vanden Neste, 30 rue Armand Barbès
Fremaux, née Raymonde Leclercq, 54 rue de la Justice,
c. Palin n° 1
Geeraert, née Amanda Keignaert, 29 rue Gosselin
Hoof, née Léonie Bauduin, 187 rue Pierre Legrand,
Impasse Pierre Legrand n° 6
Laugié, née Alice Bocquet, 34 rue du Marché
Lemaire, née Suzanne Guérin, 15bis rue Adolphe Casse
Mercelot, née Yvonne Wouters, chemin des Alouettes 50 ter
Mollet, née Alphonsine Verdy, rue de Flers, c. Menu n° 1

MM^{es} Pattyn, née Desprez Léa, 40 rue Ste Catherine, c. Notre Dame 5

Quartermont, née Paulette Lenoir, 33 rue Marengo
Rambour, née Angèle Lestienne, 75 rue Turgot
Roggeman, née Laure Deman, 191 rue du Long Pot
Souale, née Hélène Kalazny, 67 rue Léon Gambetta
Trombetta, née Germaine Faux, 14 rue de la Paix d'Utrecht
Vandewalle, née Emilienne Chrétien, 13 rue Dubrunfaut
Vanmerris, née Marie Dujardin, rue Roland, c. St Augustin 8
Verbeke, née Léonie Talon, 1 rue Pierre Curie
Vendeville Louise, 89 rue de Wazemmes
Wavrant, née Hélène Maton, 26 rue d'Eylau.

Elle décide de renvoyer au service pour information complémentaire le dossier de :

Mme Vanrenterghem, née Jeanne de Wadder, 57 rue Désiré Verhaeghe.

VI - Lotissement d'un terrain rue Gutenberg prolongée par M. Annouts.

La Commission donne avis favorable au rapport présenté par le Bureau d'Hygiène.

VII- Lotissement d'un terrain front à la rue du Gros Gérard et Square du Ramponneau, par la Société Brasserie Emile Vandame.

La Commission donne avis favorable au rapport présenté par le Bureau d'Hygiène.

VIII- Questions diverses -

I°- Bains Municipaux du Bd de la Liberté - Demande de fermeture des couloirs d'accès aux piscines.

La Commission demande à l'Administration Municipale d'inviter le service des travaux à procéder sans délai à l'exécution des mesures préconisées par le Bureau d'Hygiène;

2°- M. Farvacques demande si la Ville dispose d'un local où pourraient être déposés les corps des décédés que les familles ne peuvent conserver jusqu'à l'inhumation.

M. le Docteur Cordonnier répond que l'obitorium de l'Institut Médico-Légal a été prévu à cet effet. Il est décidé qu'un règlement de l'Institut Médico-Légal sera adressé à tous les membres de la Commission.

L'ordre du Jour étant épuisé, la séance est levée à 19h.15.

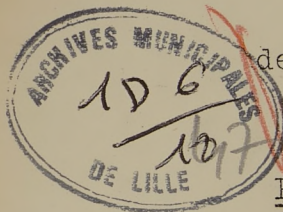
Le Secrétaire :

Dr PARMENTIER.

Conseil d'Administration
Réunion du 25 OCT 1937
M. PLANQUE

COMMISSION DE LA SOLIDARITE SOCIALE

de L'ALIMENTATION et de l'HYGIENE PUBLIQUES



Procès-verbal de la Réunion du Jeudi 14 Octobre 1937

Les Membres de la Commission de la Solidarité Sociale de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques, se sont réunis à la Mairie le Jeudi 14 Octobre à 18 heures, sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier.

Etaient présents : M.M. Bertrand et Cordonnier, adjoints au maire
M.M. Bauche, Corbu, Farvacques, Janssens, Noterman, Pouillaude, conseillers municipaux;

Excusés : M. Martin, conseiller municipal,

Absents : M.M. Devernay et Masson, adjoints au maire
M.M. Godinot, Peeters et Lecomte, conseillers municipaux.

Après lecture le procès-verbal de la réunion précédente est adopté sans observation.

I° - Travaux à exécuter d'office dans divers logements insalubres, rue de Loos 39 et rue de Courtrai 10.

La Commission donne avis favorable aux rapports présentés par le Bureau d'Hygiène.

II - Association Syndicale de la rue Victor Tilmant. Demande de subvention de la Ville.

La Commission donne avis favorable au rapport présenté par le Bureau d'Hygiène.

III - Association Syndicale des rues Hyppolyte Laurent et d'Oran. Demande de subvention de la Ville

La commission donne avis favorable.

IV - Fourniture de vêtements de protection aux ambulanciers et désinfecteurs.

La Commission adopte les conclusions du Rapport du directeur du Bureau d'Hygiène.

V.- Service des transports sanitaires. Propositions de M. Delamaide.
Avis.

Après avoir examiné les différentes solutions envisagées par M. Delamaide dans son Rapport du 2 Octobre 1937, la Commission donne avis favorable :

1.- à l'acquisition de 4 nouvelles ambulances (sous condition de reprise des anciens véhicules par le fournisseur des voitures neuves

2.- à l'application aux nouvelles ambulances d'une police d'entretien et de service.

VI.- Demande de création de marchés aux fleurs les jours précédant la Toussaint.

Après lecture du Rapport du Service, la Commission donne avis favorable aux 16 demandes reçues et adopte les conclusions de ce rapport quant aux emplacements réservés aux marchands de fleurs occasionnels, non patentés.

Monsieur JANSSENS demande cependant qu'il leur soit interdit de prendre place sur le terre-plein situé en face de l'entrée du cimetière du Sud.

La Commission approuve cette demande.

VII.- Halles Centrales - Réclamation des commissionnaires en viandes

La Commission adopte les conclusions du Rapport du Service.

VIII.- Questions diverses

1°- Aménagement d'un parc à sable dans le square Henri Chesquièr
Utilisation de sable graveleux au lieu de sable fin - Avis du Bureau d'Hygiène - Dangers de contamination.

La Commission adopte les conclusions du Rapport du Directeur du Bureau d'Hygiène.

2°- Assistance aux femmes en couches - Examen des dossiers

La Commission donne avis favorable pour les demandes des personnes suivantes qui ne disposent pas de ressources suffisantes :

MMes Delemar, née Marie Delanghe, 45 rue de la Halle
Dumoulin, née Jeanne Sulon, 49 Boulevard Louis XIV
Flecq, née Madeleine Carpentier, 23 Rue du Nouveau Siècle
Kestelyn, née Marie Lepez, 5 rue de Mexico
Legrand, née Olive Delvallée, 44 rue de Poids
Lesaffre, née Olga Verkruyssen, 9 rue Feutry
Pichon, née Lucienne Annoot, rue du Chevalier Français c/Coisne 53
Roucher, née Fernande Sens, 228 Rue du Faubourg des Postes
Turpin née Madeleine Pauwels, 15 rue d'Armentières
Vandenplas née Simone Blancquaert, 4 rue Flamen
Vanrenterghem, née Louise Dewadder, 7 rue Désiré Verhaeghe

La Commission émet un avis défavorable pour les demandes faites par les personnes ci-dessous dénommées qui disposent de ressources suffisantes :

MMes Ancelot, née Marie Jeanne Houzé, Rue Boucher de Perthes; c/La Digue 10
Choquet, née Gabrielle Cornette, 198 Rue du Faubourg des Postes
Devinck, née Eugénie Vanbeversluys, 14 rue Désiré Verhaeghe,
Dehont, née Victorine Herbaut, 42 Rue de l'Ecole Saint-Louis
Dhoossche, née Flore Lelièvre, 157 Rue du Faubourg des Postes
Expeels, née Armandine Gekière, 42 Rue Edouard Doyennette
Jacobs, née Emilienne Yonnet, 247 Rue des Postes.
Luyten née Virginie Demolie, 128 Rue d'Isly
Quenne, née Elise Carbon, 4 Place Albert Thomas
Vandenbos, née Pauline Huyghebaert, 27 Rue de Poids,
Verbruggen, née Andrée Dallendre, 115 Rue du Faubourg des Postes
Douchez, née Marie Mire, 13 Rue du Vaisseau Le Vengeur
Irigoyen, née Jeanne Leleu, 239 Rue des Postes.

3°- M. JANSSENS demande a) si le bruit occasionné par les haut parleurs de la rue Gambetta ne constitue pas une infraction au code des arrêtés municipaux, b) si autorisation a été donnée et, dans ce cas, si l'horaire qui a été arrêté est bien respecté et si les émissions publicitaires se font bien "d'une manière discrète" comme stipulé à l'Article 6 du Code des arrêtés municipaux.

Monsieur le Docteur Cordonnier estime qu'il s'agit en ce cas d'une atteinte possible à la tranquillité publique et que le problème posé est plutôt du domaine de la police. Il propose d'en saisir les services compétents. La Commission approuve cette proposition. Le Bureau d'Hygiène en saisira M. le Commissaire Central.

4°- M. JANSSENS relate une conversation qu'il eut récemment avec M. CATTEAU, facteur aux Halles 71 rue Masséna. M. Catteau proposerait à la Ville de lui louer un bâtiment situé à l'angle des rues Alphonse Mercier et des Stations pour y déposer les ordures des Halles.

La Commission donne mandat au directeur du Bureau d'Hygiène d'aller juger sur place de la possibilité d'utilisation des locaux.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 heures 30.

Le Secrétaire

Dr PARMENTIER



COMMISSION DE LA SOLIDARITE SOCIALE
de l'ALIMENTATION et de l'HYGIENE PUBLIQUES

PROCES-VERBAL

de la réunion du jeudi 4 Novembre 1937.

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques, se sont réunis à la Mairie, le Jeudi 4 Novembre à 18 heures 15, sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier.

Etaient présents : M.M. Bertrand et Cordonnier, adjoints au maire;
M.M. Corbu, Janssens, Noterman, Pouillaude, conseillers municipaux.

Excusés : M.M. Farvacques, Martin, conseillers municipaux.

Absents : M.M. Devernay, Masson, adjoints au maire.
M.M. Bauche, Godinot, Peeters et Lecomte, conseillers municipaux.

Après lecture, le procès-verbal de la réunion précédente est adopté sans observation.

ORDRE du JOUR

I - Transport sanitaire. Relèvement du tarif.

Le rapport du service est transmis avec avis favorable.

II - Service des désinfections. Fourniture de formol pour 1938.
Examen des propositions pour le renouvellement du marché.

La Commission adopte les conclusions du rapport et donne un avis favorable aux propositions des Etablissements Verbièse.

III - Vidange des fosses d'aisances des bâtiments communaux. Examen des propositions pour le renouvellement du marché.

La Commission émet un avis favorable aux propositions faites par M. Cantraine.

IV - Association syndicale des propriétaires de la rue du Château.
Demande de subvention.

La Commission émet un avis favorable.

V - Association syndicale des propriétaires de la rue Montgolfier.
Demande de subvention.

Avis favorable de la Commission.

...

VI - Assistance aux femmes en couches - Examen des dossiers.

La Commission donne avis favorable pour les demandes des personnes suivantes qui ne disposent pas de ressources suffisantes :

Mmes Becqwort née Octavie Vanham, rue Baudin c/Parent 9
Bril née Irène Martin, 192 rue Colbert
Buisset née Denise Andriès, 51 rue Desaugiers
Cambier née Jeanne Desodt, 29 rue Pierre Curie
Courbeleix née Germaine Hamille, 22 rue de la Halloterie
Delette née Odette Boutry, 15 rue Alain de Lille
Delier née Madeleine Decressy, 50 chemin des Alouettes
Desmullier née Anna Verleyen, 20 rue de Lannoy
Dubart Sophie, 15 rue Paul Louis Courier
Fleury née Antoinette Danel, 157 avenue de Dunkerque
Fouquelle née Aline Joly, 113 rue Jules Guesde
Quairier née Thérèse Grebert, 1 rue de Condé.

La Commission émet un avis défavorable pour les demandes faites par les personnes ci-dessous dénommées qui disposent de ressources suffisantes :

Mmes Blume née Elda Giacomini, 1 rue de Boulogne
Danjou née Geneviève Waraquier, 39 quai du Wault
Debels née Augusta Nuttin, rue Ste Barbe, c/Willemot 3
Pluvinage née Renée Rosselle, 26 rue Ste Catherine
Prez née Gabrielle Demulder, 42 rue Emile Vandenberghe
Viseux née Emilienne Donze, 16 rue Pierre Martel.

VII - Questions diverses

1°- Ecole de Natation, rue d'Armentières - Projet de relèvement des tarifs.

La Commission donne un avis favorable à l'augmentation des tarifs proposée.

2°- Frais de séjour d'indigents hospitalisés à Trélon et à Marchiennes.

Le rapport du service est adopté par la Commission.

3°- Halles Centrales. Proposition de location d'un immeuble pouvant être aménagé en dépôt d'ordures.

La Commission prend acte des renseignements fournis par le rapport du directeur du Bureau d'Hygiène. Elle propose à l'Administration Municipale de transmettre ce rapport à l'examen de la Commission des Services Publics en vue de l'étude des propositions qu'il contient.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h.15.

Conseil d'Administration
Réunion du 29.11.1937
M. PLANQUE



Commission de la Solidarité Sociale, de
l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques

Procès-verbal de la réunion du Jeudi 25 Novembre 1937

Les membres de la Commission se sont réunis à la Mairie, le jeudi 25 Novembre 1937 à 18 heures, sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier.

Etaient présents : M.M. Bertrand et Cordonnier, adjoints au Maire
Bauche, Corbu, Farvacques, Godinot, Janssens, Martin, Noterman, Pouillaude, conseillers municipaux

Etait excusé : M. Broux, conseiller municipal

Etaient absents : M.M. Devernay et Masson, adjoints au Maire
Peeters et Lecomte, conseillers municipaux.

Le procès-verbal de la réunion précédente est adopté, après lecture, sans observation.

ORDRE DU JOUR

I - Augmentation du tarif des droits de place sur les marchés.

Les propositions du service sont adoptées par la commission à la majorité des voix. M. Janssens s'abstient.

La Commission propose d'appliquer à partir du 1er Janvier 1938 l'indice 5 au tarif des droits à percevoir.

M. Janssens suggère de faire payer des droits aux marchands forains des Braderies, comme cela se fait, selon lui, à Dunkerque et à Cambrai par exemple.

M. Cordonnier fait remarquer que le vrai caractère d'une braderie est d'être un "marché libre".

La suggestion de M. Janssens est néanmoins retenue par la commission.

II - Comité départemental de propagande pour la consommation du lait-
Offre de concours financier pour une nouvelle distribution de
lait dans certaines écoles.

La commission se prononce, en principe, en faveur d'une nouvelle expérience de distribution de lait. Elle souhaite que le choix des enfants bénéficiaires se fasse avec le plus grand soin.

III) Nouveau barème des ressources pour l'assistance aux femmes en couches.

La commission prend note de la communication faite par le service.

IV) Assistance aux femmes en couches. Examen des dossiers. Avis de la Commission.

La commission donne avis favorable aux demandes faites par les personnes suivantes qui ne disposent pas de ressources suffisantes :

MMes Decléty, née Marie-Louise Plateau, 125 rue Gustave Delory
Defrance, née Pauline Depoorter, 12 rue du Chevalier de l'Espinard
Fannoy, née Fernande Naets, 56 rue Désiré Bondues
Ombrouck, née Jeanne Darras, 10 rue des Urbanistes.

La Commission émet un avis défavorable, aux demandes des personnes suivantes, dont les ressources sont jugées suffisantes :

MMes Bremond, née Léonie Martinage, 18 rue de la Digue
Descamps, née Alice Moncheaux, 45 rue des Etaques
Dubreucq, née Emma Vandenabeele, 23 rue Eugène Jacquet
Houthaeve, née Rachel Depreeu, 6 rue La Fontaine
Perignon, née Reine Berquier, 95 ter rue des Stations.

L'examen des demandes a été fait, en tenant compte du nouveau barème.

V) Hébergement des indigents de passage. Convention Rohart. Révision.

La Commission estime justifiée, la demande de M. Rohart.

VI) Demande de la section de natation de Lille-Université-Club, pour l'admission à tarif réduit de ses membres, à la piscine des bains du Boulevard de la Liberté.

La commission émet un avis favorable à cette demande.

VII) Demande d'aménagement provisoire des chemins privés de l'agglomération dite "Petit Maroc".

La commission estime que les propositions faites par les riverains du chemin des Alouettes sont à retenir.

La ville se bornera à faire déverser sur place 80 m³ environ de cassons de briques et 45 m³ environ de scories.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h 15.

Le secrétaire,

D^r PARMENTIER.



Commission de la Solidarité Sociale
de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques

Procès Verbal de la réunion du Jeudi 16 Décembre 1937

Les membres de la Commission se sont réunis à la Mairie, le Jeudi 16 Décembre 1937 à 18 heures, sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier.

Etaient présents : MM. Cordonnier, adjoint au Maire;
Bauche, Corbu, Farvacques, Peeters,
Pouillaude, conseillers municipaux

Etaient excusés : MM. Bertrand et Masson, adjoints au Maire;
Broux, Conseiller Municipal

Etaient absents : MM. Devernay, adjoint au Maire;
Godinot, Janssens, Martin, Noterman et
Lecomte, conseillers municipaux

Le procès verbal de la réunion précédente est adopté, après lecture, sans observation.

- I.- Lotissement d'un terrain rue de Turenne. Avis
La Commission donne un avis favorable au rapport du Bureau d'Hygiène
- II.- Fourniture de lait. Marché de gré à gré.
La Commission émet un avis favorable au rapport du service.
- III.- Création d'un vestiaire garde meubles pour les indigents.
La Commission émet un avis favorable de principe et décide de renvoyer la question à l'Administration Municipale pour suite à donner.
- IV.- Voie privée rue d'Aboukir. Demande de subvention de la Ville par le Syndicat des propriétaires.
Avis favorable de la Commission.
- V.- Assistance aux femmes en couches. Examen des dossiers. Avis de la Commission.

La Commission donne avis favorable aux demandes faites par les personnes suivantes qui ne disposent pas de ressources suffisantes :

Mmes Bal née Louise Flamand, 3 Quai Vauban
De Roeck née Hélène Warlet, 5bis rue Destailleurs
De Vleiger née Marie Jarosz, 10 Avenue du Peuple Belge
Dubois, née Flore Vuylsteke, 18 rue des Pivoines

Mmes Duvinage née Florentine Bataille I rue Brigode
Muylaert née Joséphine Cheval, Bd. 'Alsace 25 Pavillon St
Joseph 2
Nieuviart née Anastasie Leclercq, 7 rue de Poids
Picavez née Marie Thibaut rue de St Quentin C/Bonnet 5
Tovié née Amélia Brunelle 61 Avenue de Dunkerque
Vanghent, née Marie Louise Hars, 49 Bd. Louis XIV.
Wallard née Germaine Van Puyenbroek, 13 rue Pierre Curie

La Commission émet un avis défavorable aux demandes des personnes suivantes, dont les ressources sont jugées suffisantes :

Mmes Chartres née Léonie Schockaert, 188 rue de Paris
Daveine née Marguerite Breton 44 rue de Roubaix
Dekeyster née Blanche Dapauwe 322 rue des Bois Blancs
Deunez née Yvette Vandeweghe 18 rue Pierre Legrand
Filis née Pauline Deperte 43 rue des Meuniers
Flack née Raymonde Eykens rue de la Justice 58 C/Palin 27
Lenfant née Marguerite Loyer 54 rue d'Austerlitz
Menez née Roseline Planquette 44 rue St Sauveur
Tirtaine née Marie Jeanne Delvallet 60 rue Colbert

VI.- Questions diverses

1° Contravention au Règlement sanitaire. Application de l'article 27 de la Loi du 15 Février 1902

La Commission décide de renvoyer la question à l'Administration Municipale avec avis de M.le Doyen Duez, conseiller juridique de la Ville.

2° M.l'Adjoint Cordonnier signale que le Syndicat des entrepreneurs de vidange demande que des mesures soient prises contre certains patrons vidangeurs qui commencent ou poursuivent leurs opérations en dehors des heures fixées par l'arrêté municipal.

Il est décidé que M.le Commissaire Central sera invité à faire observer les dispositions réglementaires.

3° M.Farvacques demande à prendre connaissance du dossier concernant l'autorisation de vidanger accordée antérieurement à M.Paul VERLEY. Cette demande sera transmise au service.

4° M.Peeters signale que des vidangeurs ont creusé dans le terrain des fortifications, derrière l'Hospice Général - Promenade du Préfet - des rigoles où ils déversent des matières fécales. Ces matières s'écoulent vers un fossé où l'on a l'habitude de puiser de l'eau. M.Peeters indique que cette situation se prolonge depuis un an. Il est décidé que le service rappellera à la police les multiples notes déjà adressées pour demander la surveillance et les sanctions propres à faire cesser ces agissements.

- 3 -

5° M. Poeters signale encore qu'il existe au même endroit un regard d'égout dont la plaque tampon a été enlevée. Des accidents sont possibles et dès lors le service des Travaux Municipaux sera invité à remplacer la plaque disparue.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 Heures.

Le Directeur,

signé: PARMENTIER.

Conseil d'Administration
Réunion du 17 JANV. 1938
M. PLANQUE



COMMISSION de la SOLIDARITE SOCIALE,
de L'ALIMENTATION et de l'HYGIENE PUBLIQUES

Procès-Verbal de la réunion du Mercredi 12 Janvier 1938

Les Membres de la Commission se sont réunis à la Mairie le mercredi 12 Janvier 1938 à 18 heures 30, sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier, adjoint au maire.

Etaient présents : M.M. Cordonnier, adjoint au maire,
Broux, Corbu, Farvacques, Martin,
Notermann, Peeters, conseillers
municipaux

Etaient excusés : M.M. Masson, adjoint au maire,
Pouillaude, conseiller municipal

Etaient absents : M.M. Bertrand, Devernay, adjoints au maire,
Bauche, Godinot, Janssens, Lecomte,
conseillers municipaux.

Ordre du Jour :

Acquisition de la Clinique Mutualiste de la Roseraie à Lambersart,
par les Hospices Civils de Lille - Examen du projet de promesse
de vente - Avis.

Après lecture du Rapport du Bureau d'Hygiène, la Commission, à l'unanimité des membres présents, émet un avis favorable aux conclusions du Rapport, étant entendu que cet avis favorable ne s'étend qu'à la question du lotissement défectueux.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 heures 15.

Le Secrétaire :

D^r PARMENTIER.

COMMISSION DE LA SOLIDARITE SOCIALEde l'ALIMENTATION et de l'HYGIENE PUBLIQUESPROCES-VERBAL DE LA REUNION DU JEUDI 3 FEVRIER 1938

Les membres de la Commission se sont réunis à la Mairie, le Jeudi 3 Février 1938 à 18 heures 30, sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier, adjoint au maire.

Etaient présents: MM. Cordonnier, adjoint au maire
Corbu, Janssens, Martin, Noterman, Pouillau-
de, conseillers municipaux.

Etaient excusés : MM. Bertrand et Masson, adjoints au maire.

Etaient absents : MM. Devernay, adjoint au maire
Bauche, Broux, Godinot, Lecomte, Peeters,
conseillers municipaux.

ORDRE du JOUR

- I) Bains municipaux, boulevard de la Liberté. Demande de fourniture de linge aux hommes de troupe venant à la piscine à prix réduit.

La commission donne avis favorable.

- II) Bains municipaux, boulevard de la Liberté. Demande d'installation de cabines de déshabillage supplémentaires.

La Commission approuve la proposition du service tendant à limiter l'installation à 20 cabines.

Pour le tissu à employer, elle fixe son choix sur la toile écrue N°141.

- III) Augmentation du tarif des droits de place. Réclamation de M. Janssens, conseiller municipal.

La Commission décide de transmettre à l'administration municipale, la note écrite qui lui a été remise par M. Janssens au cours de la réunion. Elle attire par ailleurs l'attention de l'administration, sur les anomalies qui existent - au point de vue des charges - entre diverses catégories de marchands.

- IV) Assistance aux femmes en couches. Avis de la commission après examen des dossiers.

La Commission émet un avis favorable aux demandes des personnes suivantes, dont les ressources sont jugées insuffisantes :

MMmes Bonte, née Marthe Ledo, rue Degland 10 c/Malakoff 3
Decol, née Louise Dubart, rue Léon Gambetta 256
Polaert, née Albertine Delefosse, rue Jordaens 82
Thelier, née Emilienne Calimé, rue du Vieux Moulin 22
Vancaeyzele, née Céline Dewatine, rue St-Sauveur 13.

La Commission donne avis défavorable aux demandes des personnes ci-dessous désignées, dont les ressources sont jugées suffisantes :

Melle Annoo, Marie Louise, rue du Soleil Levant 2

MMmes Allard, née Marie Delebecque, rue de Paris 171
Declercq, née Pauline Deschouwer, rue Paul Louis Courrier 23
Derwel, née Gabrielle Delemotte, rue Lesage Senault 14
Douai, née Réjanne Hespel, rue de la Plaine 90 bis
Fieffvet, née Eugénie Plochyn, quai de l'Ouest 73
Félix, née Hélène Laugie, rue Flamen 2
Fournier, née Juliette Bracq, rue d'Arras 51.

Melle Geva, Raymonde, rue Aristote 48

MMmes Meerochaux, née Marie Mary, rue Auguste Comte 16
Salva, née Jeanne Graczyk, rue de Condé 35
Varlet, née Marie-Antoinette Hutin, rue Fr. de Pressencé 1

Elle émet également un avis défavorable à la demande faite par :

Melle Lefebvre Simone, dont il n'a pas été possible de connaître les ressources, et qui de plus, n'est pas domiciliée à Lille.

V) Questions diverses :

a) Bains municipaux, boulevard de la Liberté. Demande d'installation d'un haut parleur et d'un appareil de signalisation pour faciliter la remontée des baigneurs.

Avis favorable de la commission.

b) Ecole de Natation, rue d'Armentières. Examen des résultats d'exploitation, mesures à prendre.

A l'unanimité, la Commission décide de proposer la cessation de l'exploitation de cet établissement de bains.

c) Bains Municipaux 1° Présentation de rapports statistiques 2° Mesures prises pour répondre aux observations présentées par M. Van Wolput 3° mesures à prendre pour accroître la fréquentation des piscines.

La Commission prend acte des informations données, et émet un avis favorable à l'ouverture des piscines le lundi.

Elle demande par ailleurs que tous ses membres reçoivent une carte, les autorisant à visiter les établissements de bains.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h 50

Le secrétaire,
Dr. PARMENTIER.

Conseil d'Admin
Réunion du 21 Feb 1938

Commission de la Solidarité Sociale
de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques

Procès-verbal de la réunion du Jeudi
10 Février 1938



Les membres de la Commission se sont réunis à la Mairie le jeudi 10 Février 1938 à 18h. sous la présidence de M.le Docteur Cordonnier, adjoint au Maire .



Etaient présents : M.M. Cordonnier, adjoint au maire, Bauche, Broux, Corbu, Martin, Noterman, Pouillaude, conseillers municipaux;
Etaient excusés : M.M. Bertrand, Masson, adjoints au maire, Janssens, conseiller municipal.
Etaient absents : M.M. Devernay, adjoint au maire, Godinot, Lecomte, Peeters, conseillers municipaux .

ORDRE DU JOUR

Bains Municipaux du boulevard de la Liberté - Manquement à la discipline.-

M.l'Adjoint Cordonnier prévient d'abord les membres de la Commission de la gravité de l'affaire dont ils ont à prendre connaissance: manquement à la discipline de la part de certains employés des Bains du Boulevard de la Liberté et insubordination tant à l'égard du directeur de l'établissement, qu'à celui de l'adjoint du service.

M.l'adjoint Cordonnier donne alors lecture du rapport du service.

Après lecture du rapport, M.l'adjoint Cordonnier signale qu'il a reçu M. Martin qui lui a remis la note du 1er Février 1938, en lui signalant que Mme Flour, M.M. Pie, Hermez et Delcueillerie avaient refusé de signer " Nous, des lettres comme celle-là, nous ne les signerons jamais " auraient-ils affirmé.

Ce refus constitue un geste d'insubordination capable d'entraîner des sanctions exemplaires.

M. Cordonnier a reçu d'autre part une délégation composée de M.M. Van Wolput, Vandenberghe des " Nageurs Lillois ", de M.M. Delcueillerie et Hermez = ceux-ci ont apporté contre la gestion de M. Martin des critiques qu'ils se réservent d'exposer, s'il y a lieu, devant une commission spéciale. M. Van Wolput accuse M. Martin de brimer ceux qui, parmi ses employés, sont affiliés à la

Société des " Nageurs Lillois ", et, en s'attaquant à ceux-ci, de vouloir porter atteinte à la réputation de la F.S.G.T.

M. Cordonnier résume l'affaire = on se trouve en présence de deux ordres de difficultés .

I) D'une part le désaccord entre M. Martin et certains membres de son personnel né d'un manquement à la discipline.

L'établissement de bains ne peut que souffrir de cet état de choses.

Ce manquement à la discipline se trouve aggravé d'une insubordination nettement caractérisée à l'égard de l'adjoint au maire délégué à l'hygiène, de la part de =

Mme Céline Flour, caissière,
M.M. Louis Delcueille, maître de nage
Jules Hermez, maître de nage
Ernest Pie, maître de nage auxiliaire.

M. Philippe Martin fait remarquer que les personnes mises en cause par le régisseur des bains, se trouvent être toujours les mêmes.

M. Ph. Martin relate des propos désobligeants tenus en sa présence par Mme Céline Flour, et cite notamment cette phrase: " Vous avez les bras longs, mais moi je les ai autrement plus longs ". Il regrette que les employés mis en cause puissent se prévaloir sans cesse d'appuis politiques = il est temps, pour la bonne marche des bains, qu'on y mette bon ordre.

M. Cordonnier, a son tour, regrette que le régisseur des bains ait écrit dans un rapport, qu'il était décidé de s'armer contre son personnel.

Après échange de vues entre les membres de la Commission, M. Cordonnier propose de transmettre à l'Administration Municipale le rapport établi par le service, laissant à l'Administration, elle-même, le soin de prendre toutes mesures utiles pour solutionner le différend.

2) D'autre part le conflit entre M. Martin et M. Van Wolput et les " Nageurs Lillois "

Ce conflit ne paraît pas être du ressort de l'Administration Municipale.

La Commission à l'unanimité, estime qu'il est du domaine exclusif de la Commission administrative du Parti.

La séance est levée à 19h10

Le Secrétaire,
Dr. PARMENTIER.

Conseil d'Administration
Réunion du 21 Mars 1938
M. PLANQUE

Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation
et de l'Hygiène Publiques



Procès-verbal de la réunion du Jeudi 10 Mars 1938.



Les membres de la Commission se sont réunis à la Mairie le
Jeudi 10 Mars 1938 à 18 heures, sous la présidence de M. le Docteur
Cordonnier, adjoint au maire.

Etaient présents: M.M. Bertrand, Cordonnier, adjoints au maire
Corbu, Farvacques, Janssens, Martin,
Conseillers Municipaux.

Etaient absents : M.M. Devernay, Masson, adjoints au maire.
Bauche, Broux, Godinot, Lecomte,
Noterman, Peeters, conseillers municipaux.

Ordre du Jour

I - Bains, rue Maracci. Demande de transformation de trois cabines
baignoires, en cabines de douches.

Avis favorable de la Commission.

II - Secours médicaux d'urgence. Recours abusifs de certains
assistés du Bureau de Bienfaisance à la réquisition de Police.

La Commission émet un avis favorable aux propositions du service.

III- Installation d'un garage pour automobiles, 45 et 47 rue des
Tanneurs.

La Commission donne un avis défavorable au projet d'installa-
tion.

IV - Lotissement d'un terrain. Rue Véronèse.

Avis favorable de la Commission.

V - Demande de subvention par "Le Livre de l'Aveugle".

Avis défavorable de la Commission.

VI - Marché Saint Nicolas - Menace de ruine. Avis sur le maintien
ou la suppression de ce marché.

M. Cordonnier estime que le chiffre des recettes n'encourage
nullement à envisager le maintien du marché.

A titre d'indication, pendant l'année 1937, les recettes se
sont élevées à 43.008 Frs75 réparties comme suit:

1er trimestre	IO.935 Frs
2ème "	IO.766,25
3ème "	IO.935.
4ème "	IO.372.50

malgré une augmentation de 10 %, les recettes du 1er trimestre de l'année 1938 sont de IO.605 Frs95, un boucher ayant cessé la location de deux étaux.

A noter que M. Bridelance, locataire de 4 étaux, les abandonne pour le 2° ou le 3° trimestre. Ce commerçant a ouvert une maison I68 rue de Paris.

M. Janssens estime que le meilleur moyen d'éviter les frais d'entretien pour le présent et l'avenir, serait de transformer le marché St-Nicolas en un marché découvert.

M. Farvacque exprime le même avis et ajoute que la ville pourrait ainsi obliger les marchands ambulants des rues de Paris, du Molinel etc... d'y prendre place.

M. Cordonnier suggère qu'il serait peut-être possible d'aménager en piscine cet établissement dont l'emplacement serait particulièrement favorable.

Après un échange de vues, les membres de la Commission se déclarent à l'unanimité contre le maintien du marché St-Nicolas dans son état actuel de "Marché couvert".

La Commission retient comme très intéressante la suggestion de M. Cordonnier, le problème de la création d'une nouvelle piscine se posant avec acuité à Lille.

VII - Assistance aux femmes en couches. Avis de la Commission après examen des dossiers.

La Commission émet un avis favorable aux demandes des personnes suivantes, dont les ressources sont jugées insuffisantes:

MMmes Cardon, née Yvonne Werbrouck, 42 Rue de la Chaude Rivière
Dedoncker, née Irma Linthent, 38 rue du Pôle Nord
Deraedt, née Marguerite Blondiau, 56 bis, rue de la Prévoyance.
Gammelín, née Rachel Marescaux, 5 Allée des Dondaines
Grienenberger, née Blanche Dejonghe, 66 rue St-André
Hanskens, née Denise Declercq, 17 rue du Courouble
Letellier, née Alfrède Breen, 162, rue Barthélémy Delespaul
Magras, née Emilienne Galland, rue de la Chaude Rivière, allée du Jeu de Boules, n°3, Impasse Ste Agnès.
Montsorez, née Henriette Mouchy, 3 rue J. Lefebvre
Pruvost Lucienne, 43, rue Mazagran
Ridez, née Marie Bulliau, 44 rue de Flers
Ruysschaert, née Julienne De Buye, rue de Marquillies
Chemin de la Briquetterie.
Sulman, née Alphonsine Romon, 28, rue Boudin.
Van Hulle, née Jeanne Deyredk, 18 rue de Russie.

La Commission donne un avis défavorable aux demandes de personnes ci-dessous désignées, dont les ressources sont jugées suffisantes :

Mmes Boidin née Adrienne Boutten, 50 rue d'Arcole
Bosman née Jeanne Dombrin, 2 place Albert Thomas
Claes née Marthe Parsy, avenue Verhaeren, pavillon 2 N° 242
Chevalier née Suzanne Forasté, 38 rue Basse
Delfosse née Suzanne Labarre, 5 rue Carpeaux
Gorlé née Marguerite Debruyne, 35 rue Buffon, cour Beffe 15
Havez née Jeanne Gamard, 104 boulevard Vauban
Laby née Marthe Helder, 5 rue Werquin
Lecuyer née Simone Lecocq, rue E. Vandenberghe, c/ Crusoé 3
Leignel née Elisabeth Albert, rue des Oeillelets 9, c/ Dekeyser I
Iheureux née Yvonne Cailleaux, 22 rue Ernest Meyer
Milon née Anna Deharte, 41 rue Solférino
Mullier née Charlotte Arnould, 26 rue de Flers
Pollet née Alphonsine Brame, rue de Flandre, c/ la Gaïeté 3
Poulet née Andrée Druart, 62 rue Turgot
Schapelinck née Madeleine Hullaert, 145bis rue J. Guesde
Van den Bergh née Germaine Dedren, 11 rue G. Courbet
Van Houtreve née Marie-Thérèse Billiauw, 10 rue du Nouveau Siècle
Verspieren née Alexandra Thiéry, 30 rue d'Arras

VIII - Questions diverses.

- 1° Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes - 2ème classe -
Fabrication de vernis d'impression, 27 rue Bourjemois.

Avis défavorable de la Commission.

- 2° Ordre d'attribution des étaux vacants dans les marchés couverts.

La Commission donne un avis favorable au procédé d'attribution préconisé par le Syndicat des Marchands des Halles.

- 3° Réclamation des commerçants des marchés couverts contre a) l'augmentation du prix de location, b) la concurrence des marchands de quatre saisons.

La Commission donne un avis défavorable à la demande de réduction du prix de location des places.

Au sujet de la seconde question, M. Janssens estime que si la concurrence existe du fait des marchands de quatre saisons, elle se trouve être bien plus importante du fait de certains commerçants qui monopolisent en quelque sorte les étaux des marchés couverts. Il cite notamment au marché de Wazemmes le cas de Petit et "Gros Camille" qui occuperaient à eux deux 8 à 10 étaux malgré le règlement qui ne permet d'en attribuer que deux par commerçant. D'autre part, la hauteur réglementaire des étalages n'est pas respectée, certains dépassent 3 mètres.

Le fait de disposer des paniers dans les allées constitue une autre infraction au règlement. M. Janssens ajoute que ces abus sont tolérés sans discussion par le Directeur des marchés.

M. Farvacques signale de nombreuses anomalies dans le Code des Arrêtés Municipaux, une refonte de ceux-ci serait peut-être nécessaire.

M. Janssens propose qu'une enquête soit faite sur place - à Wazemmes surtout - et que s'il y a lieu, le directeur des marchés soit invité à obliger les commerçants à une discipline plus sévère vis-à-vis du règlement.

La Commission, à l'unanimité, adopte cette proposition.

4° Dépôt d'ordures.

M. Janssens demande la suppression du dépôt d'ordures de la rue du Marché - il s'agit d'ordures provenant du marché du dimanche à Wazemmes - M. Corbu, de son côté, signale l'insalubrité du dépôt d'ordures de la rue Littré, dont il a déjà demandé la suppression.

La Commission émet un avis favorable à la suppression de ces dépôts d'ordures.

5° Demande de cartes de circulation par les assistantes médicales scolaires - circonscription St-Maurice - Vieux-Lille - présentée par M. Pouillaude.

La Commission donne un avis favorable à la demande.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h 45.

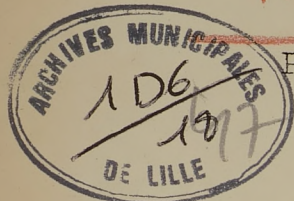
Le Secrétaire,

Dr PARMENTIER.

COMMISSION de la SOLIDARITE SOCIALE,
de l' ALIMENTATION et de l'HYGIENE PUBLIQUES



Conseil d'Administration
Réunion du 25 Avril
M. PLANOU



Y. 6° aux bureaux

Procès-verbal de la réunion du Vendredi 8 Avril 1938

Les membres de la Commission se sont réunis à la Mairie le Vendredi 8 Avril à 18 heures, sous la Présidence de M. le Docteur Cordonnier, adjoint au maire.

Etaient présents. - M.M. Cordonnier, adjoint au maire
Corbu, Farvacques, Martin, Noterman
et Peeters, conseillers municipaux.

Etaient excusés. - M.M. Bertrand, adjoint au maire,
Bauche et Pouillaude, conseillers municipaux

Etaient absents. - M.M. Devernay, Masson, adjoints au maire
Broux, Godinot, Janssens, Lecomte, conseil-
lers municipaux.

Ordre du Jour

I.- Laboratoire Municipal, demande d'abonnement pour analyses de vin.

La Commission émet un avis favorable à la demande faite par la Maison Bosc et Damée.

II - Hospices de Lille - Cité Hospitalière - Concession de terrain en vue de la construction d'un bâtiment par l'Institut de recherches sur le cancer.

Les membres de la Commission considèrent que la question de la location n'est pas de leur compétence. Quant à l'objet de cet institut, ils estiment devoir s'abstenir de donner leur avis avant d'avoir obtenu des Hospices des informations complémentaires.

III - Bains du Boulevard de la Liberté - Demandes du Régisseur.

a) Extension de la validité des cartes d'abonnement aux bains piscine.

La Commission adopte les conclusions du rapport du régisseur, et est d'avis de tenter l'essai au cours de cette année.

b) Réduction du prix des cartes de 8 leçons.

La Commission estime qu'il y aurait justice à réduire le prix de la carte à 40 francs.

c) Interdiction du racolage des leçons de natation par les professeurs d'éducation physique.

La Commission propose que le service donne au régisseur l'ordre d'interdire, en dehors des heures réservées à la natation scolaire, les leçons données par toute personne autre que l'un des maîtres de nage de l'établissement.

IV - Service des désinfections - Relèvement de la taxe applicable aux désinfections de chambres garnies et chambres de domestiques ou d'ouvriers logés par leur patron.

La Commission donne un avis favorable à la proposition du service de porter à 20 francs cette taxe.

V - Assistance aux femmes en couches - Examen des dossiers - Avis.

La Commission émet un avis favorable aux demandes des personnes suivantes, dont les ressources sont jugées insuffisantes :

MM^{es} Defives, née Marcelle Alexandre, 39 rue Saint Bernard
Demole, née Raymonde Cassez, 6 rue Kant
Epsztain, née Sura Aichenbaum, 28 rue Saint Sauveur
Hugot, née Jeanne Helvig, rue du Fg de Béthune, c. Thomas I5
Maertens, née Emilienne Delobelle, 55 rue Désiré Verhaeghe
Pelher, née Euphrasie Vanham, 39 rue Godefroy Cavaignac
Roch, née Julienne Duez, 27 rue du Curé Saint Sauveur
Vanderwerve, née Andréa Laurent, 40 rue de Thumesnil
Vasseur, née Albertine Decarmin, I8 rue de la Convention
Verdrü, née Marie Lefebvre, I2 rue Lafayette
Vienne, née Victorine Lablaine, rue Arago c. Montagne 2
Wahl, née Rachel Depret, 33 rue Faraday
Zuliani, née Elsa Mauro, I45 rue de l'Arbrisseau

La Commission donne un avis défavorable aux demandes des personnes ci-dessous désignées, dont les ressources sont jugées suffisantes :

MM^{es} Antunes, née Andrée Lina, II6 Chemin de Bargues
Blondel, née Simonne Brackman, 9 rue Jenner
Caucheteur, née Agnès Guemart, 23 rue Charles Sander
Cloetens, née Germaine Sorez, rue de Bailleul c. Donse 7
Delannoy, née Léonie Selle, 25 rue Pierre Curie
Demarets, née Agnès Petillon, 7I rue des Meuniers
Guegain, née Félicité Wuilbaut, 99 rue Caumartin
Jannotta, née Pauline Dejonghe, 69 rue Philippe de Comines
Lafraise, née Raymonde Dubar, 55 rue des Postes
Laval, née Germaine Lesage, 70 rue de Lyon
Motte, née Léona Lassoie, I rue de Philadelphie
Pamart, née Jeanne Vanbegen, 54 rue Jeanne Hachette
Ronse, née Emma Lamaire, 64 rue de Condé
Samyn, née Marthe Vanpeene, 8 rue du Mélantois

VI - QUESTIONS DIVERSES

1° Exécution d'office de travaux dans les logements insalubres:
Rue de Turenne 23 (Terrain) - Rue du Grand Balcon 35 -
Square Jussieu 7.

La Commission émet un avis favorable aux propositions du service.

2° Transports sanitaires - Demande d'exonération par la Société
de patronage des Enfants moralement abandonnés.

La Commission estime que la ville ne peut continuer à assurer bénévolement le service de transport, pour une oeuvre située sur le territoire d'une autre commune. Elle émet un avis défavorable à la demande de M. l'abbé Stahl.

3° Demande faite par le Colonel commandant le 43ème régiment
d'infanterie - utilisation gratuite par la troupe d'une piscine
municipale, pendant la saison chaude, et en dehors des heures
d'ouverture au public.

La commission donne un avis favorable à la demande, mais seulement pour l'utilisation de la piscine de l'Ecole de natation, Rue d'Armentières, si son maintien est décidé par l'Administration Municipale.

4° Demande de suppression du dépôt d'ordures de la Rue de la
Marbrerie, faite par M. Farvacques.

La Commission donne un avis favorable à cette demande et propose qu'elle soit transmise au service compétent.

5° Marché de la place du Concert.

M. Peeters demande la suppression du marché du lundi et son remplacement par un marché le mercredi.

La Commission émet un avis favorable de principe, laissant au service le soin d'étudier le problème et d'établir un rapport à l'Administration Municipale.

6° Natation Scolaire -

M. Martin demande pourquoi les élèves de l'école Victor Duruy n'ont plus été conduits à la piscine depuis plus de trois mois.

L'enseignement de la natation relevant de la 4ème Direction, la Commission demande à l'Administration de consulter ce service.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h.30.

Le Secrétaire

PARMENTIER

Commission de la Solidarité Sociale

de l'Alimentation et de l'Hygiène publiques



Procès-verbal de la réunion du 1er Juin 1938



Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques se sont réunis à la Mairie le 1er Juin 1938 à 18 heures, sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier, adjoint au Maire.

Etaient présents: M.M. Bertrand, adjoint au maire
Cordonnier, d°
Broux, conseiller municipal
Corbu "
Farvacques "
Janssens "
Martin "
Noterman "

Etaient absents ou excusés: M.M. Devernay, adjoint au maire
Masson "
Bauche, conseiller municipal
Godinot "
Lecomte "
Peeters "

M. le Docteur Cordonnier adresse à M. Pouillaude, Conseiller membre assidu de la Commission, décédé récemment, un amical souvenir et invite le secrétaire, à faire parvenir à Madame Pouillaude l'expression des condoléances attristées de la Commission.

Le procès-verbal de la dernière réunion est adopté sans observations.

Ordre du Jour

I - Fourmeaux économiques - Adjudication pour la fourniture des denrées - Cahier des charges.

Avis favorable de la commission.

II - Hébergement des indigents de passage.- Convention Rohart - Renouvellement.

La Commission émet un avis favorable à la demande de renouvellement.

III - Assistance aux femmes en couches - Examen des dossiers-Avis.

La Commission émet un avis favorable aux demandes des personnes suivantes dont les ressources sont jugées insuffisantes:

M.M.mes Delhay, née Clotilde Cadart, 5 rue Désiré Bondues
Expeels, née André Devynck 40 rue Pascal
Lemaire née Raymonde Chenu 226 bis rue Léon Gambetta

MMes Maertens née Simone George, 4 rue Cassini
Smagghe née Jeanne Lancelot, 30 rue de Lens,
Thesse née Fernande Rouhart, rue et Impasse de l'Alma 10
Caes née Andréa Caron, 16 rue de Mulhouse
Maes née Odette Kestelyn, 8 rue Désiré Verhaeghe
Menager née Blanche De Ly, 5 rue d'Esquermes,
Odent, née Adèle Lejeune, 47 rue Duhem
Van de Weghe née Suzanne Pollet rue de Jemmapes
c/ Boisseau 22
Verbeke née Lucie Bukowski, 25 rue Inkermann

La Commission donne un avis défavorable aux demandes des personnes ci-dessous désignées dont les ressources sont jugées suffisantes:

MMes Andreoletti née Diomira Anzel, 84 rue du Calvaire,
Beaurain née Alice Fourcroy, 61 rue de la Justice
Branswyck née Angèle Lefebvre, 34 rue La Fontaine,
c/ Druelle 6
Carlier née Camille Schiettecatte, 28 rue de l'Hopital
Saint Roch,
Debliqui née Germaine Lambert, 2 rue Paul Louis Courier
Deltour née Georgine Vansteenkiste, 56 rue de Flandre
cour de la Gaiteé I,
Delval née Irma Dujardin, 149 rue de Phildaldehye,
Delvas née Julienne Hennart, 6 rue du Grand Balcon,
Depoortere née Clotilde Delaeter, 5 bis rue Corneille
Gobert née Anne Grandville, 52 rue Ratisbonne,
Hendryck née Suzanne Rampelberg, 10 rue Verlaine,
Houx née Pauline Poppe, 26 rue Charles Quint,
Lefort née Marcelle Bar, 56 rue Sylvere Verhulst,
Melisse née Marthe Blondel, 49 rue Jules Guesde c/Cornu I
Alloo née Germaine Vandenbilcke, 34 rue de la Bruyère
Braems née Geneviève Cokelaer, 166 rue des Bois Blancs,
Bugnicourt née Céline Andrieux, 46 rue de l'Ecole Saint-
Louis,
De Bleeckère née Jeanne Marietta, 21 rue Gavarni
Félix née Raymonde Verbecq rue Denfert Richereau prolongé 3,
Gworys née Hélène Kalembe, 4 rue du Metz,
Leveque née Yvonne Delayer, 107 rue Gantois,
Mas née Marie Grimonprez, 144 rue du Faubourg des Postes
Mehaux née Delphine Bouton, rue d'Aboukir c/Picavet 9
Sonneville née Eudoxie Robillard, 251 rue Nationale.

La Commission décide de renvoyer au service pour complément d'enquête le dossier de:

Mme Gowaert née Louis Harlier 7 rue de Wagram.

IV- Fondation Desmet - Attribution de 2 lits vacants.

Après examen des dossiers transmis par l'Administration des Hospices, la Commission émet un avis favorable aux demandes reçues.

V - Bains Municipaux et Station de désinfection de la rue Marac-ci. Mesures à prendre pour améliorer le fonctionnement de la chaufferie commune.

La Commission émet un avis favorable aux conclusions du rapport et demande à l'administration municipale de décider de :

1°- Normer un chauffeur supplémentaire; le nombre de chauffeurs affectés au service des établissements de bains serait donc porté à 8.

2°- placer les chauffeurs des bains sous l'autorité et le contrôle de M. l'Ingénieur, chef des services du chauffage et des installations mécaniques.

Elle souhaite que la délégation chargée de l'examen des questions intéressant le personnel examine le problème le plus rapidement possible, en exécution de la décision prise par l'Administration municipale le 27 Février 1938.

VI.- Questions diverses :

1°- Fourneaux économiques. Rapport sur l'exploitation pendant la saison 1937-1938.

La Commission prend acte.

2°- Hospices de Lille - Cité hospitalière - Concession de terrain en vue de la construction d'un bâtiment par l'Institut de recherches sur le cancer.

Après avoir pris connaissance des informations complémentaires fournies par M. le Vice-Président de la Commission Administrative des Hospices, la Commission émet un avis favorable de principe à la concession de terrain.

3°- Bains du Boulevard de la Liberté. Tremplin.

M. Alfred Martin, Régisseur des Bains Municipaux du Boulevard de la Liberté, demande que l'établissement soit pourvu d'un tremplin permettant aux usagers de plonger d'une faible hauteur.

Avis favorable de la Commission.

4°- M. Martin demande si les écoles maternelles sont pourvues du matériel nécessaire pour l'inspection médicale scolaire et si la visite médicale des enfants se fait régulièrement.

Le directeur du bureau d'hygiène est chargé d'établir un rapport à l'Administration, après avoir entendu les médecins scolaires et les assistantes.

5°- M. Janssens demande que la réglementation de l'affichage sur les murs extérieurs du marché de Wazemmes soit respectée.

La Commission décide que cette réclamation de M. Janssens soit transmise au service compétent.

6°- M. Janssens signale que la porte de la resserre au poisson avarié saisi et aux déchets de viande et de volaille qui existe dans le Marché des Halles Centrales, à côté de l'emplacement du minck ferme mal. D'autre part les marchands oublient souvent d'y conduire leurs déchets. La pratique du triage s'y opère donc sans ennui.

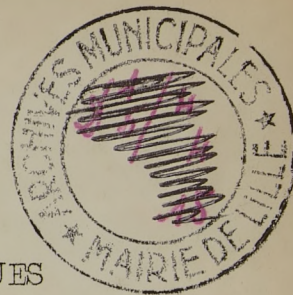
Une enquête sur place sera faite et un rapport à l'Administration établi.

Il sera également procédé à une enquête au sujet du dépôt d'ordures du marché de Wazemmes dont l'insalubrité est signalée par M. Janssens.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 19 H 15.

Le Secrétaire

Dr PARMENTIER.



COMMISSION DE LA SOLIDARITE SOCIALE,
de L'ALIMENTATION et de L'HYGIENE PUBLIQUES

Procès-Verbal de la Réunion du 12 JUILLET 1938

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques, se sont réunis à la Mairie le Mardi 12 Juillet à 18 heures sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier, adjoint au maire.

Etaient présents : M.M. Cordonnier, adjoint au maire,
Corbu, conseiller municipal,
Notermann, -id-
Bauche, -id-

Etaient absents ou excusés :

M.M. Bertrand, adjoint au maire,
Devernay, -id-
Masson, -id-
Broux, conseiller municipal,
Farvacques, -id-
Janssens, -id-
Martin, -id-
Godinot, -id-
Lecomte, -id-
Peeters, -id-

Le procès-verbal de la dernière réunion est adopté sans observations.

Ordre du Jour

I - Inspection Médicale Scolaire. Demande de travaux dans les écoles.

La Commission donne avis favorable à l'exécution des travaux demandés par M.M. les Médecins-Inspecteurs.

II- Amitié des Aveugles de France. Demande tendant à organiser une vente d'insignes sur la voie publique.

La Commission est d'avis que la Ville ne peut elle-même organiser cette vente. Elle propose à l'Administration Municipale de faire part de la demande aux groupements philanthropiques de notre Ville qui pourraient y donner suite.

III - Assistance aux femmes en couches - Examen des dossiers - Avis-

La Commission donne avis favorable aux demandes des personnes suivantes qui ne disposent pas de ressources suffisantes :

M ^{es} Branquart, née Lucienne Compagne,	I48 rue des Bois Blancs
Castelin, née Marthe Bar,	2, rue Paul Louis Courrier
Dekeyser, née Joséphine Bovoy,	r. du Fg de Douai, C. Berthon 8
Glorie, née Marceline Jean,	r. des Poissonceaux, cour des Trépassés, 20
Ingels, née Simonne Ringuière,	37, rue de Jemmapes
Lefebvre, née Jeanne Claeys,	33, rue de Marquillies
Sampson, née Anna Caby,	II3, rue des Bois Blancs
Tyffers, née Hortense Mullier,	I8, rue de Turenne
Verheys, née Adèle Vandevyvere	20, rue Mazagran, c. Rubens 4.

Elle donne un avis défavorable aux demandes des personnes ci-après dont les ressources sont suffisantes :

M ^{es} Bauval, née Elise Allepaerts,	26, rue du Molinel
Castille, née Claire Petit,	38, rue du Marché
Caudrelier, née Marie Dehosse,	2 Ibis rue de Calais, c. Grimonprez 4
Claes, née Denise Bacquet,	24 rue Paul Lafargue
Rosa Delaine,	I43 rue du Fg de Roubaix
Demol, née Virgina Wattez,	46 rue des Jardins Caulier
Dupriez, née Louise Deparis	27 rue Léon Gambetta
Lefevre née Marie-Thérèse Charpentier,	I53 rue du Molinel
Elise Legrand,	24 rue de l'Ecole
Simone Lemaire,	9I rue Boucher de Perthes
Leroy, née Suzanne Parent,	I7 rue Etienne Marcel
Leroy, née Marie-Louise Vienne,	r. Dupuytren, Imp. St Eloi 5
Lewin, née Gisèle Ihernould	8, rue Pascal
Ponchaut, née Marcelle Vandenhende,	40 rue Michel Ange
Roos, née Malvina Wante,	II, rue Corbet
Saint-Léger, née Jeanne Gerduyn	58, rue Paul Lafargue
Schott, née Berthe Vansteenkiste	5, rue des Sarrazins
Velghe, née Angèle Luca	6I rue de la Justice P ^{on} 4, appart- 37
Vercruysse, née Elise Cnudde,	86 rue Francisco Ferrer
Warin, née Suzanne Angot	60 rue Guillaume Werniers.

IV - Questions diverses -

1° - Subvention à des oeuvres privées, philanthropiques, d'assistance et de bienfaisance. Répartition du Crédit.

M. Notermann demande le relèvement de la subvention accordée à la Société Mutuelle de l'Union de Lille pour sa Caisse de Solidarité pour Vieillards et Incurables.

La Commission fait sienne cette demande et fait observer par ailleurs, que la subvention accordée aux Anciens Elèves du Lycée Faidherbe est unilatérale. D'autres associations d'Anciens Elèves - Lycée Fénelon, Ecoles Supérieures, seraient fondées à revendiquer la même faveur.

La Commission approuve d'autre part la répartition proposée pour les autres oeuvres.

2° - Demande d'installation d'un garage d'automobiles, 45-47 rue des Tanneurs - Nouvel examen.

La Commission maintient l'avis défavorable qu'elle avait exprimé lors de sa réunion du 8 Mars 1938. Elle fait observer que l'inconvénient inhérent à tous les garages et qui a motivé leur classement parmi les établissements dangereux, insalubres ou incommodes est celui du danger d'incendie. Dans le cas présent le peu de largeur de la rue : 5m.50, gênerait considérablement l'accès et la mise en oeuvre du matériel de lutte contre l'incendie au début d'un sinistre. Celui-ci s'étendrait donc vraisemblablement à tout l'ilôt de maisons dans lesquelles se trouvent notamment des dépôts de meubles ou de matières inflammables.

3° - M. Bauche signale qu'il a été fortement incommodé lors d'une vidange effectuée le 12 Juillet vers 17h.30 par l'entreprise Cantraine vers le n° 101 de la rue Meurein. Il est décidé d'inviter le Bureau d'Hygiène et les services de Police à faire appliquer strictement les prescriptions réglementaires qui imposent le brûlage préalable des gaz évacués par les pompes à vidange.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h.20.

Le Secrétaire.

Conseil d'Administration
Réunion du 19 SEPT 1938
M. PLANQUE



COMMISSION DE LA SOLIDARITE SOCIALE,
DE L'ALIMENTATION ET DE L'HYGIENE PUBLIQUES

Procès-verbal de la réunion du 8 Septembre 1938

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques, se sont réunis à la Mairie le Jeudi 8 Septembre, à 18 heures, sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier, adjoint au maire.

Etaient présents: MM. Cordonnier, adjoint au maire
Bataille, conseiller municipal
Corbu, d°
Godinot, d°
Janssens, d°
Noterman, d°

Etaient absents ou excusés :

MM. Bertrand, adjoint au maire
Devernay, d°
Masson, d°
Bauche, conseiller municipal
Broux, d°
Farvacques, d°
Martin, d°
Lecomte, d°
Peeters, d°

Le procès-verbal de la deuxième réunion est adopté sans observations.

M. le Docteur Cordonnier présente à M. Janssens au nom de la Commission, ses condoléances pour la perte cruelle qu'il vient de subir. Il accueille ensuite M. Bataille, nouveau membre de la commission.

Ordre du jour

I.- Voies privées - Projet de décret étendant à la Ville de Lille la loi du 15 Mai 1930 concernant le classement et l'assainissement d'office des voies privées de la Ville de Lille - Observations du Conseil d'Etat - Avis.-

La commission émet un avis défavorable à l'adoption du projet de décret présenté par le ministère de l'Intérieur. Elle propose que M. le Doyen Duez soit consulté.

II.- Rue Etienne Marcel - Voie privée - Construction d'aqueduc -
Demande d'avance sur subvention.

La commission décide de transmettre avec avis favorable le rapport du service.

III.- Demande d'autorisation de construire une maison de la Radio -
36 Boulevard de la Liberté - Infraction au Règlement Sani-
taire - Avis.

La commission adopte les conclusions du rapport du Bureau d'Hygiène.

IV.- Aménagement des lotissements défectueux - Proposition de M.
l'Ingénieur en chef du département : construction de chaussées
en béton.

La Commission donne un avis favorable au projet de construc-
tion de chaussées en béton.

V.- Lotissement d'un terrain rue Paul Lafargue - Avis.

Avis favorable de la Commission.

VI.- Assistance aux femmes en couches - Examen des dossiers - Avis.

La Commission donne avis favorable aux demandes des personnes
suivantes qui ne disposent pas de ressources suffisantes :

MMmes Bauzet née Sidonie De Vreese, 358 rue du Fg d'Arras
Catillon née Estelle Lobbedez, 6 rue du Havre
Choquet née Germaine Vaillant, 49 rue de Valenciennes
Colpaert née Marie Lemoisne, 39 rue du Four à Chaux
Dardenne née Fernande Coulon, 4 rue du Repos
Dequeker née Suzanne Lévêque, 23 rue Désiré Bondues
Duquesne née Paule Derveaux, 6 place Antoine Tacq
Gamain née Suzanne Stock, 67 rue Paul Lafargue
Goudenhoft née Jeanne Costenoble, rue Auber II c/des Blanchisseurs
Lefebvre née Jeanne Delannoy, 4 chemin des Vaches
Procureur née Simone Bogaert, 3 rue Davy
Saint Pol née Henriette Queffeleant, rue Lequeux II c/ Bécue
Wambre née Marthe Boidoux, 93 rue des Bois Blancs

La commission donne avis défavorable aux demandes des per-
sonnes ci-après dont les ressources sont suffisantes :

MMmes Basecq née Simone Guislain, 174 rue Colbert
Campel née Madeleine Delos, rue du Buisson 2 c/Franchomme
Carmin née Marie De Busscher, 31 rue de l'Hôpital Saint Roch
Carpentier née Yvonne Mahieu, rue de la Justice c/ Fromond 8
Carré née Augusta Dumoulin, 23 rue Pierre Curie
Césaruss née Osanne Bourgeois, 90 rue Gustave Delory
Coquerelle, née Yvonne Toulemonde, 8 rue de Lannoy

MMmes Delos née Raymonde Godtschalck, 6 rue Lequenne
Fourmeaux née Solange Fourmeaux, 16 rue des Bonnes Rappes
Georges née Marthe Craye, 15 place Vandembulke
Hédin Marie (divorcée) rue Carpeaux c/ Ledoux 2
Hoorelbecke née Suzanne Gilquin, 52 chemin des Alouettes
Jorieux née Yvonne Demersseman, 23 rue Edouard Doyennette
Lansel née Valentine Macaire, 65 rue Désiré Verhaeghe
Lebeau née Carmen Roothoof, 21 rue Ernest Meyer
Legry née Marcelle Boulanger, 16 rue du Barbier Maes
Mazureck née Sophie Potocko, 106 rue de Tournai
Preux née Victorine Dekeyster, 1 rue du Pont à Raismes
Piétryck née Marianne Izdebski, 8 rue Broca
Poissonnier née Jeanne Helsens, 38 rue du Ballon
Raes née Marie Louise Devigne, 46 rue Arago
Roelandts née Louise Demeulen, 52 rue Auguste Comte
Reim née Georgette Couchey, 5 rue Ernest Deconinck
Schapman née Julienne Gevaert, rue d'Iéna c/ d'Iéna 21
Simoens née Marie Thérèse Derieppe, 3 place Albert Thomas
Van Bockstael née Julienne Mercier, 2 square Dutilleul
Vandevyvere née Louise Kurasinkz, 22 rue Mazagran
Van Steenkiste née Mathilde Lameire, rue de Lannoy c/Bacquet 40
Vrielynck née Maria Dumortier, 23 rue des Pénitentes

VII - Questions diverses.

1°- Bains Municipaux du Boulevard de la Liberté - Demande de pose de glaces et de tablettes dans les cabines de deshabillage.

La commission décide de transmettre le rapport avec avis favorable, à la deuxième commission.

2°- M. Notterman proteste contre l'état négligé des rues après le passage du service de la propreté publique.

Il signale que des marchands de légumes ambulants, laissent leurs déchets sur la voie publique.

Les membres de la commission s'associent aux observations de M. Notterman et demandent a) que le service de la Propreté Publique soit invité à assurer de meilleure façon l'entretien des rues b) que M. le Commissaire Central donne des instructions à ses services pour que soient sévèrement appliqués les arrêtés municipaux interdisant le jet d'ordures sur la voie publique.

Elle propose en outre qu'un communiqué soit inséré dans la presse pour rappeler au public les prescriptions essentielles du code des arrêtés municipaux.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h. 35.

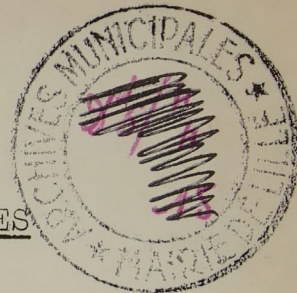
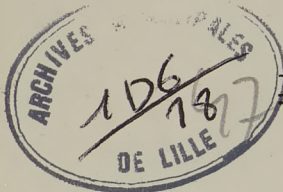
Le Secrétaire,

R. PARMENTIER.

Conseil d'Administration
Réunion du 10 OCT 1938

COMMISSION DE LA SOLIDARITE SOCIALE

DE L'ALIMENTATION ET DE L'HYGIENE PUBLIQUES



Procès-verbal de la réunion du 29 Septembre 1938

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques, se sont réunis à la Mairie, le Jeudi 29 Septembre, à 18 heures, sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier, adjoint au maire.

Etaient présents: MM. Bertrand, adjoint au maire
Cordonnier, d°
Bataille, conseiller municipal
Bauche, d°
Corbu, d°
Peeters, d°

Etaient absents ou excusés: MM. Devernay, adjoint au maire
Masson d°
Broux, conseiller municipal
Farvacques, d°
Godinot, d°
Janssens, d°
Lecomte, d°
Martin, d°
Noterman, d°

Le procès-verbal de la réunion précédente est adopté sans observation.

ORDRE DU JOUR

I - Projet d'aménagement du lotissement défectueux de la rue de la Prévoyance. Avis.

La Commission émet un avis favorable.

II - Avenue Duray - Demande d'alignement.

Avis favorable de la Commission aux conclusions du Rapport.

III - Demande de transfert d'une partie du marché de Wazemmes au marché aux Chevaux.

Avis défavorable de la Commission.

IV - Stationnement rue de Paris des marchands des quatre-saisons.

La Commission fait siennes les propositions de M. l'Adjoint Bertrand, contenues dans le rapport du service.

...

V - Assistance aux femmes en couches. Examen des dossiers - Avis.

La Commission donne avis favorable aux demandes des personnes suivantes qui ne disposent pas de ressources suffisantes :

MMmes Budka née Angélique Dyrda, 33 rue des Robleds
Pannekoucke, née Marguerite Genevriez, 59 rue de Lannoy

La commission émet un avis défavorable aux demandes des personnes suivantes qui disposent de ressources suffisantes :

MMmes Boileux, née Emilienne Bellard, 9 rue Kuhlmann
Dumetz, née Henriette Venbrugge, 34 rue de Marquillies
Hespel, née Lucienne Morel, 26 rue du Commerce
Lecomte, née Ursule Nelen, 28 rue Pierre Curie
Luyten, née Virginie Demolie, Fg de Béthune H.B.M. Ap. 194
Merlier, née Marcelle Thevenot, 107 Bd de la Moselle
Mille, née Liliane Boyer, 62 rue Manuel
Moreaux, née Céline Taffin, rue Alphonse Mercier, Villa
Lesay, 4
Muray, née Madeleine Bisiaux, 5 rue Fémy
Oosterlinck, née Palmyre Vanautrève, 59 bis rue Manuel c/
François I
Quivront, née Simone Chatelet, rue de Madagascar, c/ Saint-
Pierre 10
Richez, née Raymonde Oster, 17 rue de l'Alma, c/Dubrulle 15
Salembiez, née Jeanne Bonne, 24 rue d'Alger
Simenow née Malka Warech, 55 rue Jenner
Vinitzki, née Anna Onyskow, 56 rue des Sarrazins

VI - Questions diverses.

1°) Marché St-Nicolas - Situation du marché - Audition de MM. Hennebelle et Leroy.

La Commission estime que les propositions de MM. Hennebelle et Leroy, ne peuvent être retenues. Le marché couvert St-Nicolas devrait être supprimé.

2°) M. Peeters et les membres de la Commission demandent que l'Administration Municipale intervienne énergiquement auprès de la Cie des Tramways pour que la ligne d'autobus n°3 (Hôpital Calmette-Lambersart) soit rétablie d'urgence avec les mêmes horaires que ceux observés avant la grève.

3°) M. Peeters rapporte une réclamation des habitants du pourtour de la place du Concert, visant le balayage à sec opéré par le Service de la Propreté Publique après le départ des marchands forains.

Les membres de la commission souhaitent que l'Administration municipale invite le service en cause, à procéder régulièrement à l'arrosage préalablement à tout balayage de la voie publique.

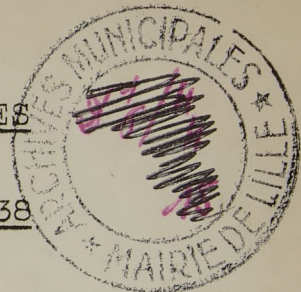
L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h 15.

Le Secrétaire,
PARMENTIER.

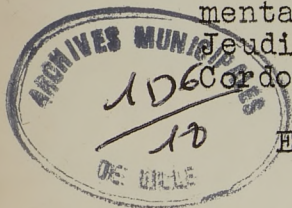
Conseil d'Administration
Réunion du 17 OCT 1938
M. PLANQUE

COMMISSION DE LA SOLIDARITE SOCIALE

DE L'ALIMENTATION ET DE L'HYGIENE PUBLIQUES



Procès-verbal de la réunion du 6 Octobre 1938



Les membres de la Commission de la Solidarite Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques, se sont réunis à la Mairie le Jeudi 6 Octobre, à 18 heures, sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier, adjoint au maire.

Etaient présents: M.M. Cordonnier, adjoint au maire
Bauche, conseiller municipal
Broux, d°
Corbu d°
Farvacques d°
Godinot d°
Janssens d°
Noterman d°
Peeters d°

Etaient excusés ou: MM. Bertrand, adjoint au maire
absents
Devernay d°
Masson d°

MM. Bataille, conseiller municipal
Lecomte, d°
Martin d°

Le Procès-verbal de la réunion précédente est adopté sans observations.

Ordre du jour

I) Assistance médicale gratuite - Organisation du Service (Projets)

La commission émet un avis favorable de principe au projet tendant à organiser l'Assistance Médicale Gratuite à Lille dans le cadre départemental et adopte le règlement établi par le service.

II - Questions diverses

1°- Bains municipaux du Boulevard de la Liberté. Proposition de création de carnets d'abonnement sportif.

La Commission estime que les suggestions de M. Van Wolput ne peuvent être retenues, du moins actuellement. La question pourrait se poser à nouveau, à l'occasion de la création d'une deuxième piscine couverte dont l'urgence apparaît nettement.

2°- Fourneaux économiques - Adjudication du 14 Octobre 1938.

Désignation de deux membres de la Commission de la Solidarité Sociale de l'Alimentation et de l'Hygiène publiques pour siéger en qualité de membres du bureau.

M.M. Janssens et Noterman sont désignés.

3°- Fourniture de cercueils - Adjudication - Cahier des charges

Avis favorable au maintien sans modifications du cahier des charges.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h 40

Le Secrétaire
R. PARMENTIER



Conseil d'Administration
Réunion du 31 OCT 1938
M. PLANOUR

COMMISSION DE LA SOLIDARITE SOCIALE

DE L'ALIMENTATION ET DE L'HYGIENE PUBLIQUES

Procès-verbal de la réunion du 20 Octobre 1938



Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques, se sont réunis à la Mairie le Jeudi 20 Octobre, à 18 heures, sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier, adjoint au maire.

Etaient présents : M.M. Bertrand, adjoint au maire
Cordonnier, d°
Bataille, conseiller municipal
Broux, d°
Corbu, d°
Farvacques, d°
Godinot, d°
Janssens, d°
Martin, d°
Noterman, d°
Peeters, d°

Etaient excusés ou absents :

M.M. Devernay, adjoint au maire
Masson, d°
Bauche, conseiller municipal
Lecomte, d°

Le procès-verbal de la réunion précédente est adopté sans observations.

Ordre du jour

I.- Voies privées. Extension de la loi du 15 Mai 1930 à la Ville de Lille. Observations du Conseil d'Etat concernant les trottoirs. Avis de M. le Doyen Duez.

La Commission I° propose qu'une démarche soit faite par l'Administration Municipale auprès de l'autorité supérieure pour que la question - mise au point par M. le Doyen Duez - soit de nouveau examinée par la section de l'intérieur du Conseil d'Etat 2° décide de surseoir à l'examen du problème des subventions jusqu'à ce que le Conseil d'Etat se soit prononcé.

II.- Projet de règlement présenté par M. Janssens, conseiller municipal, concernant les marchands ambulants.

Une sous-commission comprenant M.M. Bertrand, adjoint au maire, Janssens, Farvacques, conseillers municipaux, Lerouge, chef de bureau, un représentant de la commission des finances, un représentant de la commission de la voie publique, et M. Bouttillier, accompagné de l'un des brigadiers préposés à la surveillance des marchés, se

réunira pour élaborer une nouvelle réglementation. La réunion de cette sous-commission aura lieu le jeudi 27 Octobre à 16 heures dans le cabinet de M. l'adjoint Bertrand.

III.- Bains-douches. Répercussion de l'ouverture des bains de Moulins-Lille sur la délivrance des bains dans l'ensemble des établissements.

La Commission prend acte de la communication qui lui est faite.

IV.- Assistance aux femmes en couches. Examen des dossiers. Avis.

La Commission émet un avis favorable aux demandes des personnes suivantes dont les ressources sont jugées insuffisantes :

Mmes Fiems née Germaine Barremacker, 70 rue Sylvère Verhulst
Petit née Raymonde Troignie, 29 rue Bellevue.

La Commission émet un avis défavorable aux demandes des personnes suivantes qui disposent de ressources suffisantes :

Mmes Demey née Renée François, 41 rue de Trévis
D'Everlang née Germaine Kerrinckx, 40bis rue de l'Hôpital
St-Roch
Gomanne née Simone Warlop, 16 rue St-Amé, c/ St-Amé 36
Leroy née Germaine Delettrez, 37 rue d'Esquermes
Riquez née Madeleine Cousin, 49 rue Vergniaud
Sion née Reine Blanchot, 10 rue des Jardins

V.- Questions diverses.

Lotissement d'un terrain en bordure de l'avenue de Bretagne par la Société Anonyme des Etablissements Vandebosch et Cie.

La 5ème Commission émet un avis favorable au projet.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h 45.

Le Secrétaire,
PARMENTIER.

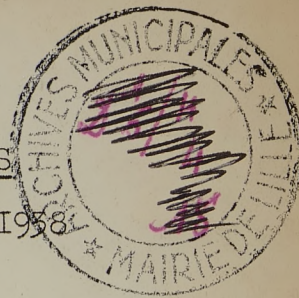
Conseil d'Administration
séance du 13 DEC 1938
M. PLANOU



COMMISSION DE LA SOLIDARITE SOCIALE

DE L'ALIMENTATION ET DE L'HYGIENE PUBLIQUES

Procès-verbal de la réunion du 1er Décembre 1938



Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques, se sont réunis à la Mairie le Jeudi 1er Décembre, à 18 heures, sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier, adjoint au maire.

Etaient présents : M.M. Bertrand, adjoint au maire
Cordonnier, d°
Broux, conseiller municipal
Corbu, d°
Farvacques, d°
Janssens, d°

Etaient excusés ou absents :

M.M. Devernay, adjoint au maire
Masson, d°
Bataille, conseiller municipal
Bauche, d°
Godinot, d°
Lecomte, d°
Martin, d°
Noterman, d°
Peeters, d°

Le procès-verbal de la réunion précédente est adopté sans observations.

ORDRE du JOUR

I - Vidange des fosses d'aisances des bâtiments communaux -
Marché.

La Commission propose de passer marché avec M. Cantraine.

II - Service des Désinfections. Fourniture de formol - Marché.

La Commission émet l'avis de passer marché avec les établissements Verbièse.

III - Etablissement classé - Dépôt de 3.000 litres d'essence,
94 ter rue d'Arras.

La Commission donne avis favorable sous les réserves énoncées dans le rapport du service.

IV - Etablissement classé - Extraction des sels de plomb par
voie humide, 6 rue Violette.

La Commission donne avis favorable sous la réserve que les opérations de séchage, broyage et blutage des sels de plomb soient interdites.

V - Lotissement, rues Lamartine et d'Avesnes.

Avis favorable de la Commission.

VI - Augmentation de la taxe de surveillance des voitures pendant les marchés - Avis.

La Commission émet un avis favorable aux propositions du service.

VII - Réglementation du stationnement des marchands des quatre saisons - Examen du projet présenté par la sous-commission.

La Commission approuve le projet, et demande que le règlement soit strictement observé.

VIII - Assistance aux femmes en couches.
Examen des dossiers - Avis.

La Commission émet un avis favorable aux demandes des personnes suivantes dont les ressources sont jugées insuffisantes :

MM^{es} Cayzeele, née Suzanne Deporter, 3 rue Baudelaire
Duthilleul, née Renée Van Grootenbruel, 16 rue Defaucompret
Empis, née Lucienne Platel, 22 rue Edouard Vaillant
Géva Raymonde, 48 rue Aristote
Hespelle née Suzanne Fleuret, 20 rue Flamen
Lecroart, née Alice Caumare, Quai de l'Ouest c.St Joseph 17
Liso, née Antonia Pellegrino, 22 rue Lepelletier
Martin, Paule, 25 rue d'Anvers
Poncet, née Clémence Vilion, 4 rue Coquerez
Vindevogel, née Suzanne Van Mullen, 10 rue Auguste Comte
Weyenbergh, née Fernande Haquette, 146 rue Saint-André.

La Commission émet un avis défavorable aux demandes des personnes suivantes, qui disposent de ressources suffisantes :

MM^{es} Berthon née Alice Stillatus, 127 rue Paul Lafargue, c.
Boutry I
Boer, née Alice Caron, 52 rue de Bavai
Bonte, née Micheline Dessaubas, 68bis, rue de Madagascar
Brunel, née Andrée Faucon, 70 rue Alphonse Mercier
Chartier, née Léonie Olivier, 1 Place Antoine Facq
Cornette, née Marie Huyghe, 6 rue Camille Desmoulins
Crétal, née Marie-Antoinette Delebecq, 30 rue Saint Gabriel
Crombez, née Charlotte Beaugrand, avenue Verhaeren,
Pavillon 8 - Appartement 171
Deflandre, née Mauricette Billard, 32 rue Guillaume Werniers
Delebarre, née Marthe Vaucamps, 179 rue des Postes, cour
Pesez 20
Delem, née Andréa Boukaert, 55 rue Vantroyen
Delissen, née Augustine Flinois, 249 rue Pierre Legrand
Dufaure, née Jeanne Fromont, 33 rue Fabre d'Eglantine
Everard Marie, 2 rue à Claques
Faletti, née Simone Jullien, 26 Boulevard des Ecoles
Gigalkin, née Nathalie Lawna, 12 rue du Gard

MM^{es} Heroquellennée Julie Callot, 49 rue du Metz (2°)
Leblanc, née Jeanne Coulombel, 22 avenue de la Roseraie
Legrand, née Berthe Allouchery, 20 rue Flamen
Lelou, née Marguerite Dewallers, 103 rue de Wazemmes
Longrez, née Marie Pinninger, 150 rue Gustave Delory
Magnier, née Dancoisne Louise, 4 rue des Pavillons
Milleville, née Berthe Longrez, rue Copernic, c. Dupont 10
Moncomble, née Henriette Leroy, 2 rue Barni
Perin, née Louise Gondezoone, 24 rue du Maréchal Mortier
Pinte, née Florentine Dumont, 104 rue du Faubourg des Postes
Poppe, née Delphine Van Brussel, 26 rue du Magasin
Pottier, née Raymonde Bruniaire, 69 rue du Fg de Roubaix
Raviart, née Jeanne Valcke, 34bis rue Guillaume Werniers
Stenbecque née Ida Lemichel, 12 rue Malesherbes
Verplanche, née Marie Tournemine, 295 rue des Bois Blancs.

IV.- Questions diverses -

1°- Crèches municipales - Fourniture de lait - Marché -

La Commission émet un avis favorable aux propositions du service.

2°- M. Janssens demande ce qu'il advient de la question du Marché Saint Nicolas. M. l'adjoint Bertrand informe qu'il a reçu 47 adhésions de principe émanant de marchands d'objets manufacturés.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 heures 15.

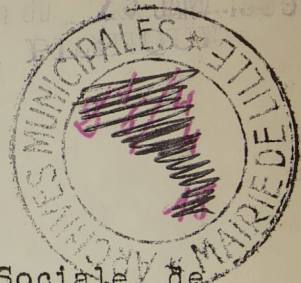
Le Secrétaire :

R. PARMENTIER.

COMMISSION DE LA SOLIDARITE SOCIALE

de l'ALIMENTATION et de l'HYGIENE PUBLIQUES

Procès-verbal de la réunion du 12 Janvier 1939



Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques se sont réunis à la Mairie le Jeudi 12 Janvier, à 18 heures, sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier, adjoint au maire.

Etaient présents: M.M. Bertrand, adjoint au maire
Cordonnier d°
Bataille, conseiller municipal
Bauche, d°
Broux, d°
Corbu, d°
Farvacques, d°
Godinot, d°
Noterman, d°

Etaient excusés ou absents :

M.M. Devernay, adjoint au maire
Masson, d°
Lecomte, conseiller municipal
Janssens, d°
Martin, d°
Peeters, d°

Le procès-verbal de la réunion précédente est adopté sans observations.

ORDRE DU JOUR :

I.- Morgue Municipale de l'Institut Médico-Légal. Demandes de M. le Professeur Leclercq : a) d'augmentation de subvention; b) de fourniture d'une voiture automobile pour le transport des cadavres.

Le secrétaire fait part aux membres de la Commission du désir exprimé par M. le Professeur Leclercq qu'aucune décision ne soit prise avant que le service n'ait reçu de lui une note d'information complémentaire, et une étude du Budget de fonctionnement de la Morgue au cours de l'année 1938.

La Commission décide alors de surseoir à statuer et de renvoyer à une séance ultérieure.

II.- Aménagement de la rue Christophe Colomb. Quote-part de la Ville

La Commission émet un avis favorable aux propositions du service.

III.- Travaux d'office. Immeuble : rue Brasseur 22

Avis favorable de la Commission.

IV.- Constructions non autorisées sur un terrain loué au "Tennis Club Lillois". Modification du taux de la redevance

La Commission adopte les propositions du service et décide de transmettre pour avis au Service du Contentieux.

V.- Zone de non aedificandi. Mise en oeuvre de la procédure pour arriver à la suppression des installations illicites

La Commission adopte le rapport du Bureau d'Hygiène.

VI.- Assistance aux femmes en couches. Examen des dossiers

La Commission émet un avis favorable aux demandes des personnes suivantes dont les ressources sont jugées insuffisantes:

MMmes Dehouck née Simonne Dhandt, 10 Place Antoine Tacq
Detez de la Drève née Julienne Delacenserie, 12 rue de l'Hôpital St Roch
Kowalski née Joanna Podolecki, 157 Bd Victor Hugo
Plaquet née Hortense Creus, 31 rue des Meuniers
Pouilly née Catherine Schmit, 73 rue Esquermoise

La Commission émet un avis défavorable aux demandes des personnes suivantes, qui disposent de ressources suffisantes :

MMmes Cousin née Hortense Boureau, 13 rue Gavarni
Daes née Blanche Vandenas, 15 rue de l'Hôpital St Roch
Delagrangue née Pauline Jackson, 9 rue Marceau
Desbuisson née Elisabeth Denneulin, 62 rue Arago
Dhem née Suzanne Roger, 31 bis rue de l'Hôpital St Roch
Dupuis née Marie Everaert, 8 Place Louchart
Eeckblost née Yvonne Deschutter, 11 rue Charles Sander
Herlin née Gabrielle Dubois, rue du Marché cité Ste Marie 9
Imbert née Madeleine Deloffre, 53 rue du Chevalier français
Lassoie née Marguerite Brochet, 38 rue Denis du Péage
Legros née Raymonde Hunez, 16 rue Charles Sander
Lescrinier née Marie Lemoine, 25 rue Lazare Garreau
Moinier née Marthe Vinckier, 4 avenue Albert
Pattyn née Léa Desprez, rue Ste Catherine c/Notre Dame 5
Sénéchal née Lucie Verpraet, 2 rue Lallemand
Thielemans née Renée Laurent, 30 rue de Mulhouse
Trenson née Irma Dorez, rue de la Justice c/ du Gendarme 16
Vandenbeuck née Raymonde Lefebvre, 28 rue Victor Tidmant
Van Overtvelde née Louise Couvez, 22 rue des Brigittines
Vauthier née Elisabeth Allemandi, 66 rue Gustave Delory
Willecomme née Joséphine Jullien, 27 rue des Meuniers

VII.- Questions diverses

I°) M. Godinot signale le retard apporté au versement des secours aux femmes en couches. Il demande, ainsi que les membres de la Commission qu'une intervention soit faite afin que ces versements soient effectués avec moins de lenteur.

2°) Fourniture de vêtements de protection : 1°) aux désinfecteurs et aux sapeurs ambulanciers 2°) aux agents de police appelés à manipuler des cadavres

La Commission insiste auprès de l'Administration Municipale pour qu'une suite favorable soit donnée à la demande des intéressés.

3°) Demande d'autorisation de construire des hangars et un bureau sur un terrain situé dans la zone "non aedificandi".

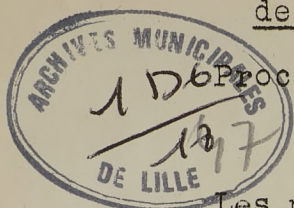
La Commission estime qu'il n'y a lieu d'accorder l'autorisation que si la Commission du Plan, consultée au préalable, donne son assentiment.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 heures 15.

Le Secrétaire,

COMMISSION DE LA SOLIDARITE SOCIALE

de l'ALIMENTATION et de l'HYGIENE PUBLIQUES



Procès-verbal de la réunion du 12 Janvier 1939

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques se sont réunis à la Mairie le Jeudi 12 Janvier, à 18 heures, sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier, adjoint au maire.

Etaient présents: M.M. Bertrand, adjoint au maire
Cordonnier d°
Bataille, conseiller municipal
Bauche, d°
Broux, d°
Corbu, d°
Farvacques, d°
Godinot, d°
Noterman, d°

Etaient excusés ou absents :

M.M. Devernay, adjoint au maire
Masson, d°
Lecomte, conseiller municipal
Janssens, d°
Martin, d°
Peeters, d°

Le procès-verbal de la réunion précédente est adopté sans observations.

ORDRE DU JOUR :

I.- Morgue Municipale de l'Institut Médico-Légal. Demandes de M. le Professeur Leclercq : a) d'augmentation de subvention; b) de fourniture d'une voiture automobile pour le transport des cadavres.

Le secrétaire fait part aux membres de la Commission du désir exprimé par M. le Professeur Leclercq qu'aucune décision ne soit prise avant que le service n'ait reçu de lui une note d'information complémentaire, et une étude du Budget de fonctionnement de la Morgue au cours de l'année 1938.

La Commission décide alors de surseoir à statuer et de renvoyer à une séance ultérieure.

II.- Aménagement de la rue Christophe Colomb. Quote-part de la Ville

La Commission émet un avis favorable aux propositions du service.

III.- Travaux d'office. Immeuble : rue Brasseur 22

Avis favorable de la Commission.

IV.- Constructions non autorisées sur un terrain loué au "Tennis Club Lillois". Modification du taux de la redevance

La Commission adopte les propositions du service et décide de transmettre pour avis au Service du Contentieux.

V.- Zone de non aedificandi. Mise en oeuvre de la procédure pour arriver à la suppression des installations illicites

La Commission adopte le rapport du Bureau d'Hygiène.

VI.- Assistance aux femmes en couches. Examen des dossiers

La Commission émet un avis favorable aux demandes des personnes suivantes dont les ressources sont jugées insuffisantes:

MMmes Dehouck née Simonne Dhandt, 10 Place Antoine Tacq
Detez de la Drève née Julienne Delacenserie, 12 rue de l'Hôpital St Roch
Kowalski née Joanna Podolecki, 157 Bd Victor Hugo
Plaquet née Hortense Creus, 31 rue des Meuniers
Pouilly née Catherine Schmit, 73 rue Esquermoise

La Commission émet un avis défavorable aux demandes des personnes suivantes, qui disposent de ressources suffisantes :

MMmes Cousin née Hortense Boureau, 13 rue Gavarni
Daes née Blanche Vandenas, 15 rue de l'Hôpital St Roch
Delagrange née Pauline Jackson, 9 rue Marceau
Desbuisson née Elisabeth Denneulin, 62 rue Arago
Dhem née Suzanne Roger, 31 bis rue de l'Hôpital St Roch
Dupuis née Marie Everaert, 8 Place Louchart
Eeckblost née Yvonne Deschutter, 11 rue Charles Sander
Herlin née Gabrielle Dubois, rue du Marché cité Ste Marie 9
Imbert née Madeleine Deloffre, 53 rue du Chevalier français
Lassoie née Marguerite Brochet, 38 rue Denis du Péage
Legros née Raymonde Hunez, 16 rue Charles Sander
Lescrinier née Marie Lemoine, 25 rue Lazare Garreau
Moinier née Marthe Vinckier, 4 avenue Albert
Pattyn née Léa Desprez, rue Ste Catherine c/Notre Dame 5
Sénéchal née Lucie Verpraet, 2 rue Lallemand
Thielemans née Renée Laurent, 30 rue de Mulhouse
Trenson née Irma Dorez, rue de la Justice c/ du Gendarme 16
Vandenbeuck née Raymonde Lefebvre, 28 rue Victor Tilmant
Van Overtvelde née Louise Couvez, 22 rue des Brigittines
Vauthier née Elisabeth Allemandi, 66 rue Gustave Delory
Willecomme née Joséphine Jullien, 27 rue des Meuniers

VII.- Questions diverses

I°) M. Godinot signale le retard apporté au versement des secours aux femmes en couches. Il demande, ainsi que les membres de la Commission qu'une intervention soit faite afin que ces versements soient effectués avec moins de lenteur.

2°) Fourniture de vêtements de protection : 1°) aux désinfecteurs et aux sapeurs ambulanciers 2°) aux agents de police appelés à manipuler des cadavres

La Commission insiste auprès de l'Administration Municipale pour qu'une suite favorable soit donnée à la demande des intéressés.

3°) Demande d'autorisation de construire des hangars et un bureau sur un terrain situé dans la zone "non aedificandi".

La Commission estime qu'il n'y a lieu d'accorder l'autorisation que si la Commission du Plan, consultée au préalable, donne son assentiment.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 heures 15.

Le Secrétaire,

5ème DIRECTION

1er Bureau

Le 12 Janvier 1939

Demande d'autorisation
de construire des hangars et bureau
sur un terrain situé dans la zone
" non aedificandi "

R A P P O R T

M. Pierre MICOTTIS demeurant 12, rue du Faubourg de Roubaix, a sollicité l'autorisation d'édifier deux hangars et deux petits locaux sur un terrain situé à la même adresse.

Ce terrain étant compris dans la zone "non aedificandi" il est interdit d'y élever aucune construction -art. 7 du décret du 10 Août-23 Septembre 1853 -. Cependant nous croyons savoir que les services du génie d'abord, et la Commission du Plan ensuite, ont toléré l'établissement de hangars ouverts à tous vents.

Nous vous prions dès lors de vouloir bien décider s'il convient d'accorder l'autorisation sollicitée par M. MICOTTIS et, dans l'affirmative, d'en fixer les conditions.

Le Chef de Bureau,

Le Directeur ,

L'Adjoint délégué,

Avis de la Commission de la
Solidarité Sociale, de l'Alimentation
et de l'Hygiène Publiques.

UNIVERSITÉ DE LILLE

LILLE le 20 Décembre 1938

INSTITUT DE MÉDECINE LÉGALE
ET DE MÉDECINE SOCIALE

BOULEVARD PAUL PAINLEVÉ

TÉL. 308.79

CABINET DU DIRECTEUR

A Monsieur l'Adjoint au Maire
Service d'Hygiène



Monsieur,

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur les conditions dans lesquelles fonctionne actuellement le service de la Morgue Municipale .

La subvention initiale de la ville fixée à 35.000 francs a été réduite, à la suite des décrets-lois à 30.600 francs, chiffre versé en 1937 .

Par suite de l'accroissement des charges, il serait indispensable que la ville nous versât chaque année la subvention fixée initialement .

D'autre part, pour le transport des cadavres nous avons acheté il y a 3 ans, sur notre budget, une camionnette d'occasion . Nous évitons de la sorte d'utiliser les ambulances municipales, ce qui ne serait nullement désirable au point de vue de l'hygiène . Notre camionnette est actuellement tout usée, pratiquement irréparable .

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir mettre à notre disposition, pour la remplacer, soit une voiture neuve, soit une voiture usagée mais revisée .

J'attire tout spécialement votre attention sur l'urgence de cette dernière question .

Veuillez agréer, je vous prie Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués .

Professeur-J. LECLERCQ

B

Le 7 Janvier 1939

Zone de non aedificandi

Mise en oeuvre de la procédure pour
arriver à la suppression des installations illicites

R A P P O R T

La loi du 19 Octobre 1919 portant déclassement de l'enceinte fortifiée de la Place de Lille précise en son article 2, que dans l'intérêt de l'hygiène et de la salubrité publique, les terrains composant la première zone des servitudes militaires de l'enceinte de Lille continueront d'être grevés de la servitude "non aedificandi".

Cette servitude n'est pas respectée et des constructions de plus en plus nombreuses s'élèvent dans la zone.

L'affectation au Bureau d'Hygiène d'un agent ayant pour unique mission d'empêcher ces installations non réglementaires et de les faire supprimer lorsqu'elles existent, pose la question des poursuites à engager. La protection de la zone grevée de la servitude de non aedificandi appartient aux Tribunaux de l'ordre administratif - Conseil de Préfecture -.

Nous vous demandons en conséquence de proposer à l'Administration Municipale de confier au service Contentieux le soin de saisir cette juridiction des trois procès-verbaux ci-joints et de ceux qui seront dressés ultérieurement pour constater des contraventions de même nature.

Le Chef de Bureau,

Le Directeur,

Avis de la Commission
de la Solidarité Sociale,
de l'Alimentation et de
l'Hygiène Publiques.

L'Adjoint délégué,

COMMISSION de la SOLIDARITE SOCIALE

Conseil d'Administration
Réunion du - 6 MARS 1939

de l'ALIMENTATION et de l'HYGIENE PUBLIQUES

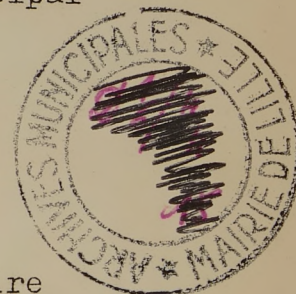
M. PLANQUE



Procès-verbal de la réunion du 23 Février 1939

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques se sont réunis à la Mairie le jeudi 23 Février, à 18 heures, sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier, adjoint au maire.

Etaient présents : M.M. Cordonnier, adjoint au maire
Bauche, conseiller municipal
Broux, d°
Corbu, d°
Farvacques, d°
Godinot, d°
Martin, d°
Peeters, d°



Etaient excusés ou absents :

M.M. Bertrand, adjoint au maire
Devernay, d°
Masson, d°
Bataille, conseiller municipal
Lecomte, d°
Janssens, d°
Noterman, d°

Le procès-verbal de la réunion précédente est adopté sans observation.

Ordre du jour

1) Rue Etienne Marcel. Demande de subvention.

Avis favorable de la Commission.

2) Rue de la Prévoyance. Demande de subvention.

Avis favorable de la Commission.

3) Travaux à exécuter d'office dans les logements insalubres. Immeuble rue du Faubourg des Postes 147.

Avis favorable.

4) Morgue de l'Institut médico-légal. Demande de relèvement de la subvention.

La Commission adopte les conclusions du rapport.

5) Protestation de la Chambre syndicale des Commerçants en marée contre des ventes de poissons qui se feraient dans des conditions antihygiéniques.

La Commission estime qu'une enquête sanitaire s'avère indispensable.

6) Modification à la réglementation du minck au poisson. Réclamation de la Chambre syndicale des commerçants en marée et produit de la mer.

La Commission estime que la réglementation du minck doit être modifiée selon les indications du rapport du service.

7) Assistance aux femmes en couches.

1° La Commission émet un avis favorable aux demandes des personnes suivantes dont les ressources sont jugées insuffisantes :

Mmes Allard Madeleine, 42 rue Ste-Catherine
Balemboy née Delval Denise, 2 rue Ed. Bailleux
Duburcq née Faisant Louise, 7 rue Godefroy Cavaignac
Goube née Opsomer Adèle, 171 rue de Paris
Leroy née Lefaist Yvonne, 73 rue St-André
Rosso née Maluzak Edwige, 11 rue des Archives
Vanbouvelen née Decroix Juliette, 64 rue A. Comte

2° La Commission donne un avis défavorable aux demandes des personnes suivantes dont les ressources sont suffisantes :

Mmes Bar née Cuvellier Raymonde, 25 rue d'Arcole
Bert née Degrugillier Claire, 34 rue Raspail
Boels née Trédez Georgette, 11 rue de l'Hôpital St-Roch
Claeren née D'Haene Madeleine, 166 rue St-Luc
De Bruyne née Langenus Lucienne, 96 rue de Canteleu
Delmotte née Vandevivre Elmiere, 87 rue d'Arras
De Ste Mareville née Poirée Elise, 13 rue du Gard
Dewasch née Levoisier Louise, 142 rue du Faubourg des Postes
Druelle née Duquesnoy Julienne, 61 avenue Butin
Ducornuit née Leroy Angèle, 31 rue G. Cavaignac
Dupré née Verbruggen Zoé, 83 rue Ste-Catherine
Durand née Lenis Hermance, 140 quai de l'Ouest
Lardeur née Gayot Madeleine, 17 rue de la Vignette
Lebon née Chopin Adélaïde, 19 rue Buffon
Leruste née Demeyer Gabrielle, rue Verhaeren, H.B.M., pav. 2
appart. 270
Pruvost née Devadder Gabrielle, rue Paul Lafargue, c/Stiévenard 8
Roux née Valoux Odette, rue du Pont du Lion d'Or 40
Thellier née Poncet Simone, 48 rue Ste-Catherine, c/ du Roi
de Pologne 15
Tauffin née Frolet Georgette, 1 rue du Long Pot
Vandenbrugge née Tourmente Henriette, 64 rue Meurein
Vandenburie née Charlet Marie-Louise, 24 rue Boissy d'Anglas
(1er Et.)

3° La Commission demande un complément d'enquête au sujet de la demande de :

Mme Kurcbart née Rywka Céder, 127 rue de Paris.

8) Rapport sur la vaccination antivariolique en 1938.

La Commission prend acte du rapport du service.

9) Questions diverses.

1° Bains de la rue Dupuytren. Demande d'aménagement en douches de trois cabines de bains sulfureux.

La Commission donne un avis favorable à la demande.

2° Marché de la place du Concert.

M. Peeters rappelle son intervention lors de la commission du 8 Avril 1938. Les marchands renouvellent leur demande : le marché du lundi n'existe pour ainsi dire plus depuis le chômage des bouchers ce jour là, il devrait être supprimé et remplacé par un marché le mercredi.

Unanimement les membres de la commission estiment justifiée cette demande de modification.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 heures 30.

Le Secrétaire,

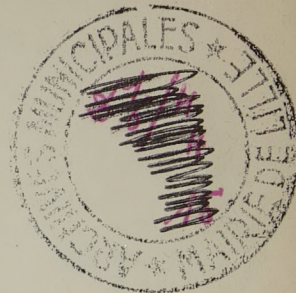
D. PARMENTIER.

Conseil d'Administration
Réunion du 24 AVR 1939

M. PLANOUE

COMMISSION de la SOLIDARITE SOCIALE
de l'ALIMENTATION et de l'HYGIENE PUBLIQUES

Procès-verbal de la réunion du 30 Mars 1939



Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques se sont réunis à la Mairie le Jeudi 30 Mars, à 18 heures, sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier, adjoint au maire.

Etaient présents: M.M. Bertrand, adjoint au maire,
Cordonnier, adjoint au maire,
Bauche, conseiller municipal
Broux, d°
Corbu, d°
Farvacques, d°
Janssens, d°
Noterman, d°
Martin, d°
Peeters, d°

Etaient absents ou excusés:

M.M. Devernay, adjoint au maire,
Masson, d°
Bataille, conseiller municipal,
Godinot, d°
Lecomte, d°

Le procès-verbal de la réunion précédente est adopté sans observation.

I.- Lotissement en bordure des rues St-Sébastien, de la Caserne Saint André et du Guet.

La Commission émet un avis favorable

II.- Lotissement rue Abélard.

Avis favorable de la Commission.

III.- Association Syndicale pour l'aménagement de la rue Lesage Senault.

La Commission donne un avis favorable au projet présenté.

IV.- Assistance aux femmes en couches. Examen des dossiers. Avis

La Commission émet un avis favorable aux demandes des personnes suivantes dont les ressources sont jugées insuffisantes:

Mmes Bonne née Jeanne Deman, rue Franklin, Impasse N° II
Delecroix née Julienne Pille, 7 rue Mahieu
Herchuelz née Marie Taillez, 77 avenue de l'Hippodrome,
Landrieu née Angèle Depoorter, 20 boulevard Carnot

Mmes Lerustre née Isabelle Flament, 47 rue des Meuniers
Mortelette née Marie Jeanne Cawenbergh, 6 rue Fombelle
Peyraube Edith, 40 avenue du Peuple Belge
Squimbre née Marianne Pamart, 10 rue de l'Arbrisseau c/Vignal 9
Talman née Germaine Visage, 15 rue Désiré Verhaeghe
Kurbart née Rywka Céder, 127 rue de Paris

La Commission donne un avis défavorable aux demandes des personnes suivantes qui disposent de ressources suffisantes

Mmes Deraedt née Fernande Depaepe rue du Pôle Nord C/Desmet 8
Druelle née Marie Louise Lecellier 3 rue Henri Loyer
Duthoit née Georgette Fort 26 rue Fénelon
Leclercq née Marie Jeanne Gardaix 43 rue Jules Valles
Leignel née Bertha Grabmann 23 rue Violette
Nottebaert née Marcelle Delaval 83 rue de Trévise

V.- Bains Municipaux rue des Sarrazins. Suppression des caillottes par l'aménagement des cabines de douches. Avis.

La Commission émet un avis favorable.

VI.- Hôpital Calmette. Délibération de la Commission Administrative des Hospices concernant l'amortissement des dépenses non subventionnées. Avis.

La Commission estime acceptable le tableau d'amortissement des dépenses non subventionnées établi par la Commission administrative des Hospices.

VII.- Fossé mitoyen entre le Jardin Botanique et les propriétés du côté impair du Parc Monceau. Proposition de couverture. Participation de la Ville.

La Commission adopte les propositions du Service.

VIII.- Questions diverses.

M. Peeters rappelle ses interventions lors des réunions des 8 Avril 1938 et 23 Février 1939 au sujet du marché de la Place du Concert: le marché du lundi devrait être supprimé et remplacé par un marché le mercredi ou le mardi. Les membres de la Commission, après avoir entendu MM. Peeters et Janssens, souhaitent que la modification demandée soit opérée de toute urgence.

L'Ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 heures.

Le Secrétaire :

Dr. PARMENTIER,



COMMISSION de la SOLIDARITE SOCIALE
de l'ALIMENTATION et de l'HYGIENE PUBLIQUES

Procès-verbal de la réunion du 30 Mars 1939

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques se sont réunis à la Mairie le Jeudi 30 Mars, à 18 heures, sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier, adjoint au maire.

Etaient présents: M.M. Bertrand, adjoint au maire,
Cordonnier, adjoint au maire,
Bauche, conseiller municipal
Broux, d°
Corbu, d°
Farvacques, d°
Janssens, d°
Noterman, d°
Martin, d°
Peeters, d°

Etaient absents ou excusés:

M.M. Devernay, adjoint au maire,
Masson, d°
Bataille, conseiller municipal,
Godinot, d°
Lecomte, d°

Le procès-verbal de la réunion précédente est adopté sans observation.

I.- Lotissement en bordure des rues St-Sébastien, de la Caserne Saint André et du Guet.

La Commission émet un avis favorable

II.- Lotissement rue Abélard.

Avis favorable de la Commission.

III.- Association Syndicale pour l'aménagement de la rue Lesage Senault.

La Commission donne un avis favorable au projet présenté.

IV.- Assistance aux femmes en couches. Examen des dossiers. Avis

La Commission émet un avis favorable aux demandes des personnes suivantes dont les ressources sont jugées insuffisantes:

Mmes Bonne née Jeanne Deman, rue Franklin, Impasse N° II
Delecroix née Julienne Pille, 7 rue Mahieu
Herchuelz née Marie Taillez, 77 avenue de l'Hippodrome,
Landrieu née Angèle Depoorter, 20 boulevard Carnot

Mmes Lerustre née Isabelle Flament, 47 rue des Meuniers
Mortelette née Marie Jeanne Cawenbergh, 6 rue Fombelle
Peyraube Edith, 40 avenue du Peuple Belge
Squimbre née Marianne Pamart, 10 rue de l'Arbrisseau c/Vignal 9
Talman née Germaine Visage, 15 rue Désiré Verhaeghe
Kurcbart née Rywka Céder, 127 rue de Paris

La Commission donne un avis défavorable aux demandes des personnes suivantes qui disposent de ressources suffisantes

Mmes Deraedt née Fernande Dépaepe rue du Pôle Nord C/Desmet 8
Druelle née Marie Louise Lecellier 3 rue Henri Loyer
Duthoit née Georgette Fort 26 rue Fénelon
Leclercq née Marie Jeanne Gardaix 43 rue Jules Valles
Leignel née Bertha Grabmann 23 rue Violette
Nottebaert née Marcelle Delaval 83 rue de Trévis

V.- Bains Municipaux rue des Sarrazins. Suppression des caillottes par l'aménagement des cabines de douches. Avis.

La Commission émet un avis favorable.

VI.- Hôpital Calmette. Délibération de la Commission Administrative des Hospices concernant l'amortissement des dépenses non subventionnées. Avis.

La Commission estime acceptable le tableau d'amortissement des dépenses non subventionnées établi par la Commission administrative des Hospices.

VII.- Fossé mitoyen entre le Jardin Botanique et les propriétés du côté impair du Parc Monceau. Proposition de couverture. Participation de la Ville.

La Commission adopte les propositions du Service.

VIII.- Questions diverses.

M. Peeters rappelle ses interventions lors des réunions des 8 Avril 1938 et 23 Février 1939 au sujet du marché de la Place du Concert: le marché du lundi devrait être supprimé et remplacé par un marché le mercredi ou le mardi. Les membres de la Commission, après avoir entendu MM. Peeters et Janssens, souhaitent que la modification demandée soit opérée de toute urgence.

L'Ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 heures.

Le Secrétaire :

Dr. PARMENTIER,

5ème DIRECTION

1er Bureau

Lille, le 28 Mars 1939

Bains Municipaux
rue des Sarrazins

Demande: a) d'aménagement
des douches existantes;
b) de transformation de
cabines baignoires en
cabines de douches.



R A P P O R T

A la date du 2 Mars, le Régisseur de l'Établissement de Bains de la rue des Sarrazins nous a fait tenir la note suivante :

" J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants :

a) Le 14 Septembre 1938 je vous ai signalé que les caillebotis des douches avaient besoin d'être réparés.

En attendant leur réfection, j'ai fait enlever ceux des caillebotis qui devenaient dangereux pour les usagers et je n'en ai laissé qu'un seul par cabine.

Mais beaucoup de clients se plaignent de ce qu'ils doivent faire une longue enjambée pour se placer sous la douche. Il y aurait donc urgence à faire les réparations.

A ce sujet, je me permets de vous présenter les suggestions suivantes :

C'est en Janvier 1934 que les caillebotis des douches ont été mis en service. Ils n'ont donc duré que 5 ans et la dépense a été importante puisqu'elle a nécessité une adjudication.

Il y aurait lieu, à mon avis, de supprimer les caillebotis actuels et de transformer le fond de la cabine en cuvette de ciment avec un trou carré de 40^{cm} de côté pour l'évacuation des eaux;

b) D'autre part, depuis l'application du nouveau tarif (2^{fr} les baignoires, 1^{fr}25 les douches) la différence de 0^{fr}75 incite les ~~clients~~ clients à prendre plutôt des douches que des baignoires. Il s'ensuit que le nombre de cabines douches est devenu insuffisant.

En effet, je dispose de 16 cabines douches et 23 cabines baignoires pour les hommes et le nombre de douches distribuées chaque semaine est de 1/5^e environ supérieur à celui des baignoires distribuées aux hommes.

Il arrive alors que la salle d'attente des douches est archicomble alors que des cabines baignoires sont inoccupées.

Or, du côté des dames, il y a une rangée de cabines composée de 6 douches et 6 baignoires. Il suffirait de transformer en douches ces 6 dernières cabines pour équilibrer la distribution des baignoires et des douches aux hommes et éviter à ces derniers une longue attente."

Dans

Dans plusieurs rapports antérieurs nous avons déjà signalé la faveur croissante du public pour les douches et l'insuffisance de ces installations dans nos anciens établissements de bains.

Nous vous proposons dès lors de donner un avis favorable aux transformations demandées.

Le Chef de Bureau,

Le Directeur ,

L'Adjoint délégué,

Avis de la Commission de la
Solidarité Sociale, de l'Alimentation
et de l'Hygiène Publiques.

Le 28 Mars 1939

Rue du Ballon-Jardin Botanique

Fossé à ciel ouvert



R A P P O R T

Le fossé à ciel ouvert existant à la limite du Jardin Botanique et des propriétés portant les Nos 17-19-21-9-149 et 155 de l'avenue du Parc Monceau est envasé et donne lieu à des émanations insalubres.

Ce fossé, situé sur le territoire de La Madeleine, reçoit toutes les eaux pluviales et usées de la majeure partie des habitations du Parc Monceau; il reçoit également les eaux pluviales et usées du logement du concierge et des dépendances du Jardin Botanique.

A certains moments, les eaux qui s'écoulent dégagent des odeurs nauséabondes. Malgré les curages effectués, cet inconvénient reparait périodiquement et nous vaut des réclamations incessantes.

Pour remédier d'une façon définitive à l'état de choses actuel, nous devons envisager le remplacement du fossé existant par une canalisation en ciment qui permettra l'évacuation rapide des eaux vers l'égout établi dans la propriété de M. LECOQ, Avenue du Jardin Botanique et à la limite du Jardin Botanique.

Ces travaux devraient être exécutés aux frais des propriétaires riverains ci-dessous désignés :

- 1°- Ville de Lille, propriétaire du Jardin Botanique;
- 2° Mme; Vve. EGO, 73, rue du Faubg. de Roubaix à Lille; propriétaire du n°17, Avenue du Parc Monceau;
- 3°- M. MAIGE, 19, Avenue du Parc Monceau;
- 4°- M. COUQUERQUE, 21, Avenue du Parc Monceau;
- 5°- M. AMELOOT, 9, Avenue du Parc Monceau, Villa Ste-Hélène;
- 6°- Mme. DEQUEU-CHALANT, 43, rue de Prony à Paris, propriétaire des Nos 149 et 155, Avenue du Parc Monceau.

Le Chef de Bureau,

Le Directeur,

L'Adjoint délégué,

Avis de la Commission de la Solidarité Sociale,
de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques.

Réunion du 22 MAI 1939

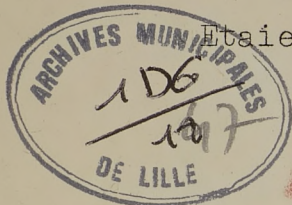
M. PLANCHON COMMISSION DE LA SOLIDARITE SOCIALE

de l'ALIMENTATION et de l'HYGIENE PUBLIQUES

Procès-verbal de la réunion du II Mai 1939



Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques se sont réunis à la Mairie le Jeudi II Mai, à 18 heures, sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier, adjoint au Maire.



Etaient présents: M.M. Bertrand, adjoint au Maire
Cordonnier, d°
Bauche, Conseiller municipal
Corbu d°
Farvacques d°
Janssens d°
Peeters d°
Bataille d°

Etaient absents ou excusés: M.M. Devernay, adjoint au Maire
Masson d°
Broux, conseiller municipal
Godinot d°
Lecomte d°
Notermann d°
Martin d°

Le procès-verbal de la réunion précédente est adopté sans observation.

I. Lotissement défectueux de la rue Etienne Marcel - Garantie communale du prêt demandé par l'Association Syndicale des propriétaires.

La commission donne avis favorable.

II. Etablissements classés. Atelier de teinturerie dégraissage 72, rue Malsence - Avis -

La Commission approuve le rapport du service et donne un avis défavorable à la délivrance de l'autorisation sollicitée.

III. Logement insalubre 20 rue Fombelle. Travaux d'office. Avis.

Après lecture du rapport du service, la Commission est d'avis qu'il y a lieu de surseoir à l'exécution des travaux jusqu'à ce que des garanties suffisantes apparaissent pour leur remboursement.

IV. Fourniture de denrées aux Fourneaux Economiques. Adjudication. Cahier des Charges.

La Commission approuve le cahier des charges qui lui est soumis.

V - Heures de fonctionnement du Carreau des Halles.
Demande de la Chambre Syndicale des Maraîchers de Lille et environs.

La Commission se déclare favorable à l'application de l'horaire proposé par le Service après accord avec les représentants des maraîchers. Elle prend acte de la décision prise le 24 Avril 1939 par l'Administration Municipale concernant la Confédération Nationale Paysanne.

VI - Halles Centrales. Augmentation du prix des légumes.

Après lecture d'un rapport de M. Janssens et audition du Directeur des Halles et Marchés, la Commission, se rangeant à l'avis de M. Bertrand, décide:

- a) de transmettre le rapport de M. Janssens à l'Administration Municipale.
- b) que le service devra prendre toutes dispositions utiles pour que tous les marchands soient pourvus d'une bascule permettant la vérification des poids annoncés.
- c) que les ventes soient effectuées brut pour net, c'est à dire que les emballages soient remboursés sur la base du prix d'achat.
- d) que M. le Doyen Duez sera consulté sur le point de savoir si la perception par les facteurs des halles d'une taxe de sortie sur les marchandises vendues est licite.
- e) qu'après mise au point des questions soulevées, les parties intéressées soient réunies en vue d'adopter des solutions définitives.

VII - Hébergement des indigents de passage.
Renouvellement de la convention.

La Commission adoptant les conclusions du service donne

- a) un avis favorable au relèvement du taux de la redevance
- b) un avis défavorable à l'augmentation du nombre des lits mis à la disposition de la Ville.

VIII - Assistance aux fermes en couches. Examen des dossiers.
Avis.

La Commission émet un avis favorable aux demandes des personnes suivantes dont les ressources sont jugées insuffisantes:

Mmes Amey née Mélanie Bracke, rue d'Avesnes 58 c/Lambert 13
Bauduin née Marie Thérèse Guille, rue d'Anjou 6
Courtecuisse née Marie Le Craene, rue Fabre d'Eglantine 5
Fannoy née Fernande Naets, rue Désiré Bondues 56
Engrand née Raymonde Savaete, rue de la Gaïeté 1
Havez née Juy Moucke Lucienne, rue de la Barre 46
Korugeli née Philomène Dumont, r. des Poissonceaux
c/ des Trépassés 7

Mmes Mortreux née Gilberte Berteloot, rue de Tourville 17
Navet née Dumazy Andrée, rue de Roubaix 29
Paré née Van Geyt Elise, rue Saint-André 135 bis
Schmitt née Jacman Louise, rue de la Halle 3
Vercaempt née Madeleine Ballot, rue de la Halle 25

Elle donne un avis défavorable aux demandes des personnes suivantes qui disposent de ressources suffisantes:

Mmes Blyvert née Fanny Smet, rue Charles de Muyssaert 45
Bourel née Agnès Warenbourg, rue d'Iéna 58
Caboche née Marthe Niens, bateau Siller, rue d'Armentières 13
Coppens née Madeleine Heltens, rue de Douai 34 bis
Couvez née Madeleine Delattre, rue Gustave Delory 109
Darne née Alcidine Jacquet, rue St-Pierre St Paul 21
De Buck née Lucien Poucier rue Gantois 44
Decoene née Denise Gillis, rue Colbert 15
Delcroix née Léonie Noiret, rue de Rivoli prolongée
c/ Delcroix 23
Ducrocq née Raymonde Hamerel, rue Pierre Legrand 140
Dumoulin née Jeanne Marie Luton, Boulevard Louis XIV 49
Fiefvet née Eugénie Plockyn, quai de l'Ouest 73
Florent née Lucienne Delecroix, rue Jules de Vicq 6
Hance née Madeleine Cornille, rue Louis Bergot 32
Herman née Irma Vandevilde, rue de Thumesnil 70
c/ Lievrault 2
Lemoine née Marie Culnart, rue du Fg de Béthune H.B.M.
Pavillon 4 n° 226
Lenglaty née Deturck Marcelle, rue du Vaisseau Le Vengeur 15
Lescalliez née Léonie Burquin, rue Meurein 27
Patka née Maria Elexa, rue Saint André 113
Mouton née Anna Bouckart, rue Fontaite Del Saulx c/ Vitez 2
Pluquet née Margarita Vanhoutteghem, rue de Cambrai 56
Schaufelaer née Angèle De Buck, rue Colbert 181
Tellier née Emilienne Cridlig, avenue de la Roseraie 20
Tison née Marie Decaillon, façade de l'Esplanade 2
Treuson née Jeanne Lambert, Boulevard Victor Hugo 235
Vanhus née Ernestine Charlot, rue Princesse 4
Van Schoor née Estelle Oblet, Boulevard de Strasbourg 95
Virique née Germaine Devos, rue du Transvaal 49

La Commission demande une enquête complémentaire sur la demande présentée par Mme Farvacques née Lucienne Bauwens, rue du Capitaine Ferber et ajourne sa décision.

IX - Questions diverses.

Marché de la Place du Concert. Report à un autre jour du marché du Lundi.

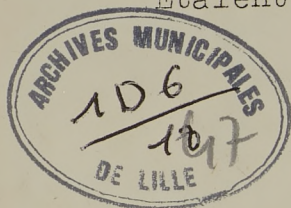
Se basant sur les résultats du référendum auquel il a été procédé, la Commission propose que le marché du Lundi soit reporté au Mercredi. Les marchés se tiendraient donc désormais les mercredi, vendredi et dimanche de chaque semaine.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h.50

Le Secrétaire
Dr. Parmentier

COMMISSION DE LA SOLIDARITE SOCIALE
de l'ALIMENTATION et de l'HYGIENE PUBLIQUES
Procès-verbal de la réunion du II Mai 1939

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques se sont réunis à la Mairie le Jeudi II Mai, à 18 heures, sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier, adjoint au Maire.



Etaient présents: M.M. Bertrand, adjoint au Maire
Cordonnier, d°
Bauche, Conseiller municipal
Corbu d°
Farvacques d°
Janssens d°
Peeters d°
Bataille d°

Etaient absents ou excusés: M.M. Devernay, adjoint au Maire
Masson d°
Broux, conseiller municipal
Godinot d°
Lecomte d°
Notermann d°
Martin d°

Le procès-verbal de la réunion précédente est adopté sans observation.

I. Lotissement défectueux de la rue Etienne Marcel - Garantie communale du prêt demandé par l'Association Syndicale des propriétaires.

La commission donne avis favorable.

II. Etablissements classés. Atelier de teinturerie dégraissage 72, rue Malsence - Avis -

La Commission approuve le rapport du service et donne un avis défavorable à la délivrance de l'autorisation sollicitée.

III. Logement insalubre 20 rue Fombelle. Travaux d'office. Avis.

Après lecture du rapport du service, la Commission est d'avis qu'il y a lieu de surseoir à l'exécution des travaux jusqu'à ce que des garanties suffisantes apparaissent pour leur remboursement.

IV. Fourniture de denrées aux Fourneaux Economiques. Adjudication. Cahier des Charges.

La Commission approuve le cahier des charges qui lui est soumis.

V - Heures de fonctionnement du Carreau des Halles.
Demande de la Chambre Syndicale des Maraîchers de Lille et environs.

La Commission se déclare favorable à l'application de l'horaire proposé par le Service après accord avec les représentants des maraîchers. Elle prend acte de la décision prise le 24 Avril 1939 par l'Administration Municipale concernant la Confédération Nationale Paysanne.

VI - Halles Centrales. Augmentation du prix des légumes.

Après lecture d'un rapport de M. Janssens et audition du Directeur des Halles et Marchés, la Commission, se rangeant à l'avis de M. Bertrand, décide:

- a) de transmettre le rapport de M. Janssens à l'Administration Municipale.
- b) que le service devra prendre toutes dispositions utiles pour que tous les marchands soient pourvus d'une bascule permettant la vérification des poids annoncés.
- c) que les ventes soient effectuées brut pour net, c'est à dire que les emballages soient remboursés sur la base du prix d'achat.
- d) que M. le Doyen Duez sera consulté sur le point de savoir si la perception par les facteurs des halles d'une taxe de sortie sur les marchandises vendues est licite.
- e) qu'après mise au point des questions soulevées, les parties intéressées soient réunies en vue d'adopter des solutions définitives.

VII - Hébergement des indigents de passage.
Renouvellement de la convention.

La Commission adoptant les conclusions du service donne

- a) un avis favorable au relèvement du taux de la redevance
- b) un avis défavorable à l'augmentation du nombre des lits mis à la disposition de la Ville.

VIII - Assistance aux femmes en couches. Examen des dossiers.
Avis.

La Commission émet un avis favorable aux demandes des personnes suivantes dont les ressources sont jugées insuffisantes:

Mmes Amey née Mélanie Bracke, rue d'Avesnes 58 c/Lambert 13
Bauduin née Marie Thérèse Guille, rue d'Anjou 6
Courtecuisse née Marie De Craene, rue Fabre d'Eglantine 5
Fannoy née Fernande Naets, rue Désiré Bondues 56
Engrand née Raymonde Savaete, rue de la Gaïeté I
Havez née Juy Moucke Lucienne, rue de la Barre 46
Korugeli née Philomène Dumont, r.des Poissonceaux
c/ des Trépassés 7

Mmes Mortreux née Gilberte Berteloot, rue de Tourville 17
Navet née Dumazy Andrée, rue de Roubaix 29
Paré née Van Geyt Elise, rue Saint-André 135 bis
Schmitt née Jacman Louise, rue de la Halle 3
Vercaempt née Madeleine Ballot, rue de la Halle 25

Elle donne un avis défavorable aux demandes des personnes suivantes qui disposent de ressources suffisantes:

Mmes Blyvert née Fanny Smet, rue Charles de Muysaert 45
Bourel née Agnès Warenbourg, rue d'Iéna 58
Caboche née Marthe Niens, bateau Siller, rue d'Armentières 13
Coppens née Madeleine Heltens, rue de Douai 34 bis
Couvez née Madeleine Delattre, rue Gustave Delory 109
Darne née Alcidine Jacquet, rue St-Pierre St Paul 21
De Buck née Lucien Poucier rue Gantois 44
Decoene née Denise Gillis, rue Colbert 15
Delcroix née Léonie Noiret, rue de Rivoli prolongée
c/ Delcroix 23
Ducrocq née Raymonde Hamerel, rue Pierre Legrand 140
Dumoulin née Jeanne Marie Luton, Boulevard Louis XIV 49
Fiefvet née Eugénie Plockyn, quai de l'Ouest 73
Florent née Lucienne Delecroix, rue Jules de Vicq 6
Hance née Madeleine Cornille, rue Louis Bergot 32
Herman née Irma Vandevilde, rue de Thumesnil 70
c/ Lievrault 2
Lemoine née Marie Culnart, rue du Fg de Béthune H.B.M.
Pavillon 4 n° 226
Lenglaty née Deturck Marcelle, rue du Vaisseau Le Vengeur 15
Lescalliez née Léonie Burquin, rue Meurein 27
Patka née Maria Elexa, rue Saint André 113
Mouton née Anna Bouckart, rue Fontaite Del Saulx c/ Vitez 2
Pluquet née Margarita Vanhoutteghem, rue de Cambrai 56
Schaufelaer née Angèle De Buck, rue Colbert 181
Tellier née Emilienne Cridlig, avenue de la Roseraie 20
Tison née Marie Decaillon, façade de l'Esplanade 2
Treuson née Jeanne Lambert, Boulevard Victor Hugo 235
Vanhus née Ernestine Charlot, rue Princesse 4
Van Schoor née Estelle Oblet, Boulevard de Strasbourg 95
Virique née Germaine Devos, rue du Transvaal 49

La Commission demande une enquête complémentaire sur la demande présentée par Mme Farvacques née Lucienne Bauwens, rue du Capitaine Farber et ajourne sa décision.

IX - Questions diverses.

Marché de la Place du Concert. Report à un autre jour du marché du Lundi.

Se basant sur les résultats du référendum auquel il a été procédé, la Commission propose que le marché du Lundi soit reporté au Mercredi. Les marchés se tiendraient donc désormais les mercredi, vendredi et dimanche de chaque semaine.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h.50

Le Secrétaire
Dr. Parmentier

Ier Bureau

Etablissements dangereux,
insalubres ou incommodes.

2ème Classe

Atelier de teinture et de
dégraissage des étoffes, 72,
rue Malsence.

Demandeur: M. A. VANDERCOILDEN
19 ter, rue Léon Gambetta



R A P P O R T

M. André VANDERCOILDEN demeurant 79 ter, rue Léon Gambetta à Lille, a demandé à M. le Préfet du Nord l'autorisation d'installer au n°72 de la rue Malsence, un atelier où l'on pratiquera la teinture des étoffes et leur dégraissage par la benzine.

Dans une notice jointe au dossier qui vous est soumis, le pétitionnaire précise que la quantité de benzine entreposée n'excédera jamais 250 litres. Il est indiqué également que la benzine utilisée sera récupérée par filtrage et que les opérations de dégraissage seront effectuées dans un local isolé des autres bâtiments.

L'enquête de commodo et incommodo à laquelle était soumise la demande d'autorisation présentée a donné lieu à deux oppositions, l'une individuelle et l'autre collective ayant recueilli 19 signatures.

Les signataires de l'opposition collective se bornent à manifester leur opposition sans en indiquer la raison. Le Signataire de l'opposition individuelle invoque le danger que l'établissement présentera pour trois pigeonniers voisins.

Au cours de l'enquête à laquelle nous avons procédé sur place, nous avons constaté la conformité de l'état des lieux avec les plans déposés. Un premier local qui sera affecté à l'atelier de dégraissage est entièrement construit en matériaux incombustibles; il est adossé à une usine désaffectée.

Un second local beaucoup plus vaste servira à la teinturerie, au rinçage et au repassage; il est également construit en matériaux incombustible, mais son sol est en terre battue. Le générateur fournissant la vapeur et l'eau chaude sera situé dans une pièce distincte.

En résumé, il apparaît que toutes les prescriptions habituellement imposées pour les établissements classés sous les N° 22I - atelier de dégraissage - et 334 - teinturerie - peuvent être observées par le pétitionnaire. ~~Il conformera strictement aux prescriptions ci-après :~~

Nous vous proposons dès lors de donner un avis favorable à la demande présentée sous condition toutefois que le pétitionnaire ~~se~~ conformera strictement aux prescriptions ci-après :

1° La quantité de liquides inflammables entreposée n'excédera jamais 250 litres. Ces liquides seront contenus dans des futs métalliques réglementaires de 50 litres, déposés dans un local distinct et fermé, entièrement construit en matériaux incombustibles;

2° Le foyer de la chaudière fournissant l'eau chaude pour la teinturerie sera installé dans un local spécial où toute manipulation de liquides inflammables sera interdite;

3° Les travaux de dégraissage se feront uniquement dans un local d'où seront exclus tout foyer ou appareil producteur de flammes ou d'étincelles;

4° On ne pourra déverser dans les égouts que les eaux de rinçage à l'exception de tout autre produit;

5° Les eaux résiduaires seront dirigées vers un réservoir et gagneront l'égout par un siphon;

6° Le pétitionnaire devra se conformer strictement à toutes les prescriptions imposées aux industries classées sous les numéros 22I et 334 de la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Le Chef de Bureau,

LE DIRECTEUR ,

L'Adjoint délégué,

Avis de la Commission de la Solidarité,
de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques.

5ème DIRECTION

1er Bureau

Le 10 Mai 1939

Immeuble insalubre
20, rue Fombelle

Travaux d'office

AVIS

Rapport à l'Administration Municipale

En exécution des articles 12 et suivants de la loi du 15 Février 1902 sur la protection de la Santé publique, M. Gustave LORREZ demeurant 12, chemin des Vaches à Saint-Denis Werstrem (Belgique), a été mis en demeure d'effectuer divers travaux d'assainissement dans un immeuble lui appartenant et situé à Lille, 20, rue Fombelle.

Ce propriétaire n'ayant pas fait le nécessaire dans le délai qui lui fut imparti, un jugement contradictoire rendu le 15 Novembre 1937 autorise le Maire de Lille à exécuter d'office les travaux prescrits, et ce, aux frais et risques du condamné.

Ce jugement a été signifié à l'intéressé et nous sommes maintenant en possession d'un réquisitoire qui nous permet de faire le nécessaire.

Avant de passer à cette exécution, nous devons toutefois vous signaler que le montant des travaux à effectuer s'élèvera à 9.000 francs environ. La récupération de cette dépense apparaît comme problématique car le propriétaire ne perçoit aucun loyer. Une opposition est faite par le percepteur sur le salaire de la jeune fille des locataires du rez-de-chaussée du bâtiment front à rue; cette opposition de 10% ne rapporte que 22^f45 par quinzaine. Cette jeune fille est la seule personne dans l'immeuble ayant un emploi.

Nous ne connaissons pas la situation de fortune du propriétaire qui habite actuellement la Belgique, mais il est à craindre qu'il ne puisse rembourser à la Ville la dépense qui résulterait de l'exécution d'office des travaux. D'autre part, les locataires ne payant aucun loyer et se refusant même à le payer, la Ville ne pourra recouvrer sa créance.

Dans l'état où il se trouve actuellement, l'immeuble n'a d'autre valeur que celle du terrain sur lequel il est bâti.

M. le Receveur Municipal désire que le Bureau d'Hygiène s'abstienne d'exécuter des travaux d'office sans avoir la garantie certaine d'un remboursement rapide.

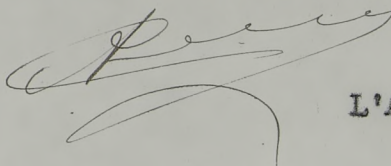
.....

Dans le cas présent cette garantie n'existe pas et c'est pourquoi nous vous demandons de décider de la suite à donner à cette affaire.

En terminant nous vous signalons que tous les occupants de l'immeuble considéré tiennent très malproprement leur logement. Une note a été adressée le 2 Mai 1939 à M. le Commissaire Central pour que les intéressés soient invités à plus de propreté.

Le Chef de Bureau,

Le Directeur ,



L'Adjoint délégué,

Avis de la Commission de la Solidarité
Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques:



COMMISSION DE LA SOLIDARITE SOCIALE
DE L'ALIMENTATION ET DE L'HYGIENE PUBLIQUES



Procès-verbal de la réunion du 6 Juillet 1939

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques se sont réunis à la Mairie le Jeudi 6 Juillet, à 18 heures, sous la présidence de M. le Docteur Cordonnier, adjoint au Maire.

Etaient présents: M.M. Cordonnier, adjoint au maire
Bauche, conseiller municipal
Corbu, d°
Farvacques, d°
Martin, d°
Noterman, d°
Peeters, d°
Bataille, d°

Etaient absents ou excusés:

M.M. Bertrand, adjoint au maire,
Devernay, d°
Masson, d°
Broux, conseiller municipal
Godinot, d°
Lecomte, d°
Janssens, d°

Le procès-verbal de la réunion précédente est adopté sans observation.

Ordre du jour

I.- Aménagement des voies privées: Rue de Russie et rue de Madagascar - Avis du service des Ponts et Chaussées chargé du contrôle des lotissements défectueux. Décision à prendre.

La Commission adopte les conclusions du rapport du Bureau d'Hygiène.

II.- Inspection médicale scolaire. Demande d'exécution de travaux dans les écoles par les médecins inspecteurs.

La Commission décide de transmettre le rapport avec avis favorable à la Commission des Travaux.

III.- Exécution d'office de travaux dans les logements insalubres: rue d'Avesnes 6 cour Lefebvre - Rue du Bois 184 - Rue des Sarrazins 102 - Boulevard de l'Usine 2 et 4 - Rue Saint Sauveur 66 - Rue des Postes 178 - Rue du Curé Saint Etienne 11.

Avis favorable de la Commission.

IV - Assistance aux femmes en couches - Examen des dossiers. Avis

IV - Assistance aux femmes en couches - Examen des dossiers. Avis

La Commission émet un avis favorable aux demandes des personnes suivantes dont les ressources sont jugées insuffisantes:

Mmes Bossuyt née Yvonne Laloy, 67 boulevard Montebello
De Climmer née Georgette De Knuyt, rue d'Alger, 17 cour Duyck
Devaux, née Alice Clément, 33 rue de Thumesnil
Drécourt, née Marie Cattoen, rue de l'Hôpital St-Roch, c. Legros
Ostyn, née Hélène Lenglet, 146 rue du Faubourg des Postes
Wauters, née Marie Graves, 257 rue Léon Gambetta.

Elle émet un avis défavorable aux demandes des personnes suivantes dont les ressources sont suffisantes:

Mmes Andreatta Isabelle, 100 boulevard de la Liberté
Barbery, née Madeleine Fouant, rue de Canteleu, Imp. St-Joseph,
cour Menu 5
Bauchet, née Marie Bayart, rue Desrousseaux
Beynet Gabrielle, 206 rue de La Bassée
Boulinguez, née Jeanne Lefebvre, 37 rue Godefroy Cavaignac
Calimez, née Blanche Leprince, 219 rue de Paris
Colin, née Germaine Laurant, 31 rue de Seclin
Dallen, née Anne Kuffer, 79 rue d'Angleterre
Decoster, née Solange Bloquet, Av. Verhaeren Pon 5 App. 86
Dekmedt, née Berthe Verhulst, 3bis rue de la Halle
Desbonnet, née Jeanne Duthoit, 13 Avenue Champon
Desmedt, née Augusta Nellen, 8 rue Balzac
Dumey, née Marie Vanthournout, 3 Place E. Cavell
Grossemey, née Tinchon Juliette, 24 rue Montaigne
Laneeuw née Cornet Simone, 55 rue Saint Sauveur
Lefebvre née Julienne Henninot 22 rue Newton
Letellier, née Flore Beaucourt, 28 rue Aristote c/ Marcourt 16
Noël, née Louise Houdain, 44 rue du Curé St-Sauveur
Nybelen, née Marie Rose Riglio, 35 rue Gustave Delory
Guidé née Marie Thérèse Dedeken. 46 rue de l'Est
Renard, née Adrienne Givaudan, 21 rue de Mexico
Skillers, née Maria Monier, 54 rue C. Colomb
Verbrugghe, née Paulette Moullez, 18 rue Necker
Farvacques, née Lucienne Bauwens, 54 rue du Capitaine Ferber.

V - Fourneaux Economiques - Rapport annuel

La Commission prend acte du rapport qui lui est soumis.

VI - Questions diverses:

I°- Hospice Comtesse - Fondation Desmet - Lits vacants - Admission

La Commission émet un avis favorable à l'admission de M.M. Charles Delemer et Anatole Vanhoecke.

2°- Hébergement des indigents de passage - Subvention à l'Armée du Salut.

· La Commission donne un avis favorable au maintien de la subvention.

3°- Lotissement d'un terrain rue du Bois d'Annappes par la Société "Le Foyer Lillois".

Avis favorable de la Commission.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 19 heures 30.

Le Secrétaire,

Dr. PARMENTIER.

Conseil d'Administration
Réunion du 18 DEC 1939
M. PLAN
Commission de la Solidarité Sociale,
de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques

Procès-Verbal de la réunion du 14 Décembre 1939

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques se sont réunis à la Mairie le jeudi 14 Décembre 1939 à 18 heures, sous la présidence de M. Martin, Conseiller Municipal.

Etaient présents: M.M. Bauche, Conseiller Municipal,

Corbu, d°
Godinot, d°
Janssens, d°
Martin, d°
Noterman, d°

Etaient absents: M.M. Bertrand, adjoint au maire

Cordonnier, d° mobilisé
Devernay, d°
Masson, d°
Bataille, Conseiller Municipal
Broux, d°
Farvacques, d°
Lecomte, d°
Peeters, d°

Le procès-verbal de la réunion précédente est adopté sans observation.

ORDRE DU JOUR

I - Fourneaux économiques - Marchés de fournitures

La Commission propose de passer marché avec 1° M. Debuissier, pour la fourniture de pommes de terre, 2° M.M. Vandervliet frères pour l'épicerie et les légumes secs, 3° M. De Rycke pour les légumes frais et les brisures de pois cassés.

II - Lotissement d'un terrain situé en bordure de la rue du Fg de Béthune

La Commission donne un avis favorable au rapport du Service.

III - Lotissement d'un terrain en bordure de l'Avenue de la République

La Commission adopte le rapport qui lui est présenté.

IV - Questions diverses

a/ Fourniture de cercueils aux indigents - Cahier des charges
Avis favorable à l'adoption du cahier des charges.

b) Ristournes sur les droits d'octroi.-

Après lecture du rapport du Service, M. Martin fait observer qu'il serait désirable que les familles aisées ne puissent obtenir ces ristournes. M. Godinot demande qu'elles continuent d'être accordée aux bénéficiaires d'allocations familiales.

Compte tenu de ces vœux, la Commission approuve le rapport du Service.

c) M. Janssens signale que par suite de la suppression du concierge les portes du Marché de Wazemmes sont ouvertes le matin à 7 heures et fermées le soir à 17 heures. L'ouverture du marché avait lieu antérieurement à 6 heures du matin. Les commerçants se plaignent de n'avoir plus le temps nécessaire pour préparer leurs étals, ils ajoutent que des vols sont possibles.

M. Lerouge qui assiste à la réunion fait observer que l'article 910 du Code des Arrêtés Municipaux stipule que l'ouverture des grilles des marchés a lieu une demi-heure avant le début de la vente au détail et le soir leur fermeture se fait une demi-heure après la cessation de la vente. Les heures de vente au détail sont fixées par le même article de 8 à 17 heures pour les mois de Novembre à Février.

Après discussion, la Commission décide que M. Lerouge convoquera le Directeur du Marché et le brigadier de police au Marché de Wazemmes pour entendre les observations qu'ils croiraient devoir formuler sur les dispositions actuellement en vigueur.

d) M. Martin signale que des livraisons de café sont effectuées dans des estaminets de la Ville par un fournisseur de La Madeleine, il ajoute que des épiciers en gros et détaillants n'acceptent de fournir du café que sous la condition d'achat d'une certaine quantité d'autres marchandises.

M. Godinot déclare que si de telles manoeuvres devaient continuer il serait préférable d'adopter dès maintenant la carte de rationnement.

La Commission fait sien cet avis et demande à l'Administration Municipale: 1° d'intervenir dans les limites de ses pouvoirs pour empêcher la continuation des abus signalés; 2° de saisir l'autorité supérieure.

L'ordre du jour étant épuisé, la Séance est levée à 18 h 45.

Le Secrétaire,
D^r CREPIN.

Commission de la Solidarité Sociale,
de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques

Procès-Verbal de la réunion du 14 Décembre 1939

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques se sont réunis à la Mairie le jeudi 14 Décembre 1939 à 18 heures, sous la présidence de M. Martin, Conseiller Municipal.



Etaient présents: M.M. Bauche, Conseiller Municipal,
Corbu, d°
Godinot, d°
Janssens, d°
Martin, d°
Noterman, d°

Etaient absents: M.M. Bertrand, adjoint au maire
Cordonnier, d° mobilisé
Devernay, d°
Masson, d°
Bataille, Conseiller Municipal
Broux, d°
Farvacques, d°
Lecomte, d°
Peeters, d°

Le procès-verbal de la réunion précédente est adopté sans observation.

ORDRE DU JOUR

I - Fourneaux économiques - Marchés de fournitures

La Commission propose de passer marché avec 1° M. Debuissier, pour la fourniture de pommes de terre, 2° M.M. Vandervliet frères pour l'épicerie et les légumes secs, 3° M. De Rycke pour les légumes frais et les brisures de pois cassés.

II - Lotissement d'un terrain situé en bordure de la rue du Fg de Béthune

La Commission donne un avis favorable au rapport du Service.

III - Lotissement d'un terrain en bordure de l'Avenue de la République

La Commission adopte le rapport qui lui est présenté.

IV - Questions diverses

a/ Fourniture de cercueils aux indigents - Cahier des charges
Avis favorable à l'adoption du cahier des charges.

b) Ristournes sur les droits d'octroi.-

Après lecture du rapport du Service, M. Martin fait observer qu'il serait désirable que les familles aisées ne puissent obtenir ces ristournes. M. Godinot demande qu'elles continuent d'être accordée aux bénéficiaires d'allocations familiales.

Compte tenu de ces vœux, la Commission approuve le rapport du Service.

c) M. Janssens signale que par suite de la suppression du concierge les portes du Marché de Wazemmes sont ouvertes le matin à 7 heures et fermées le soir à 17 heures. L'ouverture du marché avait lieu antérieurement à 6 heures du matin. Les commerçants se plaignent de n'avoir plus le temps nécessaire pour préparer leurs étals, ils ajoutent que des vols sont possibles.

M. Lerouge qui assiste à la réunion fait observer que l'article 910 du Code des Arrêtés Municipaux stipule que l'ouverture des grilles des marchés a lieu une demi-heure avant le début de la vente au détail et le soir leur fermeture se fait une demi-heure après la cessation de la vente. Les heures de vente au détail sont fixées par le même article de 8 à 17 heures pour les mois de Novembre à Février.

Après discussion, la Commission décide que M. Lerouge convoquera le Directeur du Marché et le brigadier de police au Marché de Wazemmes pour entendre les observations qu'ils croiraient devoir formuler sur les dispositions actuellement en vigueur.

d) M. Martin signale que des livraisons de café sont effectuées dans des estaminets de la Ville par un fournisseur de La Madeleine, il ajoute que des épiciers en gros et détaillants n'acceptent de fournir du café que sous la condition d'achat d'une certaine quantité d'autres marchandises.

M. Godinot déclare que si de telles manoeuvres devaient continuer il serait préférable d'adopter dès maintenant la carte de rationnement.

La Commission fait sien cet avis et demande à l'Administration Municipale: 1° d'intervenir dans les limites de ses pouvoirs pour empêcher la continuation des abus signalés; 2° de saisir l'autorité supérieure.

L'ordre du jour étant épuisé, la Séance est levée à 18 h 45.

Le Secrétaire,
D^r CREPIN.

Lille, le II Décembre 1939

Lotissement d'un terrain
rue du Faubourg de Béthune

Rapport à l'Administration Municipale.

M. Maurice LEVAST demeurant à Lille, 279, rue du Ballon, sollicite de M. le Préfet du Nord l'autorisation de lotir un terrain situé en bordure de la rue du Faubourg de Béthune, d'une surface d'environ 470 mètres carrés et repris au cadastre sous les numéros I038 à I044 de la Section E.

La Commission du Plan au cours de sa réunion du 30 Novembre 1939 a donné un avis favorable au projet.

La rue du Faubourg de Béthune est une voie publique en bon état d'assainissement et de viabilité.

Un avis favorable peut être donné au projet présenté sous les conditions suivantes :

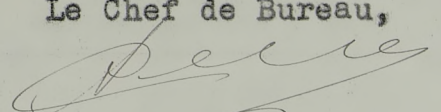
1°- Le cahier des charges de la vente imposera aux acquéreurs éventuels l'obligation de construire, entretenir, réparer ou reconstruire, à leurs frais, avec des matériaux acceptés par la Ville, les trottoirs situés au droit de leur propriété;

2°- Les dépendances formant marteau seront adossées par paires afin d'assurer le maximum d'éclairage et d'aération des pièces habitables donnant sur cour;

3°- Les constructions en bois ne seront pas autorisées dans les cours et cela pour éviter l'insalubrité dont elles peuvent être l'origine ou la cause.

Le Chef de Bureau,

Le Directeur ,


Avis de la Commission de
la Solidarité Sociale, de l'Alimentation
et de l'Hygiène Publiques.

La Commission donne un avis favorable au rapport du Service.

5ème DIRECTION

1er Bureau

Lille, le II Décembre 1939

Lotissement d'un terrain
situé en bordure de l'Avenue de
la République

Rapport à l'Administration Municipale

M. Hubert MOTTE-VERNIER demeurant à Tourcoing, 4, rue du Château, sollicite de M. le Préfet du Nord l'autorisation de lotir un terrain situé en bordure de l'Avenue de la République à Lille, d'une contenance d'environ 2.300 mètres carrés et repris au cadastre sous partie du numéro 10 de la Section C.

La Commission du Plan a examiné le projet au cours de sa séance du 30 Novembre 1939 et lui a donné un avis favorable.

L'Avenue de la République est une voie publique en bon état d'assainissement de viabilité.

Un avis favorable peut être donné au projet présenté sous les conditions suivantes :

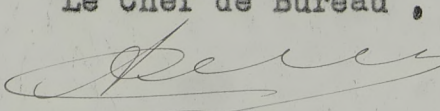
1°-Les acquéreurs éventuels seront dans l'obligation de construire, entretenir, réparer ou reconstruire à leurs frais, avec des matériaux acceptés par la Ville, les trottoirs situés au droit de leur propriété;

2°-Les dépendances formant marteau seront adossées par paire afin d'assurer le maximum d'éclairage et d'aération des pièces habitables donnant sur cour;

3°-Les constructions en bois seront interdites dans les cours et cela pour éviter l'insalubrité dont elles peuvent être l'origine ou la cause.

Le Chef de Bureau ,

Le Directeur ,


Avis de la Commission
de la Solidarité Sociale, de
l'Alimentation et de l'Hygiène
Publiques.

La Commission adopte le rapport qui lui est présenté.



COMMISSION de la SOLIDARITE SOCIALE,
de l'ALIMENTATION et de l'HYGIENE PUBLIQUES.

Procès-verbal
de la réunion du 14 Mars 1940

Les membres de la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques, se sont réunis à la Mairie de Lille, le jeudi 14 Mars 1940, à 18 heures, sous la présidence de M. BERTRAND, adjoint au Maire.

Etaient présents: M.M. Bertrand, adjoint au Maire;
Bauche, conseiller municipal,
Broux, d°
Corbu, d°
Noterman, d°

Etaient absents ou excusés :

M.M. Cordonnier, adjoint au Maire, mobilisé,
Devernay, adjoint au Maire,
Masson, d°
Bataille, conseiller municipal
Godinot, d°
Farvacques, d°
Martin, d°
Lecomte, d°
Peeters, d°
Janssens, d°

Le procès-verbal de la réunion précédente est adopté sans observation.

ORDRE du JOUR

I.- Crèches Municipales - Fourniture de lait frais pendant l'année 1940 - Marché de gré à gré.

Après lecture du rapport du service, la Commission propose de passer marché avec M. Decherf.

II.- Logement des indigents de passage. Renouvellement de la convention Cosse. Avis.

La Commission donne avis favorable au renouvellement de la convention passée en 1939 avec M. Cosse.

III.- Hébergement des indigents de passage. Subvention à l'Armée du Salut.

La Commission propose le maintien de la subvention annuelle de 5.000 frs à cette Association.

...

IV.- Subvention à des oeuvres privées, philanthropiques, d'assistance et de bienfaisance. Répartition du crédit de l'année 1939.

La Commission propose :

- a) la suppression de la subvention de 1350 F. accordée en 1938 à l'Association Amicale des Anciens Elèves du Lycée Faidherbe. Elle estime que les buts de cette association ne sont pas suffisamment marqués des caractères d'assistance et de bienfaisance qui doivent être essentiellement ceux des oeuvres subventionnées.
- b) de porter de 90 à 450 F. la subvention accordée à l'Oeuvre "Les Anciens du Sana".
- c) de supprimer la subvention de 450 F. accordée à l'Union Syndicale Nationale des Voyageurs, Placiers du Commerce et de l'Industrie.
- d) qu'avant l'attribution de la subvention pour 1940 l'Oeuvre "Le Foyer des Sourds-Muets des Flandres" soit invitée à préciser le point où en est la réalisation de son projet de construction à Lille d'une maison qui servira de foyer aux sourds-muets.
- e) d'accorder une subvention de 90 F. à l'Oeuvre Générale de Bienfaisance israélite.
- f) de maintenir à leur taux antérieur les subventions accordées aux autres oeuvres.

V.- Assistance aux femmes en couches. Examen des dossiers: Avis.

La Commission donne avis favorable aux demandes suivantes présentées par des personnes dont les ressources sont insuffisantes.

Mmes Colpaert née Lemoine Marie Jeanne	8 rue Druelle
Dequeker née Leveque Suzanne	23 rue D. Bondues
Descamps née Cahuzac Flavienne	10 rue Marseille
Ortega née Verdière Solange	13 rue Ste Barbe
Perrockeau née Botteldoorn Suzanne	188 Av. Verhaeren Pon 6
Reubreck née Cariaux Marie	10 rue d'Ennetières
Vandeghinote née Largeman Denise	17 rue de la Plaine
Vanderhaeghen née Dutordoir Léonie	43 rue D. Bondues

Elle émet un avis défavorable pour les demandes des personnes suivantes dont les ressources sont suffisantes :

Mmes Adam née Vandecasteele Yvonne	73 rue Turgot
Alvaresse née Laroche Réjane	136 Quai de l'Ouest
Bauw née Verheyde Madeleine	61 Av. de Dunkerque
Bombeke née Van Labbeke Marie	28 rue de la Plaine
Bugnicourt née Andrieux Céline	46 rue de l'Ecole
	Saint Louis

Mmes Canonne née otillon Germaine
Carlier née Selleslagh Yvonne

Colin née Deschemacker Elise
Dutilleul née Girault Léonie
Facompré née Dekemel Marie
Hoorelbecke née Gilquin Suzanne
Morrels née Visse Jeanne
Mouy née Demora Renée
Ramakers née Ernoud Madeleine
Roussel née Malet Agnès
Salembiez née Bonne Jeanne
Tirsel née Feys Yvonne

Vennin née Behague Blanche
Verzèle née Hoorenbeke Georgette
Willlaume Yvonne

9 place de l'Arsenal
15 ter r de l'Hopital
Saint Roch
29 av. de Dunkerque
4 rue Désiré Verhaeghe
17 rue Adolphe
R De Bavai c/ Butin 2
76 av. du Peuple Belge
26 rue Durnerin
245 rue des Postes
14 b r. Eug. Jacquet
78 bs rue Manuel
40 b rue de la Justice
cour Fromont 3
25 r Charles Sander
7bis rue d'Alger
22 rue du Barbier Maes

Après cet examen, la Commission constate que le barême des ressources fixé pour l'attribution des secours ne correspond plus aux conditions actuelles. Elle propose dès lors qu'il soit demandé au Bureau de Bien-faisance de relever comme suit les chiffres de ce barême:
13.000 frs au lieu de 12.000 pour le chef de famille + 2000 frs au lieu de 1.800 frs pour chaque enfant.

VI - Bains Municipaux. Relèvement des tarifs.

La Commission donne avis favorable aux propositions du service.

VII - Questions diverses.

M. Broux regrette l'absence de douches aux bains de la rue d'Haze-brouck. Il demande si certaines cabines baignoires de cet établissement ne pourraient être transformées en cabines de douches. Il fait à cette occasion remarquer qu'il n'existe de douches que dans les établissements des quartiers éloignés du centre de la ville.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18 heures 55.

Le Secrétaire,

signé: Dr CREPIN.